RÉVÉLATEUR D'OPPORTUNITÉS ET D'OPINIONS DANS L'OCÉAN INDIEN

L'Eco austral

N° 294 - Février 2015 - 5€

RÉUNION
FORMATION PROFESSIONNELLE
C'EST LA RÉVOLUTION

MAURICE
ANEROOD JUGNAUTH PROMET UN NOUVEAU MIRACLE ÉCONOMIQUE

L'INNOVATION POUR RELANCER LE TOURISME
AU TECOMA BUSINESS FORUM
EN PARTENARIAT AVEC

Nexa
AGENCE RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT D'INVESTISSEMENT ET D'INNOVATION

Stocklib

3780999440450902190

Réunion, Mayotte 5€ / Madagascar 12 500 ariary / Maurice Rs 150

SEAT

AMI(E)S, FAMILLE, INCONNU(E)S, ...
COMBIEN ONT PU L'ESSAYER ?

SEAT IBIZA, UNE PARTIE DE ~~NOTRE~~ NOUT HISTOIRE.
À PARTIR DE 12 900 €*

TECHNOLOGY TO ENJOY

TECHNOLOGY TO ENJOY = la technologie au service du plaisir.
* SEAT IBIZA SC 1.2 L REFERENCE 70 ch : consommation mixte (l/ 100 km) : 5.4. Emissions de CO^2 (g/ km) : 125. Prix TTC hors frais d'immatriculation, carte grise, peinture métallisée et malus après déduction de 1600 € de remise. Offre réservée aux particuliers à La Réunion et valable jusqu'au 31 mars 2015 dans la limite des stocks disponibles. Photographie et équipements du modèle présenté non contractuels. Sauf erreur d'impression.

MODELE PRESENTE : SEAT IBIZA EDITION LIMITEE 30ÈME ANNIVERSAIRE 1.6 90 CH AU PRIX DE 22 300 € REMISE DEDUITE.
Sportive mythique et véritable best-seller automobile, SEAT IBIZA traverse les générations depuis 30 ans. Pour célébrer l'esprit IBIZA, SEAT a créé pour vous la Série Spéciale 30ème Anniversaire : avec ses jantes noires en alliage 17" et ses sièges Sport en cuir alcantara vous allez faire tourner bien des têtes. SEAT IBIZA 30ème Anniversaire, une expérience de conduite inédite conjuguant confort et élégance.

REJOIGNEZ NOUS SUR : SEAT.RE

Sogecore

0262 980 000

OUVERT EN JOURNÉE CONTINUE : SAINTE-CLOTILDE • SAINT-PAUL • SAINT-PIERRE • SAINT-ANDRÉ

SOGECORE PRÉCONISE LES PNEUS Continental

« La civilisation française, héritière de la civilisation hellénique, a travaillé pendant des siècles pour former des hommes libres, c'est-à-dire pleinement responsables de leurs actes : la France refuse d'entrer dans le Paradis des Robots. »
Georges Bernanos
(« La France contre les robots »).

par Alain Foulon
Directeur
de la rédaction

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION POUR QUOI FAIRE ?

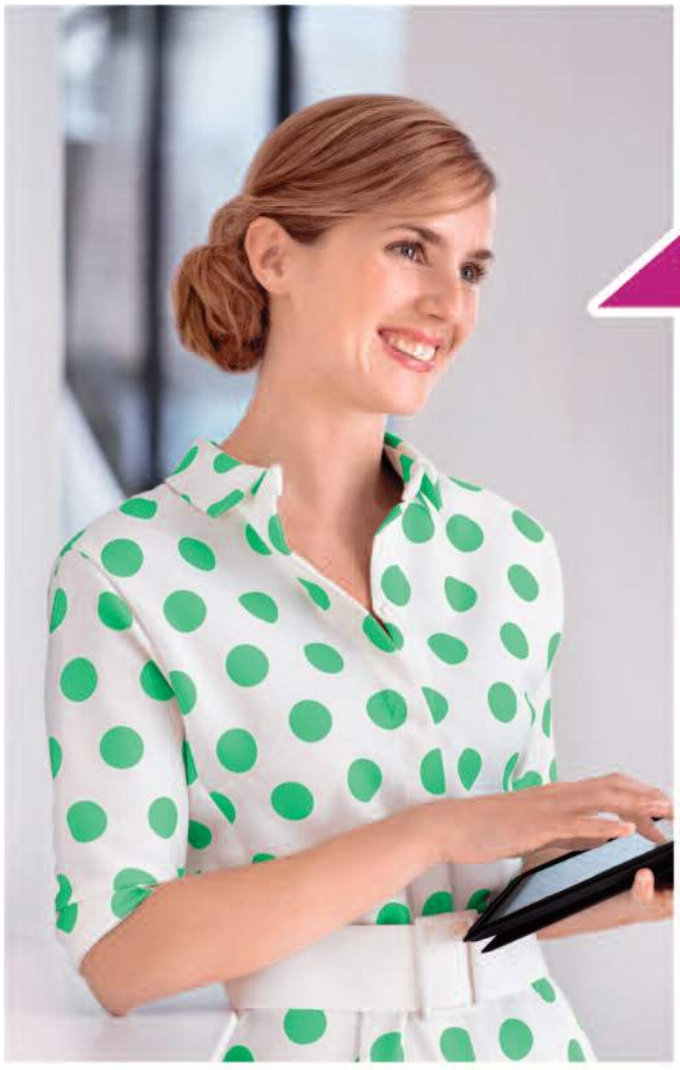
Désolé de n'avoir pas titré cet éditorial « *Je suis Charlie* », mais je ne suis pas un robot. Dans le sens où l'entendait Georges Bernanos dans son livre « *La France contre les robots* », publié en 1947 mais toujours d'actualité. Sa lecture s'impose… La liberté d'expression ne garantit nullement l'indépendance d'esprit et la capacité à développer une pensée critique. Les libertés « *réelles* », celle qu'on vit au quotidien, me semblent plus importantes que la Liberté avec un grand « *L* » ; une Liberté qu'on peut accorder sans problème à des robots puisque leur pensée est programmée. La société du spectacle et de la consommation vous propose d'ailleurs des pensées toutes faites, au rayon des surgelés. Il n'y a plus qu'à les réchauffer au micro-ondes de votre cerveau… sans pour autant avoir besoin de penser. Parmi les libertés réelles, celle de blasphémer et de provoquer des violences ne paraît pas la plus intéressante. Mais dans la société du spectacle, elle est utile à ceux qui veulent faire parler d'eux… et augmenter leur chiffre d'affaires. Les publicitaires s'en sont d'ailleurs emparés depuis longtemps. Le journal « *Charlie Hebdo* » défend une idée qui se résume dans un slogan de Mai 68 : « *Il est interdit d'interdire* ». Mais son pendant est le fameux : « *Pas de liberté pour les ennemis de la liberté* », ce qui laisse beaucoup de latitude à la police de la pensée. Il suffit de décréter que vous êtes un ennemi de la liberté pour vous bâillonner. Force est de constater que depuis plusieurs décennies, en France, la liberté d'expression, que les « *Je suis Charlie* » veulent défendre, s'est amoindrie avec les lois mémorielles et en particulier la Loi Gayssot. Sans parler d'un multitude de réglementations et de taxes qui suppriment vos libertés ou les limitent sérieusement. Les exemples sont multiples. Du plus discutable, qui concerne la liberté de ne pas vacciner ses enfants, au plus anodin, la liberté de fumer un bon cigare sans casser sa tirelire, en passant par le plus révoltant : le droit pour un agriculteur de cultiver certaines espèces et de refuser les pesticides chimiques. Par contre, si votre enfant de 15 ans veut visionner un film pornographique sur Internet, il pourra le faire sans restriction. Pas étonnant que cette société matérialiste, où toutes les valeurs sont relativisées, conduise certains jeunes paumés à se tourner vers un islam radical. Le penseur Olivier Roy [1] se risque même à une comparaison entre les jeunes djihadistes et les militants de l'ultra-gauche des années 1970. De quoi faire retourner dans leur tombe les journalistes de « *Charlie Hebdo* » abattus le 7 janvier dernier. Dans un entretien avec le journaliste Jean-Dominique Merchet [2], Olivier Roy résume en quelques lignes cette analyse : « *On constate trois éléments de base : une impasse existentielle, la violence et l'internationalisation. On retrouve désormais les trois dans le phénomène djihadiste. Simplement, le Djihad a remplacé la Révolution comme mythe. Ceux qu'on appelle des « barbares » sont dans le fantasme du redémarrage à zéro comme l'étaient les Gardes rouges de Mao ou les Khmers rouges. Des barbares, oui, mais cette barbarie est de chez nous.* » Face à ce phénomène, la société française, en particulier sa classe politique, a tendance à diaboliser les « *jeunes djihadistes* », ce qui n'est peut-être pas la meilleure stratégie. Cela revient à les héroïser, explique encore Olivier Roy, « *alors qu'ils sont des losers, des frustrés et des paumés* ».

Tout cela ne nous dit rien qui vaille… La guerre ne fait sans doute que commencer. Les Français ont d'ailleurs découvert, les 7 et 8 janvier, que leur pays se trouvait bien en guerre. Et que cela ne se passait pas seulement au Mali, en Centrafrique ou en Irak… C'est d'ailleurs quasiment le monde entier qui se trouve en guerre sous des variantes diverses qui peuvent se combiner. Guerre économique, guerre culturelle, guerre civile, guerre ethnique, guerre de religion, guerre sur le Web… De quoi enterrer définitivement l'idée que l'Histoire s'est arrêtée avec la chute du mur de Berlin.

« La société du spectacle et de la consommation vous propose des pensées toutes faites, au rayon des surgelés. Il n'y a plus qu'à les réchauffer au micro-ondes de votre cerveau… sans pour autant avoir besoin de penser. »

(1) Considéré comme un spécialiste mondial de l'islam politique, Olivier Roy, directeur de recherche au CNRS, enseigne aujourd'hui à l'Institut universitaire européen de Florence. Il a notamment publié, au Seuil, « L'Islam mondialisé » (2002), « La Sainte Ignorance - Le temps de la religion sans culture » (2008) et « En quête de l'Orient perdu – Entretiens avec Jean-Louis Schlegel » (Seuil, octobre 2014).

(2) Sans doute l'un des meilleurs journalistes dans les questions militaires, Jean-Dominique Merchet a travaillé à « Libération » qu'il a quitté en 2013 pour le journal « L'Opinion ». Il anime son propre blog, « Secret Défense ».



ÉLANCIO
LA SOLUTION SÛRE ET DISPONIBLE

QUI RAPPORTE JUSQU'À 4% LA 6E ANNÉE

Vous avez une somme d'argent à placer mais souhaitez pouvoir l'utiliser quand bon vous semble ? Avec Élancio de Groupama Banque, vous disposez de votre argent à tout moment et sans payer aucuns frais. Plus vous restez, plus vous êtes gagnant : le taux monte automatiquement chaque année.

Épargne bancaire Élancio
à retrouver sur groupama.fr

Groupama

Toujours là pour moi.

Compte bancaire rémunéré. Offre valable jusqu'au 28/02/2015. Versement initial minimum : 500 €. Plafond : 1 000 000 €. Taux d'intérêt progressif garanti jusqu'à 4% annuels bruts hors prélèvements sociaux et fiscaux. Taux de rendement moyen brut de 1,98 %, pour un versement au 01/01/2015 sans retrait des sommes pendant 6 années. Les produits et services bancaires sont commercialisés par les Caisses régionales d'Assurances Mutuelles Agricoles, entreprises régies par le code des assurances, agissant également en qualité de mandataires exclusifs en opérations de banque et en services de paiement de Groupama Banque, SA au capital de 120 825 712 € - 67 rue Robespierre, 93107 Montreuil Cedex - 572 043 800 RCS Bobigny - Immatriculée à l'ORIAS sous le n° 07 006 369 - Filiale du groupe Groupama. Document et visuels non contractuels - Crédits photos : fotolia.com - Being - Novembre 2014.

Sommaire

L'éditorial d'Alain Foulon **3**
La liberté d'expression pour quoi faire ?

Tapis Rouge **8**
Ceux qui font bouger l'océan Indien

Décryptage **12**
Échos, confidences et analyses

Économie **18**

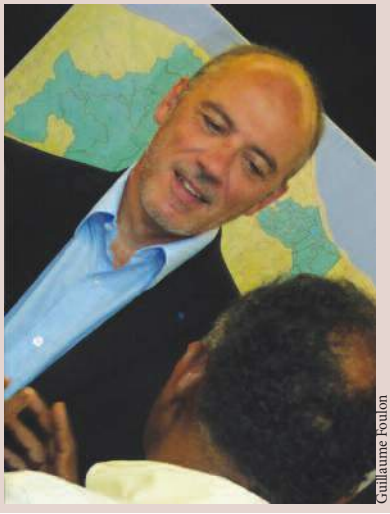
>Dossier formation

Ipreunion.com

18 À La Réunion, la réforme chamboule le jeu des acteurs de la formation professionnelle
22 Pôle Emploi au cœur de la réforme de la formation professionnelle
24 L'AFPAR va devenir une société publique locale
26 Les cadres et dirigeants réunionnais ne sont pas oubliés
28 Nouvelle route du littoral : un besoin énorme de formations
31 L'offre mauricienne commence à s'étoffer
36 Maurice a mis en place un système de financement proche du système français

>Réunion

38 Le Pdg d'Orange vient annoncer le déploiement de la fibre à Saint-Denis
40 Un fonds régional de 6,3 millions d'euros pour soutenir les entreprises innovantes


Guillaume Foulon

>Maurice

GIS

42 Nouvelle majorité et nouveau gouvernement
46 Une banque canadienne débourse 15 millions de dollars pour 9,5% d'AfrAsia Bank
48 Des atouts supérieurs à ceux de Singapour

>Madagascar

50 Le forum international des investisseurs souligne le besoin de réformes
51 Retour effectif de l'AGOA début 2015
52 Reconnaissance internationale pour FTHM Conseils
54 Certification ISO 9001-2008 pour MICTSL sur le port de Tamatave

>Océan Indien/Afrique

56 Les engagements de l'AFD ont atteint un niveau historique

>Monde

58 2015 : Le début du siècle chinois ?

La Tourelle

OCEAN VIEW VILLAS – MAURITIUS

Votre villa de rêve... avec une vue panoramique sur l'Océan Indien

Investissez dans un bien immobilier unique et exclusif situé au coeur de Tamarin, à l'ile Maurice

26 magnifiques villas perchées sur le flanc de la montagne de La Tourelle de Tamarin
...vous offrent le sentiment exceptionnel d'être suspendu entre ciel et mer

> Achat en pleine propriété (régime IRS)
> Permis de résidence Mauricienne
> Gestion locative possible
> Club des résidents avec bar, salle de sport, piscine chauffante et hammam

Sunset in Paradise Ltd
(230) 52 55 28 10
latourelle@intnet.mu
www.latourellevillas.com

Tecoma Business Forum **60**

Ipreunion.com

L'innovation pour relancer le tourisme à La Réunion

Opinion **64**

Stocklib

64 L'Otan est-elle coupable de l'assassinat de Kadhafi ?

66 Neuf milliards d'hommes à nourrir : un défi majeur !

68 France : la Sécurité sociale malade de son étatisation

L'Entreprise **70**

Stocklib/Dmitriy Shironosov

70 Développement de l'égo ou développement de soi : un vrai combat

74 L'écologie relationnelle au service du management durable

76 Le Big Data comme accélérateur d'innovation

Art de Vivre **78**

78 L'ode amoureuse du publicitaire Florent Beusse à Maurice

80 Ouverture d'un hôtel d'affaires sur Eden Island aux Seychelles

Stocklib/Elena Kozlova

82 Notre sélection de livres

OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT PAGE 15

ÉDITEUR : L'Eco austral
SARL au capital de 61 000 euros
RC 95 B 621 - Technopole de La Réunion
2, rue Émile Hugot - BP 10003
97801 Saint-Denis cedex 9
Tél. : +(0) 262 41 51 41
Fax : +(0) 262 41 32 14

REPRÉSENTANT À MAURICE
Éditions Australes Internationales Ltd
8, rue d'Artois, Port-Louis, Ile Maurice
Tél. : (230) 211 7165
Fax : (230) 211 5605
ecoaustral@intnet.mu

Directeur général : Alain Foulon
Commission paritaire n°1216 K 86953
ISSN 1260-3007

RÉDACTION
Directeur : Alain Foulon
Tél. : +(230) 211 7075
alainfoulon@ecoaustral.com

Rédaction Réunion :
Philippe Stéphant - Tél. : 0692 28 11 66
ph.stephant@gmail.com

Rédaction Maurice :
Jean-Michel Durand
Tél. : +(230) 211 7096
jeanmicheldurand@ecoaustral.com
Davidsen Arnachellum
Tél. : +(230) 5 255 4525
d.arnachellum@ecoaustral.com

Rédaction Madagascar :
Tsirisoa Rakotondravoavy, responsable
Tél. : +(261) (0) 34 52 422 72
tsirisoa@ecoaustral.com
Njaratiana Rakotoniaina
Tél. : +(261) (0) 33 12 877 41
njara@ecoaustral.com
Mbolahasina Maminirina
Tél. : +261 34 04 651 79
maminirina@ecoaustral.com

PUBLICITÉ RÉUNION
Réunion Editions : 2 rue Léon Dierx - 97400
Saint-Denis - Tél : 0262 41 30 08
Contact : Gilles Michel - Tél : 0692 95 00 39
g.michel@reunion-editions.com

PUBLICITÉ POUR MAURICE
Sales Manager : Françoise Cotry
Tél. +(230) 211 7167
f.cotry@ecoaustral.com

PUBLICITÉ POUR MAYOTTE
Pierre-Yves Broca- Tél. : +(0) 692 87 85 11

PUBLICITÉ POUR MADAGASCAR
L'Éco austral Madagascar
Immeuble ZEPHIR III
16 Rue Lumumba-Tsaralalana
BP 1722 101 Antananarivo
Tél : 020 22 317 66
Vololonirina Rambinintsoa
Mobile : 034 01 289 96
nerina@ecoaustral.com
Ravaka « secrétariat »
Mobile : 032 03 317 66
ravaka@ecoaustral.com

MISE EN PAGE/SUIVI DE PRODUCTION
Pierre-Alain Appadoo / Nathalie Denis
montage@ecoaustral.com

IMPRESSION
Precigraph Ltd - Tél. : +(230) 212 1546

Dépôt légal : Février 2014

Directeur de la publication : Alain Foulon

Tapis Rouge

RÉUNION VISITE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'AFD.

Anne Paugam s'est rendue pour la première fois à La Réunion en fin d'année 2014. L'occasion de participer à plusieurs visites de terrain et d'officialiser certains engagements. L'un des temps forts de cette visite a été la signature, le 11 décembre, d'une convention de prêt de 35 millions d'euros (à rembourser sur vingt ans) pour la rénovation thermique et la mise aux normes d'accessibilité du patrimoine bâti de la Région Réunion. Au total, cet ambitieux programme de la collectivité, initié en 2010, représente 250 millions d'investissements sur cinq ans et les premiers travaux ont déjà commencé. Il est financé par des emprunts et sur fonds propres. L'Agence française de développement est aussi fortement engagée auprès du promoteur et aménageur CBo Territoria via des prêts de 35 millions et 21 millions d'euros. Ce qui a conduit Anne Paugam à se rendre à Beauséjour, sur la commune de Sainte-Marie, où CBo Territoria développe une véritable ville nouvelle sur 67 hectares en impliquant les habitants et le secteur associatif. Ce qui lui a valu de recevoir en 2014 le prix du Projet citoyen, décerné au niveau national. Enfin, Anne Paugam a profité de son séjour réunionnais pour signer, à la Chambre de commerce et d'industrie, la convention de financement avec l'UCCIOI (Union des chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien) qui la dote de 2,4 millions d'euros pour développer son programme d'échanges régionaux. C'est l'UCCIOI qui organise chaque année le Forum économique des îles. *Sur notre photo, de gauche à droite : Anne Paugam, directrice générale de l'AFD, Didier Robert, président de la Région Réunion et Michel Magnan, directeur régional d'EDF, impliqué dans le programme de la Région avec l'ADEME.*

Guillaume Foulon

DR

MAURICE ANDREA NESTLÉ À LA DIRECTION DU MARITIM CRYSTALS BEACH.

Cette Allemande, originaire de la ville de Hochdorf, a fait ses études supérieures à la célèbre université new-yorkaise de Cornell. Elle compte plus de quinze ans d'expérience dans l'industrie hôtelière, notamment au sein du groupe Maritim pour lequel elle a travaillé en Allemagne, en Lettonie, à Cuba, en Turquie et en Espagne. Elle a pu également enrichir son expérience aux Maldives et en Australie. Spécialisée dans la rénovation, les réouvertures et le « *rebranding* » d'hôtels, Andrea Nestlé a en charge un établissement de 181 chambres et suites spacieuses (de 50 à 95 mètres carrés) offrant toutes une vue sur le lagon. Il comprend également trois restaurants à la carte, dont un restaurant de plage, et deux bars. Maritim Hotels est le plus grand exploitant privé allemand avec 36 hôtels en Allemagne et 14 hôtels à travers le monde dont 2 à Maurice.

DR

RÉUNION ALSEI OI LANCE SON IMMEUBLE LE KERVEGUEN.

Le maire du Port (à gauche sur la photo), Olivier Hoarau et le président d'ALSEI Océan Indien, Jean-Christophe Courné-Noléo, ont posé le 11 décembre la première pierre de cet immeuble de bureaux de 1 600 mètres carrés de surface, situé dans la ZAC 2000. Le promoteur et aménageur immobilier y propose des modules de 60 à 410 mètres carrés. Sur le terrain acquis auprès de la mairie du Port, ALSEI OI a déjà livré un parc d'activités de plus de 5 000 mètres carrés entièrement occupé. Il prévoit de livrer Le Kerveguen dans le courant du second semestre 2015. ALSEI OI a aussi réalisé deux entrepôts de classe internationale à La Réunion et travaille actuellement sur deux projets. D'une part, la construction de 125 logements et, d'autre part, celle d'un parc d'activités et de commerces de près de 5 000 mètres carrés à Cambaie (commune de Saint-Paul).

MAURICE DES CARTES POUR COMPRENDRE L'ÉTAT-OCÉAN.

La compagnie d'assurance Sun Insurance a offert au ministère de l'Éducation des cartes intitulées « *Maurice État-océan* ». Elles seront très bientôt disponibles dans toutes les classes du primaire, y compris à Rodrigues et à Agalega. Cela est d'autant plus important que l'État mauricien (re)découvre l'aspect économique et stratégique de son espace océanique. Les cartes ont été réalisées par Osman Publishing, dirigé par Shafick Osman, consultant sur ce projet, avec la collaboration du Mauritius Institute of Education et de l'Office of Ocean Affairs and Development du bureau du Premier ministre. *Sur notre photo, de gauche à droite : Ameen Musbally Jr, directeur exécutif de Sun Insurance et Rezah Badal du bureau du Premier ministre.*

DR

DR

MAYOTTE PRÉSENCE REMARQUÉE AU SALON DE LA PLONGÉE À PARIS.

Le Comité départemental du tourisme de Mayotte a participé à la 17e édition de cet événement majeur, qui s'est déroulé du 9 au 12 janvier Porte de Versailles. Outre les représentants du Comité, la délégation mahoraise comprenait six clubs de plongée (Nyamba Club, Hippocampe Plongée, Happy Divers, Abalone plongée, Maji Club et Lagon Maoré) et l'hôtel Jardin Maoré. Chaque club de plongée a accueilli en moyenne plus de 60 visiteurs par jour et 60% des contacts se sont montrés très intéressés par la destination. Une occasion aussi pour le Comité du tourisme de confirmer certains points faibles de Mayotte, en particulier le prix du billet d'avion (et le budget général du séjour) qui reste élevé et le manque de structures hôtelières pouvant accueillir des groupes. À signaler l'édition d'un « *Guide de la plongée et des activités nautiques 2015* » qui a été diffusé sur le salon. Dans la foulée, le Comité du tourisme devait se rendre au salon nautique Boot de Düsseldorf, en Allemagne, du 17 au 25 janvier.

DR

MAURICE SKC SURAT S'IMPLANTE DANS LE RÉSEAU DES STATIONS SHELL.

« *Le slogan de notre nouvelle campagne - « Faites le plein de fruits et légumes » - vient inciter nos clients non seulement à s'approvisionner en carburant, mais à acheter des fruits et légumes frais dans nos stations* », explique Kiran Juwaheer, directeur général de Vivo Energy Mauritius qui représente la compagnie pétrolière Shell sur l'île. Un partenariat a été conclu avec SKC Surat, qui détient la franchise sud-africaine Food Lovers Market à Maurice. La première station-service qui bénéficie de cet accord est située à Floréal. D'une superficie de 200 mètres carrés, elle propose des fruits et légumes frais, de l'épicerie fine, un coin restauration et une boulangerie-pâtisserie. Avec quatre magasins déjà en opération, SKC Surat prévoit l'ouverture, à moyen terme, de dix autres à travers l'île.

RÉUNION PRÉSENTATION DES CHAMPAGNES PIPER HEIDSIECK.

Brice Wong-Tze-Koon

Ce grand nom du vignoble champenois est représenté à La Réunion par Rhums Réunion, aujourd'hui dans le giron du groupe d'Alain Chatel (*à droite sur notre photo*). Heureux hasard, le directeur commercial de Piper Heidsieck pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient est un Réunionnais, Romain Delambre (à gauche sur la photo). Il est donc venu avec grand plaisir en décembre présenter quelques unes de ses meilleures bouteilles, en particulier le Piper Heidsieck Rare Millésime 2002. Un champagne constitué de 70% de chardonnay et 30% de pinot noir et qui croule sous les médailles internationales. « *Un vin profond mais ciselé, précis, tout en sérénité. Une ampleur voluptueuse avec des notes meringuées* », commente Romain Millésime, devenu poète depuis qu'il travaille en Champagne. Diplômé de Science Po Bordeaux et d'une école de commerce, ce Réunionnais a été recruté par Piper Heidsieck en 2013 après avoir fait ses classes chez Danone et les Fromageries Bel. Champagne officiel du festival de Cannes depuis plus de vingt ans, Piper Heidsieck est aussi l'une des plus anciennes maisons de Champagne avec une histoire qui remonte à 1785. Sixième marque à l'international, il réalise 80% de ses ventes à l'export, dans 120 pays. À La Réunion, la marque a connu une croissance à deux chiffres en 2014 sous l'action commerciale de Rhums Réunion.

DR

MADAGASCAR LA CHOCOLATERIE ROBERT PRIMÉE À L'INTERNATIONAL.

Le fabricant malgache de chocolat a remporté pas moins de quatre médailles à l'International Chocolate Awards organisé à l'Olympia West, à Londres. Ses créations, présentées sous la marque « *Chocolat de Madagascar* », ont raflé une médaille d'or pour la tablette de chocolat au lait 50% dans la catégorie commerce équitable (Fair Trade), une médaille d'argent pour la tablette de chocolat noir 85%, une médaille d'argent pour la tablette de chocolat blanc avec caviar vanille et une médaille de bronze pour la tablette noire à 65% de teneur en cacao. « *Ces prix sont le résultat de nos efforts intensifs déployés depuis deux ans,* explique le Pdg de la Chocolaterie Robert, Marcel Ramanandraibe. *Avec des investissements de 392 000 euros (1,3 milliard d'ariary) pour réhabiliter notre usine…* » L'approvisionnement en matière première a été structuré, à Ambanja, avec 300 paysans qui travaillent sur près de 400 hectares pour le cacao conventionnel et 125 paysans sur 100 hectares pour le cacao biologique. L'entreprise a atteint une capacité de transformation de 600 tonnes de cacao par an et exporte en Europe, aux États-Unis et dans l'océan Indien.

DR

MAURICE **FTL FÊTE SES 20 ANS.** Freight and Transit est une filiale du groupe Food and Allied spécialisée dans la logistique. Elle a vu le jour en novembre 1994, au moment de l'âge d'or du textile mauricien, et n'a cessé depuis de se moderniser et de se développer. Devenue au fil des ans une référence dans la gestion d'envois spécialisés comme ceux de produits périssables (fruits, légumes, fleurs, poissons frais et anguilles vivantes…), elle est aussi reconnue dans le domaine du « *supply chain management* » (gestion de stock) avec notamment ses projets novateurs dans le secteur de l'hôtellerie. Dès 2000, elle s'est lancée dans une stratégie d'expansion régionale vers Madagascar. Puis, en prenant 60% du capital de son agent DB Freight en Afrique du Sud, elle s'est implantée dans ce pays. Enfin, en avril 2011, FTL a ouvert une antenne à La Réunion sous le nom de FTL France.

MAURICE **LE GROUPE BHUNJUN LANCE UN PROJET IRS À TAMARIN.** La Tourelle Ocean View Villas se compose de villas de luxe qui seront construites en phases successives. La première consiste en 26 unités construites sur deux niveaux. Elles seront de huit types allant de 322 à 725 mètres carrés avec trois à quatre chambres à coucher. Ce projet IRS (Integrated Resort Scheme), qui permet à un acquéreur étranger, son conjoint et aux personnes à sa charge de bénéficier d'un permis de résidence permanent à Maurice, propose également une gestion locative. En sus de services exclusifs, comme un club des résidents, une station thermale et un pavillon de yoga et de méditation, les résidents bénéficieront d'un service de conciergerie de luxe. Sept jours sur sept, 24 heures sur 24, une équipe de professionnels assurera le gardiennage, l'entretien courant de la résidence et

DR

proposera des aides à domicile. Le début des travaux est prévu en mars 2015 et les villas seront proposées à la vente à partir de 995 000 euros.

RÉUNION **MICROSOFT INITIE LES JOURNALISTES AUX NOUVEAUX OUTILS.** Une grande première à La Réunion. Microsoft Océan Indien a assuré une présentation interactive des nouveaux outils qui facilitent les pratiques de travail et favorisent la transmission et la sécurisation des données dans une entreprise. Plusieurs sujets ont été abordés durant cette courte formation : l'évolution des technologies avec les révolutions d'usage qu'elles entraînent, l'importance des appareils mobiles et le développement du « *Cloud Computing* » avec ses avantages en termes de flexibilité, de sécurité, d'accessibilité et de coût. Autant de nouvelles façons d'échanger, de collaborer et de travailler… On estime que 90% des données stockées aujourd'hui dans le monde on été créées au cours des deux dernières années. *Sur notre photo : Ludovic Froget, responsable communication de Microsoft Océan Indien.*

Guillaume Foulon

DR

RÉUNION **PIERRE DEBAYLE VIENT PRÉSENTER LE NOUVEAU GRAND CRU DE NESPRESSO.** Directeur de la filiale de Nestlé pour le Moyen-Orient, l'Afrique et les Caraïbes, il est venu en personne à La Réunion pour lancer, le 15 décembre, le grand cru spécial Maragogype. Dans le cadre somptueux de la Villa du Département, rue de Paris, à Saint-Denis, les membres du Club et invités de marque ont pu déguster ce café comme on déguste un grand vin. Dans un verre spécialement conçu par la manufacture autrichienne Riedel. Le Maragogype, qui se situe en haut de gamme, est issu de quatre terroirs d'exception identifiés au Mexique, au Nicaragua, au Guatemala et en Colombie. « *Cette cerise de café Arabica d'exception n'est cultivée que dans cette partie du monde* », a expliqué Pierre Debayle à ses invités. Ce Français originaire des Landes, dans le Sud-ouest, diplômé en 1995 de l'INSEEC Bordeaux en commerce et communication, a fait son entrée chez Nespresso en 2002. Il a occupé différentes fonctions avant de prendre ce poste de direction régionale en septembre 2012. À La Réunion, la marque rencontre un beau succès, faisant le bonheur des amateurs d'expresso. Mais elle éprouve plus de difficultés à Maurice où l'on a tendance à consommer du thé.

RÉUNION

QUALITROPIC SE PRÉSENTE DE MANIÈRE TRÈS THÉÂTRALE. Le seul « *pôle de compétitivité* » de l'Outre-mer français, tourné vers la bioéconomie tropicale, est encore insuffisamment connu. C'est à partir de ce constat que son président Alain Chatel a souhaité organiser une soirée particulière, ouverte aux plus grand nombre de décideurs et leaders d'opinion. Organisé le 9 décembre au Moca, le site de la Région Réunion situé dans les hauteurs de Montgaillard, à Saint-Denis, l'événement a été particulièrement réussi, rassemblant quelque 300 personnes. L'équipe de Qualitropic a réussi l'exploit de présenter de manière très ludique et humoristique son travail et ce qu'est la bioéconomie tropicale en faisant appel à la troupe de théâtre Conflore.

DR

Il s'agissait de rire tout en apprenant des choses. Avec sa plateforme d'extraction d'arômes et ses chargés de mission à même d'accompagner des entrepreneurs, Qualitropic a pour mission de contribuer à valoriser les ressources de La Réunion, à soutenir l'innovation et, surtout, à lui trouver des débouchés à l'extérieur de l'île et un modèle économique. Le pôle de compétitivité regroupe 110 adhérents dont 80 entreprises de tailles très diverses.

MADAGASCAR

UN BEAU SUCCÈS AU SIAL À PARIS. Neuf entreprises malgaches, appuyées par Cap Export Madagascar, ont pu présenter leurs produits haut de gamme lors du Salon international de l'alimentation qui s'est tenu du 19 au 23 octobre au parc des expositions de Paris-Nord Villepinte. Elles ont enregistré quelque 2,8 millions d'euros de commandes auprès de 173 contacts. Il faut dire que ce grand rendez-vous du secteur agroalimentaire attire quelque 150 000 visiteurs professionnels avec plus de 6 500 exposants. Le pavillon malgache, baptisé « *Truly Authentic Madagascar* », a accueilli Bernadette de Lavernette, Codal, Havamad, Jacarandas, Les Fruits de Madagascar, Menakao, Masoumim Trade, Sahanala et Sigma. Autant d'entreprises qui ont exposé des produits issus du terroir malgache : vanille, cannelle, girofle, poivre noir, baie rose, cacao, gingembre, miel, huiles essentielles et jus de fruits tropicaux… Fort de cinquante ans d'expérience et d'une présence mondiale à travers dix salons, la marque SIAL est une référence pour l'offre et la demande alimentaires.

CCIFM

DR

MAURICE

DE NOUVELLES DESSERTES DE THOMSON AIRWAYS. Après avoir lancé une desserte au départ de l'aéroport londonien de Gatwick, la compagnie charter du groupe TUI a lancé deux nouvelles dessertes. Au départ de Stockholm, en Suède, depuis le 20 décembre, avec deux vols par semaine, et au départ de Helsinki-Vantaa le 29 décembre. Un service qui sera néanmoins interrompu en mars 2015, à la fin de la haute saison touristique. Les vols sont assurés par un Boeing 787-8 Dreamliner qui peut accueillir 291 passagers. À noter que Thomson Airways devrait relancer ces dessertes pour la prochaine saison de l'hiver austral en y ajoutant celle de Copenhague, au Danemark.

DR

MAURICE

STÉPHANE ULCOQ PREND LA DIRECTION D'UBP. Il succède à Jean-Michel Giraud qui a occupé le poste de CEO durant trente ans. Âgé de 37 ans, Stéphane Ulcoq occupait déjà le poste d'adjoint au CEO depuis décembre 2012, après avoir occupé les postes d'Assistant Works Manager et de Workshop Manager. Cet ingénieur en mécanique de l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Rouen est également titulaire d'un MBA International des universités Paris-Dauphine/La Sorbonne. De plus, il a suivi une formation à l'INSEAD, qui est considérée comme l'une des meilleures écoles de commerce au monde, sur ses campus de Fontainebleau et de Singapour, obtenant un Certificate in Global Management.

RÉUNION

RHUMS RÉUNION LANCE LE SPRITZ. Si l'apéritif italien Apérol, du groupe Campari, n'a rien de neuf, ayant été lancé en 1919, il donne aujourd'hui le « *Spritz* », cocktail qui fait fureur à Venise et dans la presse « *branchée* ». Ce nom vient de l'allemand « *spritzen* » (giclée) qui remonte à l'occupation autrichienne de la région vénitienne. Les soldats autrichiens ajoutaient en effet de l'eau gazeuse aux vins blancs locaux qu'ils trouvaient trop secs et trop forts. En 1950, les Vénitiens y ont ajouté l'Apérol pour améliorer le cocktail et le rendre plus italien. L'Apérol se concocte à base de plantes et l'on y retrouve des oranges douces et amères. De quoi donner, au final, une boisson très « *tendance* » que Rhums Réunion entend bien promouvoir à La Réunion.

Guillaume Foulon

FRANCE/OCÉAN INDIEN

Le patron de Tereos entre au club d'influence Le Siècle

DR

C'est le premier club d'influence de France et Alexis Duval, jeune dirigeant (37 ans) du quatrième producteur mondial de sucre, y a fait son entrée avec d'autres patrons comme, par exemple, Pierre Gattaz, président du MEDEF. Ces dirigeants côtoient ainsi des journalistes de renom, des hommes politiques et même des syndicalistes… Tereos est le seul et unique producteur de sucre à La Réunion (210 000 tonnes annuelles) où il développe un centre de recherche & développement, eRcanne. Dans l'océan Indien, on le retrouve aussi au Mozambique, où il a racheté les activités du Mauricien FUEL et détient 75% de la Companhia de Sena. Enfin, suite à son rachat du groupe réunionnais Quartier Français, il dispose en Tanzanie de 30% dans la très rentable Tanganyika Plantation Company (TPC) qui exploite au pied du Kilimandjaro une vaste plantation, une usine sucrière et une centrale thermique. C'est le Mauricien Alteo qui en est l'actionnaire principal, l'État Tanzanien étant également actionnaire. Alexis Duval a succédé en 2012 à son père Philippe Duval qui a présidé pendant vingt-huit ans le directoire de l'Union des sucreries et distilleries agricoles, devenue Tereos en 2002 suite à sa fusion avec Beghin-Say. Passé par le Lycée Stanislas à Paris et HEC, Alexis Duval, après un stage au Crédit suisse à Londres, a commencé sa carrière aux États-Unis comme trader au sein du groupe Sucres & Denrées, avant de rejoindre le groupe familial en 2002 au Brésil au sein de la société Franco Brasileira SA Açucar e Alcool, une société dont les actionnaires sont Tereos et le brésilien Cosan. En 2003, il est nommé membre du directoire de la filiale brésilienne de Tereos, Guarani, puis directeur international et membre du directoire de Tereos (octobre 2007) où il prendra la responsabilité de sa direction financière (2009-2012), devenant en 2010 président du directoire de Tereos Internacional, filiale cotée à la Bourse de São Paulo qui regroupe les actifs canniers et amidonniers de Tereos. Depuis 2012, il préside le directoire de Tereos.

COMORES

Un marché d'un million d'euros pour Blanche Birger Maurice

La société mauricienne spécialisée dans l'ingénierie et les services informatiques a remporté un appel d'offres international de la Banque africaine de développement BAD. Il s'agit de l'informatisation complète du ministère comorien des Finances. Un beau marché pour Blanche Birger qui est totalement indépendant de Blanche Birger Réunion et s'est lancé dans un grand exercice de « *rebranding* » pour justement mieux s'en démarquer. Sa nouvelle identité doit être lancée à la mi-février. Son plan quinquennal de développement, lancé en 2012 par son CEO Jacques Harel, vise à réaliser 50% de son chiffre d'affaires à l'extérieur de Maurice. Actuellement, son chiffre d'affaires de 10 millions d'euros se réalise à 75% à Maurice où Blanche Birger est notamment le leader incontesté du marché des automates bancaires.

Davidsen Arnachellum

Le plan quinquennal de développement de Blanche Birger, lancé en 2012 par son CEO Jacques Harel (notre photo), vise à réaliser 50% du chiffre d'affaires à l'extérieur de Maurice.

Guillaume Foulon

RÉUNION

Plus d'accidents du travail en 2013

Le bilan présenté en décembre dernier par la CGSS (Caisse générale de sécurité sociale) n'est pas très bon. Certes, il montre une amélioration dans le secteur du BTP, mais, globalement, on a recensé plus d'accidents du travail et en particulier dans les collectivités territoriales. Celles-ci feront donc l'objet d'actions de prévention prioritaires en 2015. Il est prévu aussi d'améliorer la lutte contre les maladies professionnelles dans les TPE (entreprises de moins de 10 salariés) et plus précisément dans la maçonnerie, la réparation automobile, le transport routier de marchandises et la restauration traditionnelle. Une satisfaction quand même : les chiffres de La Réunion restent meilleurs que ceux de l'Hexagone.

FRANCOPHONIE

Jean-Claude de L'Estrac sera-t-il repêché ?

Le Sénégal, qui a accueilli les 29 et 30 novembre 2014 le Sommet de la Francophonie, n'a pas apprécié les déclarations du secrétaire général de la COI sur la « *trahison de Dakar* ». Ce dernier, candidat malheureux au poste de secrétaire général de l'OIF (Organisation internationale de la francophonie), avait estimé qu'au « *pays de Senghor, la démocratie n'avait pas été respectée* ». Une analyse que beaucoup pensaient tout bas, y compris au ministère français des Affaires étrangères, mais que certains lui reprochent d'avoir dite tout haut. Surtout en Afrique où les choses ne se règlent pas forcément au grand jour. Reste à savoir maintenant si Jean-Claude de L'Estrac, qui avait un beau programme, notamment sur la francophonie économique, s'est grillé ou pas. Selon des observateurs bien informés, il pourrait être « *repêché* » par Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères avec, à la clé, la direction d'un « *pool* » Environnement marin, dans une perspective environnementale, et une intervention à ce titre lors de la prochaine conférence climatique mondiale. Cette conférence, prévue au Bourget (près de Paris) du 30 novembre au 11 décembre 2015, a justement pour maître d'œuvre… Laurent Fabius. Reste à savoir si Jean-Claude de L'Estrac acceptera ce lot de consolation.

RÉUNION

On reparle de la venue d'Indian Oil

Guillaume Foulon

De gauche à droite : Rajan Kumar Mohapatra, Managing Director de Indian Oil à Maurice, Didier Robert, sénateur et président de la Région Réunion et Gaston Bigey, directeur général de l'agence de développement Nexa.

Pas facile de briser le monopole de la SRPP (Société réunionnaise de produits pétroliers) dans l'importation. Cas unique au monde, cette joint-venture regroupe deux concurrents – Total et Shell – et ne communique plus ses chiffres depuis plusieurs années. Cette formule avait été choisie en 1976 pour sécuriser les approvisionnements de La Réunion. Mais la Région Réunion a engagé, en juin 2013, des discussions avec le géant indien Indian Oil afin d'envisager son entrée sur le marché en vue de stimuler la concurrence. Une lettre d'intention a même été signée lors d'une mission réunionnaise à Chennai (Madras). Ce dossier a été relancé en fin d'année 2014 avec la visite à La Réunion de Rajan Kumar Mohapatra, Managing Director de Indian Oil à Maurice. L'idée, développée par Nexa, l'agence régionale de développement, qui gère le dossier, consiste à respecter les contraintes du Plan de prévention des risques techniques (PPRTT) tout en obligeant la SRP à mettre 30% de ses capacités de stockage à la disposition d'un nouvel opérateur. Mais il s'avère nécessaire pour la compagnie indienne de réaliser des investissements dans un cadre législatif très strict. Didier Robert, sénateur et président de la Région, se montre déterminé à briser le monopole de la SRPP et prêt à créer une joint-venture avec Indian Oil. Didier Robert évoque le principe d'un partenariat « *gagnant-gagnant* » pour le pétrolier indien et pour La Réunion. Reste la question du calendrier et il ne faut sans doute pas compter sur la SRPP pour précipiter les choses. Si Rajan Kumar Mohapatra préfère ne pas donner de date, Didier Robert souligne que le projet est réalisable dans les deux ans à venir.

ATTENTAT CONTRE « CHARLIE HEBDO »

Bernard Maris devait intervenir à Maurice le 26 avril

Cet économiste, collaborateur de l'hebdomadaire satirique sous le pseudonyme « *Oncle Bernard* », fait partie des victimes de l'attentat du 7 janvier 2015. Il devait participer le 26 avril à Maurice à une conférence-débat, en compagnie de Michel Houellebecq, sur le livre qu'il a consacré à ce prix Goncourt qui est l'écrivain français le plus traduit dans le monde : « *Houellebecq économiste* ». Une initiative du conseiller culturel à l'ambassade de France, Jean-Luc Maslin, qui avait programmé l'événement dans le cadre des activités de l'Institut français de Maurice (IFM). Âgé de 68 ans, Bernard Maris était un économiste inclassable même si certains le rangeaient parmi les « *néokeynésiens* ». Éloigné du marxisme, il défendait le primat du politique sur la gouvernance politique et s'était inspiré des romans de Michel Houellebecq pour se pencher sur « *l'impitoyable loi de l'offre et de la demande* » sur et la « *destruction créatrice* ». Esprit indépendant, il avait des amis parfois très éloignés de la ligne de « *Charlie Hebdo* », comme le sulfureux Patrick Buisson, ancien journaliste de « *Minute* » et conseiller de Nicolas Sarkozy lorsqu'il était président de la République. À signaler d'ailleurs que cet hebdomadaire lui a consacré un vibrant hommage.

MAURICE

Adenia Partners aurait déboursé 19 millions d'euros pour Mauvilac

Le montant n'a pas été confirmé, mais, selon plusieurs sources bien informées, le fonds de capital-investissement dirigé par Antoine Delaporte aurait payé 750 millions de roupies (environ 19 millions d'euros) pour acheter « *The Mauritius Group of Companies* » à Roland Maurel. Ce groupe produit et exploite à Maurice la marque de peinture Mauvilac, indépendamment de La Réunion où elle est détenue par Océinde de la famille Goulamaly. La cession s'est faite discrètement et le groupe n'a pas communiqué sur ses « *50 ans* » qu'il devait fêter en 2014. Dans son exercice clôturé au 30 juin 2013, Mauvilac Maurice a réalisé un chiffre d'affaires de 44,1 millions d'euros et enregistré un bénéfice net de 2,3 millions d'euros. Des chiffres qui rendent plausible le montant de 19 millions d'euros.

La MCB partenaire du prochain Africa CEO Forum

La nouvelle édition du forum annuel organisé par le groupe « *Jeune Afrique* » se tiendra les 16 et 17 mars à Genève. Un rendez-vous des affaires axé sur l'Afrique et dans lequel la Mauritius Commercial Bank sera impliquée financièrement. La première banque de Maurice, qui intervient déjà sur le continent africain, en particulier dans le financement des matières premières, va figurer en effet parmi les partenaires de l'événement.

OCÉAN INDIEN

Jacques de Chateauvieux prend la barre de SAPMER

Ipreunion.com

L'armateur réunionnais traverse une période difficile avec un résultat net réduit de moitié en 2013, à 4,1 millions d'euros contre 8,6 millions en 2012. La situation a continué de se dégrader en 2014 avec une perte de 3,75 millions d'euros au premier semestre, contre un gain de 3,24 millions à la même période en 2013. Des chiffres qui auraient été plus mauvais si SAPMER n'avait pas valorisé davantage sa pêche. Une plus grande part des thons, surgelés à – 40°C, sont traités dans les deux usines mauriciennes, dont l'une en joint-venture avec le groupe mauricien IBL. Plusieurs facteurs expliquent la dégradation des comptes : la baisse du prix du thon sur le marché mondial, l'effet de change défavorable pour la légine et une productivité encore insuffisante des thoniers senneurs-surgélateurs. Une situation qui a conduit l'armateur à revoir son organisation et à débarquer les thons aux Seychelles, plus proches que Maurice des zones de pêche. Ils seront alors acheminés vers les usines mauriciennes. Le senneur-surgélateur de 80 mètres qui vient d'être livré à la compagnie de pêche a d'ailleurs été immatriculé aux Seychelles. Du changement intervient aussi dans la gouvernance de l'entreprise. Un communiqué du 18 décembre annonce que le conseil d'administration de SAPMER Holding a nommé Jacques de Chateauvieux président directeur général et Adrien de Chomereau directeur général adjoint. Adrien de Chomereau prend la direction générale de SAPMER SA en remplacement de Yanick Lauri qui est nommé président en remplacement de Jacques de Chateauvieux.

ANGOLA

CMA CGM s'associe au groupe de logistique Multiparques

L'armateur français, troisième mondial, a signé plusieurs accords qui visent d'une part à s'associer à l'exploitation du terminal de Lobito, d'autre part à développer ensemble des plateformes logistiques à l'intérieur du pays. Lobito, deuxième port angolais, est, de par sa situation géographique et les possibilités de connexions ferroviaires, un point d'entrée stratégique en Afrique de l'Ouest. Il permet non seulement la desserte de deux villes angolaises importantes, Benguela et Huambo, mais également, grâce à la rénovation récente de la ligne de chemin de fer au départ du port, de relier par train la région minière du Copperbelt (République démocratique du Congo et Zambie) à la mer. « *Ces différents éléments promettent le port de Lobito à un bel avenir intermodal* », selon CMA CGM.

MAYOTTE

Financement européen de 214,4 millions d'euros sur 2014-2020

Le programme d'investissements fixé pour cette période s'élève à 386 millions, dont la plus grosse part, soit 214,4 millions, en provenance de l'Union européenne qui, depuis le 1er janvier 2014, accorde à Mayotte le statut de Région ultrapériphérique (RUP). Cette enveloppe européenne est composée de 148,8 millions du FEDER (Fonds européen de développement régional), dont 2,8 millions d'euros d'allocation spécifique, et de 65,5 millions du FSE (Fonds social européen) qui vise l'accès à l'emploi des chômeurs et inactifs. Le Conseil général de Mayotte devra néanmoins lever les fonds complémentaires et instruire les dossiers. Parmi les priorités, on peut citer le traitement des déchets, le traitement de l'eau, l'alimentation en eau potable, l'assistance médicale et sociale des Mahorais.

AFRIQUE

Forte progression des échanges avec les Émirats arabes unis

Selon un rapport publié par l'Economist Intelligence Unit (EIU) en collaboration avec Falcon and Associates, les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) portent davantage leur attention sur de nouveaux marchés en Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Sud alors que leurs flux commerciaux avec ce continent sont en plein essor. Ce rapport, intitulé « *GCC Trade and Investment Flows* » (« *Flux commerciaux et d'investissement du CCG* »), explore les liens économiques du CCG avec chaque région du monde et identifie les principaux moteurs de croissance. L'une des principales constatations est que le CCG renforce sa présence en Afrique par secteur et par zone géographique. Des activités de télécommunications et de capital investissement en Afrique de l'Ouest aux projets énergétiques en Afrique du Sud et au Mozambique, les flux d'investissement se diversifient. En 2014, l'Investment Corporation of Dubaï (ICD) a signé un accord de 300 millions USD avec Dangote Cement en Afrique de l'Ouest et a acheté une participation significative dans le capital de Kerzner International. Au cours de cette même année, le groupe Jumeirah, basé à Dubaï, a étendu ses activités à l'Afrique du Nord avec une convention de direction à Maurice. La compagnie aérienne Emirates, qui opère déjà plus de 160 vols hebdomadaires vers l'Afrique, a quant à elle récemment passé un accord avec TAAG Angola Airlines afin d'améliorer les correspondances à destination de l'Afrique centrale et du Sud. De plus, le tribunal de Dubaï International Financial Centre (DIFC) a signé son premier protocole avec son homologue de la Cour suprême du Kenya afin de renforcer le cadre légal et permettre des investissements plus sûrs.

Le rapport peut être téléchargé à partir du lien suivant : http://www.economistinsights.com/analysis/gcc-trade-and-investment-flows.

BULLETIN D'ABONNEMENT

RÉVÉLATEUR D'OPPORTUNITÉS ET D'OPINIONS DANS L'OCÉAN INDIEN

L'Eco austral

RÉVÉLATEUR D'OPPORTUNITÉS ET D'OPINIONS DANS L'OCÉAN INDIEN
L'Eco austral
RÉUNION
L'ARRIVÉE DE PATRICK DRAHI
Il va dominer les marchés de la téléphonie mobile et de l'internet
OCÉAN INDIEN
SOMMET DE LA COI EN JUILLET : DES AMBITIONS À RÉALISER
MAURICE
VELOGIC JOUE L'OUVERTURE

ÉDITION RÉGIONALE

RÉVÉLATEUR D'OPPORTUNITÉS ET D'OPINIONS DANS L'OCÉAN INDIEN
L'Eco austral
VELOGIC JOUE L'OUVERTURE
RÉUNION
L'ISRAÉLIEN PATRICK DRAHI VA DOMINER LES MARCHÉS DE LA TÉLÉPHONIE MOBILE ET DE L'INTERNET
OCÉAN INDIEN
SOMMET DE LA COI EN JUILLET : DES AMBITIONS À RÉALISER

ÉDITION MAURICE

1 AN = 11 NUMÉROS + HORS-SÉRIE

Bulletin à remplir et à retourner
avec votre règlement à :

MAURICE
ÉDITIONS AUSTRALES INTERNATIONALES LTD
8, rue d'Artois
Port-Louis
Tél : +(230) 211 7165
Fax : +(230) 211 56 05
E-mail : ecoaustral@intnet.mu

MAYOTTE/RÉUNION/
MÉTROPOLE/SEYCHELLES
L'Éco austral
Technopole de La Réunion
2, rue Émile Hugot
BP 10003 - 97801 Saint-Denis cedex 9
RIB : BFC 18719 00080 00802670500 62
Tél : 0262 41 51 41
Fax : 0262 41 32 14
E-mail : lapub@ecoaustral.com

MADAGASCAR
L'Éco austral
Immeuble ZEPHIR III
16 Rue Lumumba-Tsaralalana
BP 1722
101 Antananarivo
Madagascar
Tél (fixe) : (+261) 20 22 317 66
Fax : (+261) 20 22 317 88
E-mail : administration@ecoaustral.com

NOM :

PRÉNOM :

ENTREPRISE :

FONCTION :

ADRESSE POSTALE :

E-MAIL PERSONNEL :

TÉL. :

FAX :

(Pour Maurice, merci de préciser votre BR Number et émettre le chèque à l'ordre d'Éditions australes internationales Ltd).

Je souscris un abonnement au mensuel L'Éco austral
(11 parutions par an + hors-série), au montant annuel de :

MADAGASCAR : 140 000 ar
MAURICE : RS. 2 000
MAYOTTE : 80 €
RÉUNION : 80 €
SEYCHELLES : 100 €
FRANCE MÉTROPOLITAINE : 100 €
AUTRE : nous consulter

2014 TRAVELLERS' CHOICE tripadvisor®

Meilleur Resort d'Afrique

Travellers' Choice - Tout Compris
2013 et 2014

WORLD TRAVEL AWARDS WINNER 2014

Meilleur

Wor

Resort de Madagascar

rld Travel Awards
2013 et 2014

INTERNATIONAL
HOTEL
AWARDS

International Hotel Awards

5* Awards Resort Hotel
de Madagascar 2014

DOSSIER FORMATION

À LA RÉUNION, LA RÉFORME CHAMBOULE LE JEU DES ACTEURS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Création du CPF, changement de forme de financement, nouvelles obligations pour les entreprises, nouveaux droits pour les salariés, élargissement des compétences pour les Régions... La réforme est entrée en vigueur au début de l'année.

Par Pierrick Pédel

Ipreunion.com

Objectifs de la nouvelle loi : simplifier et rendre plus efficace le système de formation souvent critiqué pour sa complexité.

La réforme de la formation professionnelle qui est effective depuis le 1er janvier 2015 change le jeu des acteurs, modifie le financement, accorde de nouveaux droits aux salariés et donne une autre vision de la gestion des entreprises. « *On va moins parler de formation que de développement des compétences* ». Pour Harry Payet, le directeur de l'organisme paritaire collecteur agréé OPCALIA, il s'agit de la plus importante réforme depuis la loi Delors de 1971 qui avait été votée à l'époque dans un contexte de chômage relativement peu élevé. Depuis, les choses ont beaucoup changé et la montée du chômage est devenue un véritable casse-tête pour les gouvernants. Objectifs de la nouvelle loi : simplifier et rendre plus efficace le système de formation souvent critiqué pour sa complexité. Pour les entreprises, il s'agit de faire en sorte que la formation professionnelle soit considérée comme un investissement productif porteur de croissance car les compétences et les qualifications des salariés constituent des facteurs de compétitivité. Pour les salariés, le but est avant tout de maintenir l'employabilité mais également de sécuriser les parcours professionnels. Il est donc prévu d'améliorer l'orientation professionnelle et de permettre un meilleur accès à la formation.

Ipreunion.com

Vanessa Settama, directrice et gérante de Syn'OI-Cessa : « Nous allons devoir être très compétitifs car il y a eu de nombreuses créations de centres de formation, en particulier dans les emplois verts. Maintenant que l'entreprise va payer, on ne va plus simplement former pour former. »

UN DROIT À LA FORMATION QUI FONCTIONNE JUSQU'À LA RETRAITE

La réforme prévoit le remplacement du Droit individuel à la formation (DIF), qui était attaché au contrat de travail, par le Compte personnel de formation (CPF) qui concerne tous les salariés et demandeurs d'emplois. Contrairement au DIF, dont on perdait le bénéfice à la fin du contrat de travail, le CPF est ouvert au salarié dès son entrée sur le marché du travail et fonctionne jusqu'à sa retraite en lui étant attaché tout au long de sa carrière (voir notre encadré). Le financement de la formation professionnelle est également revu à la baisse pour les entreprises de 10 salariés et plus car elles devront désormais verser à l'OPCA de leur branche une contribution annuelle de 1% de leur masse salariale. Précédemment, les taux variaient en fonction des effectifs de l'entreprise et pouvaient atteindre 1,6% pour celles de 20 salariés et plus. Pour les entreprises de moins de 10 salariés, la contribution reste fixée à 0,55%. Tous les deux ans, les employeurs devront avoir un entretien professionnel avec chacun de leurs salariés afin d'envisager leurs perspectives d'évolution et les formations qui pourraient y contribuer. Tous les six ans, ces mêmes employeurs devront faire un récapitulatif du parcours professionnel de leurs salariés. Il s'agira notamment de justifier que, durant cette période, ils ont bien réalisé avec chacun d'eux des entretiens professionnels et que chaque salarié a suivi au moins une formation et bénéficié d'une hausse de salaire ou d'une évolution de poste. Si ce n'est pas le cas, les employeurs pourront être sanctionnés. Par exemple, les entreprises de plus de 50 salariés seront contraintes d'abonder le CPF des salariés concernés de 100 heures de formation s'ils sont à temps complet et de 130 heures s'ils sont à temps partiel. Ces heures viendront s'ajouter aux 24 heures par an payées par l'entreprise. Les salariés disposeront ainsi de plus d'heures pour suivre les formations de leur choix.

DE NOUVELLES ATTRIBUTIONS POUR LA RÉGION MAIS DES FINANCEMENTS QUI RESTENT À BOUCLER

« *Sur le fond, cette réforme était nécessaire. Il s'agit d'un acte de décentralisation renforcée. Les régions demandaient plus de mises en œuvre sur leur territoire. L'un de ses* ···

LA RÉFORME SIMPLIFIE LA VIE DES ENTREPRISES

En plus de la contribution de 1% des salaires des CDD au titre du CIF-CDD (congé individuel de formation après un CDD), qui reste redevable quelle que soit la taille de l'entreprise, les employeurs ne devront plus acquitter qu'une seule cotisation obligatoire à partir de 2016. Pour les entreprises de moins de 10 salarié, elle représente 0,55% de la masse salariale et, pour les autres, elle atteint 1%. « *L'obligation fiscale est transformée en obligation sociale. Ce qui permet de supprimer de la paperasserie administrative* », souligne Harry Payet, le directeur d'OPCALIA. L'obligation de déclaration des investissements en formation est en revanche maintenue. À partir de 2016, les entreprises devront le faire dans leur Déclaration annuelle de données sociales (DADS) et dans leur Déclaration nominative des salariés (DNS). La gestion du nouveau CPF sera simplifiée par rapport au précédent DIF puisque c'est la Caisse des dépôts et consignations qui est chargée de calculer et de centraliser les droits des salariés. Si une entreprise de plus de 10 employés passe un accord avec les partenaires sociaux afin de financer directement le CPF de ses salariés à hauteur d'au moins 0,2% du montant des rémunérations versées, le montant de la contribution sera ramené à 0,8% de la masse salariale brute. Dans ce cas, l'entreprise devra adresser à son OPCA une déclaration reprenant les dépenses consacrées au financement direct du CPF. À noter qu'au 28 février 2015, le calcul reste le même qu'auparavant sur la base salariale de 2014. Pour cette année, les entreprises devront donc continuer de verser une cotisation à l'OPCA (à 0,55%, 1,05% ou 1,60% selon leur taille) et une autre à l'OPACIF. Ce n'est qu'en 2016 que seul le guichet de l'OPCA sera ouvert pour la cotisation à taux unique.

En revanche, dès 2015, les employeurs devront informer leur salariés de la réforme. L'employeur devra aussi avoir remis aux salariés une attestation des droits acquis au titre du DIF avant le 31 janvier 2015 afin qu'ils puissent les transférer dans le CPF. La définition d'un calendrier d'entretiens professionnels doit également intervenir au plus vite car les entretiens avec les salariés déjà en poste en mars 2014 devront être réalisés avant mars 2016. Pour les salariés embauchés depuis mars 2014, les entretiens doivent être réalisés dans les deux années suivant le recrutement. Dès cette année, les employeurs et les services de ressources humaines vont être amenés à identifier les besoins de formation dans l'entreprise et à mettre en place le plan de formation adapté.

Stocklib

CONSEIL & services
Intelligence complémentaire

Premier centre Réunionnais
de formations en développement personnel

FORMATIONS 2015

INTRODUCTION A LA PSYCHOLOGIE
Relation d'aide : cadre, bases et conduite d'entretien
• Module 1 ..... le 07 & 08 février
• Module 2 ..... le 07 & 08 mars

HYPNOSE ERICKSONIENNE
• Fondementaux ..... le 28 fév. & 01 mars

REIKI (Usui-Tibet et Usui-Shiki-Reiki-Ryoho)
• Initiation premier degré .....nous contacter pour les dates
• Initiation deuxième degré ..... le 21 & 22 mars

PSYCHOGENEALOGIE .....nous contacter pour les dates

PNL (programmation neurolinguistique)
• Fondamentaux Module 1 ..... le 28 & 29 mars
• Fondamentaux Module 1 ..... le 30 & 31 mai
• Fondamentaux Module 1 ..... le 26 & 27 septembre
• Fondamentaux Module 2 ..... le 25 & 26 avril
• Fondamentaux Module 2 ..... le 27 & 28 juin
• Fondamentaux Module 2 ..... le 24 & 25 octobre
• Praticien certifié en PNL : stage intensif ..... du 05 au 14 mai
• Maître Praticien certifié PNL stage intensif ..... du 20 au 30 octobre

PAUL EKMAN®
• Détection des micros expressions faciales..... le 15 mai

PCM (process communication®)
• Niveau 1: professionnaliser sa communication ..... le 21 & 22 février
• Niveau 1: professionnaliser sa communication ..... le 14 & 15 mars
• Niveau 1: professionnaliser sa communication ..... le 09 & 10 mai
• Niveau 1: professionnaliser sa communication ..... le 03 & 04 octobre
• Niveau 1: professionnaliser sa communication ..... le 31 oct. & 01 novembre
• Niveau 2: maîtriser les mécanismes de motivation ..... le 11 & 12 avril
• Niveau 2: maîtriser les mécanismes de motivation ..... le 20 & 21 juin
• Niveau 2: maîtriser les mécanismes de motivation ..... le 14 & 15 novembre
• Niveau 3: gérer le stress et les confits..... le 13 & 14 juin
• Niveau 3: gérer le stress et les confits..... le 05 & 06 décembre
• Niveau 4: training..... le 18 & 19 avril
• Niveau 4: training..... le 12 & 13 décembre

NEURO-ACTIV COACHING® (formation professionnelle certifiante)
• Module 1 – Les fondamentaux du coaching et premiers outils du coach
Partie 1 .....du 19 au 22 Septembre
Partie 2 .....du 24 au 26 Septembre
Partie 3 .....du 28 au 29 Septembre
• Module 2 – Les outils avancés du Neuro-Activ Coaching pour l'excellence
Partie 1 .....du 23 au 26 Novembre
Partie 2 .....du 28 au 30 Novembre
Partie 3 .....du 02 au 03 Décembre

TBWA\GLOBE

Renseignement et inscription au : 0262 50 68 63
contact@conseiletservices.fr - www.conseiletservices.fr

PAUL EKMAN GROUP
neuro activ coaching

DOSSIER FORMATION

Ipreunion.com

Pascal Plante, directeur de Strategis Consultants : « Avec la réforme, on perd de la péréquation mise en place par les OPCA. Auparavant, quand on investissait un euro, on en levait deux ou trois. Désormais c'est un euro pour un euro. Cela représente environ 40 millions d'euros en moins pour la formation à La Réunion. Il va donc falloir travailler différemment… »

… *grands avantages, c'est qu'elle impose aux opérateurs de contractualiser entre eux, ce qui permettra une fluidité de l'offre de formations* », estime Louis Bertrand Grondin, conseiller régional délégué à la Formation professionnelle et à l'Apprentissage. Mais tout n'est pas rose pour autant. Les régions se voient confier de nouvelles attributions, le tout dans un contexte de baisse de dotation. Résultat, la réforme n'est pas encore totalement financée. En outre, il s'agit de gérer de nombreuses nouvelles attributions à moins d'un an de la fin de la mandature puisque les prochaines élections régionales auront lieu en décembre 2015. La Région Région va, par exemple, devoir s'occuper de l'orientation à travers la création d'un Service public régional de l'orientation (SPRO) qui implique une nouvelle collaboration avec l'État afin de répondre au mieux aux besoins de chaque citoyen en matière d'orientation. L'État sera chargé de définir une politique d'orientation au niveau national. De son côté, la Région, en tant que chef de file, devra organiser le SPRO et coordonner les actions des différents organismes concernés. Cela implique notamment une restructuration des services. « *Nous avons travaillé pendant plus de deux ans sur ces évolutions et nous avons tous les éléments pour fédérer les acteurs. Mais le plus dur sera justement de créer les synergies pour accompagner le public* », reconnaît Louis Bertrand Grondin. Une convention de partenariat va être signée avec Pôle Emploi car, désormais, ses offres de formations devront passer par le filtre du paritarisme. En clair, Pôle Emploi devra demander et attendre l'autorisation de la Région avant d'acheter des formations. Celle-ci va également être chargée de la formation des détenus (y compris leur rémunération) et des handicapés et de la lutte contre l'illettrisme alors que ces attributions dépendaient précédemment d'une cogestion avec l'État.

Ipreunion.com

La réforme prévoit le remplacement du Droit individuel à la formation (DIF), qui était attaché au contrat de travail, par le Compte personnel de formation (CPF) qui concerne tous les salariés et demandeurs d'emplois.

40 MILLIONS D'EUROS EN MOINS POUR LA FORMATION À LA RÉUNION

« *Ces transferts de compétences représentent de nouveaux métiers pour les régions et l'élargissement du périmètre intervient dans un contexte de baisse des dotations* », remarque Sabine Maillot-Faubourg, directrice de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage à la Région Réunion. Toutefois, dans son budget primitif, la Région Réunion a maintenu son engagement à hauteur de 100 millions d'euros. « *Avec la réforme, on perd de la péréquation mise en place par les OPCA. Auparavant, quand on investissait un euro, on en levait deux ou trois. Désormais, c'est un euro pour un euro. Cela représente environ 40 millions d'euros en moins pour la formation à La Réunion. Il va donc falloir travailler différemment. L'entreprise va devoir former moins et donc former mieux. Il nous appartient de trouver des formules pour gagner en efficacité et à moindre coût, sachant que les coûts ne sont pas totalement compressibles* », remarque pour sa part Pascal Plante, directeur de Strategis Consultants. Tous les responsables d'organismes de formation sont conscients de la nécessité de s'adapter à cette véritable révolution culturelle. « *Nous allons devoir être très compétitifs car il y a eu de nombreuses créations de centres de formation, en particulier dans les emplois verts. Maintenant que l'entreprise va payer, on ne va plus simplement former pour former* », souligne Vanessa Settama, directrice et gérante de Syn'OI-Cessa. De fait, on compte quelque 640 organismes de formation à La Réunion, mais seulement 200 sont réellement opérationnels et dispensent régulièrement des formations. La réforme pourrait donc avoir aussi pour avantage d'entraîner une restructuration salutaire du secteur.

CPF MODE D'EMPLOI

Selon une étude publiée en décembre dernier par le site d'emplois « RégionJob », 79% des Français ne connaissaient pas l'existence du Compte personnel de formation (CPF). Il s'agit pourtant d'un élément essentiel de la réforme de la formation professionnelle. Depuis le 1er janvier 2015, le CPF peut être ouvert par chacun dès l'âge de 16 ans (15 ans dans le cas des apprentis) et suivra la personne jusqu'à sa retraite. Le salarié peut consulter son CPF sur le portail internet www.moncompteformation.gouv.fr avec son numéro d'identité. Le compte est crédité, pour une personne employée à temps plein, de 24 heures de formation par an pendant cinq ans (120 heures) et de 12 heures par an au-delà, dans la limite de 150 heures. À noter que les heures de formation disponibles sur le dispositif précédent du Droit individuel à la formation (DIF) peuvent être reversées dans le CPF qui est alimenté automatiquement sans intervention de l'employeur. C'est la Caisse des dépôts et consignations qui est chargée des calculs. Le CPF peut aussi être abondé au delà des 150 heures par le salarié lui-même, par l'employeur, par la branche ou tout organisme public. Tous les salariés bénéficient du CPF même si leur entreprise n'y cotise pas et les heures inscrites sur le compte restent acquises même en cas de changement d'employeur ou de perte d'emploi. Le titulaire d'un CPF peut utiliser ses droits à la formation quand il le souhaite et à sa seule initiative. Le salarié qui souhaite suivre une formation pendant ses heures de travail devra obtenir un accord de son employeur sur le calendrier. Si le salarié suit une formation en dehors du temps de travail, il demeure couvert pour les accidents du travail et les maladies professionnelles par la Sécurité sociale. Le salarié est libre de choisir la formation qu'il souhaite à condition qu'elle vise une certification. La formation choisie doit aussi figurer sur une liste de formations éligibles, interprofessionnelles ou de branche, sauf pour la VAE (Validation des acquis de l'expérience) et le socle de compétences.

afpar

LEADER
DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE

Développer vos compétences, notre métier

L'AFPAR, acteur essentiel du développement de La Réunion, au service de l'Homme, de l'Économie et du Territoire

Nos formations professionnelles

HORTICULTURE
Production / Paysage

AGRO-ALIMENTAIRE
Métiers de bouche

TOURISME
Hôtellerie
Restauration
Animations

BTP
Gros œuvre
2nd œuvre
Travaux publics
Équipement & finitions
Structures métalliques
Travail des métaux

TERTIAIRE & SERVICES
Secrétariat
Comptabilité & Gestion
Automobile
Electricité, éléctroménager

TIC
Informatique
Réseaux de communication

SANITAIRE & SOCIAL
Travail social
Services à la personne

CROISSANCE VERTE
" Eco " formation

VAE

Bilans de compétences

www.afpar.com

N°Azur 0 810 800 810
prix d'un appel local

UNION EUROPEENNE
FONDS SOCIAL EUROPEEN

REGION REUNION
www.regionreunion.com

DOSSIER FORMATION

PÔLE EMPLOI AU CŒUR DE LA RÉFORME DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Entretien avec Jean-Luc Minatchy, directeur régional de Pôle Emploi Réunion, qui explique le rôle des conseillers de l'emploi dans le parcours des demandeurs d'emploi et revient sur le rôle central du Compte personnel de formation (CPF).

DR

Jean-Luc Minatchy, directeur régional de Pôle Emploi Réunion : « Les conseillers de Pôle Emploi se trouvent en première ligne pour informer et orienter les demandeurs d'emploi dans la gestion de leur Compte personnel de formation. »

Propos recueillis par Pierrick Pédel

L'Eco austral : Une formation doit correspondre aux besoins en compétences des entreprises. Comment accompagnez-vous le demandeur d'emploi qui souhaite se former ?

Jean-Luc Minatchy : La première étape est de stabiliser son projet professionnel. Pour faire le point sur son parcours et valider sa démarche, le demandeur d'emploi est accompagné par son conseiller référent pour mieux connaître le métier visé, le marché du travail, ses compétences et capacités professionnelles, et enfin les attentes des entreprises. Pôle Emploi propose plusieurs ateliers et prestations pour aider le demandeur d'emploi à faire mûrir son projet de formation. Que ce soit pour compléter des compétences ou des techniques déjà acquises ou pour apprendre un nouveau métier, la formation doit répondre à un objectif de reprise d'emploi. Les attentes des entreprises sont identifiées par le croisement d'informations avec les branches professionnelles, nos propres enquêtes sur les besoins en main d'œuvre et les avis des autres partenaires financeurs et des OPCA. Pour aider les demandeurs d'emploi à mieux connaître le marché de l'emploi, Pôle Emploi a créé une rubrique d'informations dans pole-emploi.fr : « *IMT, information sur le marché du travail* ». Cette page permet un accès simple et rapide aux informations sur un métier et un secteur d'activité ou encore de mieux connaître une région au travers de sa météo de l'emploi.

La création du Compte personnel de formation impacte-t-elle l'activité de Pôle Emploi ?

Je souhaite en premier lieu rappeler le contexte de création du Compte personnel de formation (CPF). La loi du 5 mars 2014 relative à la Formation professionnelle, à l'Emploi et à la Démocratie sociale a acté la création du CPF en remplacement du Droit individuel à la formation (DIF). La création du Compte personnel de formation permet un meilleur accès à la formation pour l'ensemble des actifs, demandeurs d'emploi compris, puisqu'il s'agit d'un droit rattaché à la personne et non plus à son statut ou à l'entreprise dans laquelle elle travaille ou a travaillé. Les heures cumulées dans le CPF (dans la limite de 150 heures) peuvent financer intégralement ou non, et à l'initiative de l'actif, une formation reconnue éligible. Le CPF est entré en vigueur le 1er janvier 2015. Un portail internet public permettra au bénéficiaire d'accéder à son compte personnel de formation. Pour revenir à votre question, les conseillers de Pôle Emploi se trouvent en première ligne pour informer et orienter les demandeurs d'emploi dans la gestion de leur Compte personnel de formation. Ces conseillers vont aider à la compréhension de ce nouveau dispositif, aider à la consultation du portail accessible depuis les postes informatiques dans les zones d'accueil en agence, aider au crédit du compte personnel et permettre au demandeur d'emploi d'utiliser, à son initiative, ce nouveau droit pour financer intégralement ou non une formation éligible. Si le nombre d'heures acquises ne suffit pas à couvrir l'intégralité de la formation, Pôle emploi pourra compléter le financement en mobilisant un dispositif existant. Si le nombre d'heure suffit, Pôle emploi avance l'intégralité des coûts pédagogiques.

LA PRÉPARATION OPÉRATIONNELLE À L'EMPLOI

Vous relevez une offre d'emploi et vous constatez qu'il vous manque quelques compétences. Avec l'accord du futur employeur, la POE (Préparation opérationnelle à l'emploi) est destinée à combler l'écart entre les compétences que vous détenez et celles que requiert l'emploi que vous visez. Ce dispositif s'applique à toute personne inscrite à Pôle Emploi. La Préparation opérationnelle à l'emploi, mise en place par Pôle Emploi en lien avec l'Organisme paritaire collecteur agréé (OPCA), peut prendre en charge jusqu'à 400 heures de formation et peut se réaliser à temps plein ou temps partiel. La formation doit être réalisée soit par un organisme de formation interne à l'entreprise qui vous recrute, soit par un organisme de formation externe. La Préparation opérationnelle à l'emploi peut être mise en place pour une formation pré-qualifiante précédant un contrat de professionnalisation ou d'apprentissage.

BAC+5

IFAG

ÉCOLE N°1 DE L'ENTREPRENEURIAT

14 incubateurs et 14 campus
Un programme d'accompagnement unique et innnovant
La seule école avec option «création et reprise d'entreprise»
Imprimante 3D, E-Learning, plateforme collaborative

DIPLÔMES

BAC + 5 : «Manager d'Entreprise ou de Centre de Profit»
Présent dans le top 25 des écoles préférées des recruteurs

CAMPUS DE LA RÉUNION

Immeuble Le Quartz
216 bd Jean Jaurès (boulevard Sud)
97490 Sainte-Clotilde
Tél. : 02 62 29 26 26
Contact : reunion@ifag.com
www.ifag.com
https://www.facebook.com/ifag.lareunion

DOSSIER FORMATION

L'AFPAR VA DEVENIR UNE SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE

Ipreunion.com

En 2014, l'AFPAR a formé 2 200 personnes sur des programmes régionaux mais, tout confondu, avec l'apprentissage et le secteur marchand, ce sont 4 100 personnes qui ont été formées.

Ce changement de statut est prévu en 2015 pour l'Association pour la formation professionnelle des adultes à La Réunion. Ses actionnaires seront la Région, le Conseil général, la ville de Saint-Paul et la Communauté intercommunale des villes solidaires (CIVIS) qui regroupe Saint-Pierre, Saint-Louis, l'Etang Salé, Petite-Ile, Cilaos et les Avirons. « *Il s'agit de réaffirmer la vocation de l'AFPAR qui est le bras armé de la Région dans la formation. Ce nouveau statut nous permettra de mieux répondre aux besoins des collectivités dans leur développement et dans celui du territoire, sachant que le fonctionnement même de l'AFPAR ne changera pas* », explique Eric Fontaine, directeur général. Concernant le paritarisme, il est prévu la création d'un comité d'orientation où siégeront les instances patronales (MEDEF et CGPME) et les syndicats représentatifs. L'objectif de ce comité à trois dimensions - politique, économique et sociale - sera d'émettre un avis en matière de programmes de formation. L'AFPAR s'est également mise au numérique avec son site afpar.com et sa page Facebook. « *Depuis juin 2014, 5 510 personnes ont posé leur candidature en ligne* », précise Eric Fontaine.

L'AFPAR a plus particulièrement développé une offre de formation dans le secteur CHR (café-hôtel-restaurant) à travers la création de nouveaux certificats de qualification professionnelle. Il s'agit de répondre à une importante demande de formations. L'AFPAR a également développé une pré-professionnalisation bâtiment option métiers du bois qui vise l'acquisition des pré-requis pour l'entrée en formation de charpentier bois, menuisier d'agencement, menuisier du bâtiment, poseur de menuiserie et d'aménagement intérieur, monteur en construction bois, escaliéteur ou meubles créoles. Les besoins vont être importants puisque, désormais, la loi oblige les promoteurs à utiliser 12% de bois dans leurs constructions. L'AFPAR a aussi été retenue dans le cadre du programme « *Plate-forme BTP/Grands chantiers/Nouvelle route du littoral* » (*voir notre article page 28*). En 2014, l'AFPAR a formé 2 200 personnes sur des programmes régionaux mais, tout confondu, avec l'apprentissage et le secteur marchand, ce sont 4 100 personnes qui ont été formées. Avec un budget de fonctionnement de 16 millions d'euros, hors rémunération des stagiaires.

LE RSMA SOLLICITE LES ENTREPRISES POUR LA TAXE D'APPRENTISSAGE

Ipreunion.com

En 2014, plus de 700 stagiaires en fin de formation ont été insérés en entreprise ; 1 127 volontaires stagiaires et 281 volontaires techniciens ont été formés, dont 21% de femmes.

Le colonel Pierre Winckel, chef de corps du RSMA-Réunion, incite les entreprises réunionnaises à verser la taxe d'apprentissage au Régiment du service militaire adapté pour le soutenir dans sa mission de développement de l'emploi des jeunes. Depuis cinquante ans, le régiment forme chaque année plusieurs centaines de Réunionnais pour les préparer à intégrer la vie professionnelle. En 2014, plus de 700 stagiaires en fin de formation ont été insérés en entreprise ; 1 127 volontaires stagiaires et 281 volontaires techniciens ont été formés, dont 21% de femmes. Le taux d'insertion sur cette période a été de 73,5%, soit trois points de plus qu'en 2013 (70,4%). Une réussite rendue possible depuis cinq décennies notamment grâce au soutien des chefs d'entreprise. Le RSMA a également le soutien de la Région qui lui a accordé 600 000 euros de subvention de fonctionnement en 2014 (+ 16,8% par rapport à 2013). La dotation régionale pour 2015 devrait être maintenue à 600 000 euros. Cette année, le RSMA entend encore former quelque 1 400 jeunes. Les différents cursus allient formation militaire, missions de service public, formation professionnelle et chantiers-écoles qui permettent de mettre en pratique les connaissances théoriques acquises au profit des collectivités locales. Un total de 37 formations sont proposées dans 34 métiers, répartis au sein de 9 filières professionnelles. Avec un taux de chômage de 59% chez les 15/24 ans à La Réunion, les besoins sont énormes. « *Dans le recrutement, il y a plus de jeunes en difficulté aujourd'hui qu'il y a un an et demi. La situation se dégrade manifestement* », constate Cyrille Lambert, le chef du bureau formation professionnelle. Le RSMA-R développe de nouvelles formations, comme l'apprentissage de l'anglais oral sans écrit ni grammaire, et continue de lutter contre l'illettrisme. Une activité qui doit recevoir la norme de qualité ISO 9001. « *Nous travaillons dans la remise à niveau des jeunes déscolarisés à l'adolescence car il faut savoir que certaines filières tournent à 50% d'illettrés* », précise Cyrille Lambert.

Taxe d'apprentissage www.rsma.re

Formés chez nous, ils sont prêts à travailler avec vous

Pour vous et avec vous, nous formons

1400 jeunes chaque année

9 filières professionnelles — **34** métiers — **37** formations

Tertiaire - Restauration - Travaux publics
Sécurité - Bâtiment - Mécanique - Transport routier
Métiers de la terre et de la mer - Loisirs

1965 RSMA 2015 APPRENDRE À RÉUSSIR

Ça fait 50 ans que ça marche !

Grâce à votre taxe d'apprentissage

MASTER MANAGEMENT OPÉRATIONNEL ESSEC

POUR VOTRE PLAN DE CARRIÈRE, CHOISISSEZ LA BONNE **STRATÉGIE.**

- Des programmes modulaires compatibles avec votre activité professionnelle
- Des formations animées à LA REUNION par des intervenants de l'ESSEC Paris
- L'acquisition d'outils d'expertise de haut niveau

Vous avez 4 ans d'expérience professionnelle et niveau Bac+2,
Informations et entretiens de sélection
0693 939 938

DÉMARRAGE JUIN 2015

STRATEGIS Consultants
RÉVÉLATEUR DE TALENTS

ESSEC BUSINESS SCHOOL
info@essec.re

UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION
S'ouvrir aux mondes

Service Universitaire de Formation Permanente sufp
Se former tout au long de la vie...

Vous souhaitez...

Reprendre vos études, Elargir vos compétences, vous Réorienter...

Contactez le SUFP !

Information - Orientation
Conseils & Accompagnement

Formations diplômantes (DAEU-Licences-Master-DU)
Stages courts - Examens délocalisés
Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)
(Cours en alternance, en journée, en soirée...)

La Formation Continue Universitaire au service de votre Projet...

sufp@univ-reunion.fr **0262.48.33.70** **www.sufp.re**

DOSSIER FORMATION

LES CADRES ET DIRIGEANTS RÉUNIONNAIS NE SONT PAS OUBLIÉS

Le métier de chef d'entreprise ne s'improvise pas. C'est pourquoi plusieurs organismes de formation dispensent désormais à la Réunion un enseignement destiné aux managers ou à ceux qui veulent le devenir. La Chambre de commerce et d'industrie s'est par exemple associée avec HEC. Elle propose également aux chefs d'entreprise des modules de formation dans la gestion de stocks, la gestion de trésorerie, la gestion financière ou encore le droit du travail. De son côté, Strategis Consultants a conclu un partenariat exclusif avec l'ESSEC Business School pour former au management une quarantaine de personnes par an. Stratégis Consultants est de plus en plus présent à Mayotte, qui a de gros besoins en matière de standards internationaux, et dispose d'une antenne à Madagascar. « *Je suis à la recherche des formations d'après-demain afin d'être en phase avec l'économie mondiale* », indique Pascal Plante, le directeur de Stratégis Consultants. Quant au groupe TetraNergy, il a passé un accord avec l'Institut de la francophonie pour l'administration et la gestion (IFAG) qui est présent à la Réunion depuis 2014. Accessible à partir d'une licence, le cursus « *Manager d'Entreprise ou de Centre de Profit* » forme ses étudiants en deux ans, dans cinq domaines de compétence : direction d'entreprise, management commercial, management des RH, management de la fonction administrative et financière et management international. La société Conseil et Services, quant à elle, offre ses compétences dans le management de l'humain. Elle propose des formations transversales sur mesure permettant de résoudre les problèmes de communication et de comportement au sein de l'entreprise. « *Le stress ne se gère pas, on gère ses émotions. C'est la perception de la réalité qui génère le stress qui, à son tour, génère les émotions. Nous travaillons donc sur cette perception de la réalité* », explique Laurent Gajac, le directeur de Conseil et Services.

Davidsen Arnachellum

Jean-Luc Fievet, président de Tetranergy, a pu lancer les premières formations privées de niveau Bac+5, orientées direction d'entreprise, grâce à des partenariats avec ESCP Europe et avec l'école supérieure de management IFAG.

SYN'OI : LA DIVERSIFICATION DANS LA QUALITÉ

Gérante de Synergie Océan Indien (Syn'OI), âgée de 33 ans, Vanessa Settama a réussi avec son entreprise basée à Bras-Panon, dans l'est de l'île, à se faire une place sur le marché de la formation professionnelle des adultes, notamment dans le BTP. Ce qui ne l'empêche pas de développer avec Cessa Réussite Scolaire une activité de soutien scolaire.

Syn'OI a obtenu un lot d'actions de formation suite à un appel d'offres de la Région Réunion dans le cadre de la construction de la Nouvelle route du littoral (NRL) pour former 15 personnes au titre professionnel de canalisateur, une formation récente avec des débouchés réels. Cette formation est complète car elle aborde la composante voirie réseaux divers (VRD), la partie adduction d'eau potable et la partie réseau d'assainissement. Une attention toute particulière est accordée à la topographie, à la lecture de plans, à l'implantation et à la sécurité. Cette formation, qui a commencé le 30 juin 2014, devait se terminer fin janvier 2015. Sur les 15 personnes formées, 4 ont déjà signé un contrat de travail, 4 autres signeront un contrat de chantier (à durée déterminée) et 3 autres se verront proposer un contrat de mission avec leur entreprise de stage. En plus des besoins en canalisateurs liés aux grands chantiers de la NRL, on constate que 42% des pertes du réseau d'eau potable sont dues à des fuites de canalisation, ce qui laisse présager un réel besoin de personnel d'exécution dans ce domaine. La finalité de la formation qualifiante est de permettre une insertion professionnelle dans le secteur du BTP et de contribuer ainsi à l'émergence de secteurs nouveaux et de pôles de développement et à l'accompagnement des grands projets.

Ipreunion.com

Syn'OI se positionne dans différents secteurs de la formation professionnelle en collant au plus près des besoins des entreprises.

L'APPLI **MOBILE**

Des services en ligne !

RETROUVEZ LES SERVICES DE POLE-EMPLOI.FR
EN APPLICATION MOBILE SUR :

- **Rechercher des offres d'emploi et postuler**
- **Accéder rapidement à l'actualisation mensuelle**
- **Localiser une agence Pôle emploi**

Service communication, Pôle emploi Réunion – Janvier 2014

pôle emploi

DOSSIER FORMATION

NOUVELLE ROUTE DU LITTORAL : UN BESOIN ÉNORME DE FORMATIONS

Des millions d'euros vont être consacrés à la formation aux métiers nécessaires à ce chantier titanesque. Mais la question est de savoir si ces emplois seront préservés au-delà de 2021.

Par Pierrick Pédel

DR

Le viaduc digue de la Grande Chaloupe, prévu dans le projet de Nouvelle route du littoral de La Réunion. Ce gigantesque chantier va générer 2 500 emplois par an pendant six ans.

Région Réunion

Tous les besoins ont désormais été identifiés et quelque 30 métiers ont été ciblés.

Mécanicien, électromécanicien de maintenance industrielle, canalisateur, chef d'équipe des travaux publics, conducteur de travaux publics, géomètre topographe, scaphandrier, soudeur, chaudronnier, centraliste béton, laborantin, coffreur-brancheur-ferrailleur... Les besoins de formations aux métiers de la Nouvelle route du littoral (NRL) sont à l'échelle de ce chantier. La NRL va ainsi générer 2 500 emplois par an pendant six ans (la fin des travaux est prévue pour 2021) et créer 1 700 nouveaux emplois. Il s'agit là d'une véritable aubaine pour l'économie de l'île. « *Après la fin de la construction de la Route des Tamarins, environ 5 000 personnes se sont retrouvées au chômage et se sont inscrites à Pôle Emploi. Il nous a fallu mettre à jour leur compétences, leurs diplômes et leur proposer de nouvelles formations spécifiques* », rappelle Louis Bertrand Grondin, le conseiller régional délégué à la Formation professionnelle et à l'Apprentissage. En amont, le premier travail a été un recensement des métiers pouvant être imbriqués sur la NRL. Tous les besoins ont désormais été identifiés et quelque 30 métiers ont été ciblés. Dans le cadre du projet, plus de 900 places de formation (plus de 800 jeunes et 106 demandeurs d'emplois) ont été financées pour une enveloppe globale de 11 millions d'euros. La région a financé 612 places à hauteur de 8,6 millions d'euros et 155 ont été financées par les OPCA et Pôle Emploi. Par exemple, 16 personnes ont suivi une formation d'ingénieur du BTP en apprentissage, elles ont toutes trouvé du travail et certaines d'entre elles ont intégré des entreprises intervenant sur la NRL. Environ 300 embauches ont d'ores et déjà été réalisées et les premiers recrutements pour la construction du viaduc en mer devraient intervenir au courant du premier trimestre 2015.

UN CHANTIER QUI STIMULE L'INNOVATION

Pour les organismes de formation, les besoins liés à la construction de la NRL constituent aussi une belle opportunité. L'Association pour la formation professionnelle des adultes de la Réunion (AFPAR), pour laquelle le BTP représente 30% de l'offre, va dispenser des formations de soudeur, centraliste béton, coffreur-brancheur-ferrailleur et chaudronnier. « *L'objectif principal est que les jeunes Réunionnais et les candidat à la reconversion puissent accéder à ce chantier d'envergure et retrouver le chemin de l'emploi grâce à une formation de qualité, diplômante et professionnelle* », souligne Eric Fontaine, le directeur général de l'AFPAR. La Chambre de commerce et d'industrie va former des grutiers et des conducteurs de chariot et d'engin de chantier. Mais les besoins en main d'œuvre de la NRL ne se limitent pas au BTP pur. Le chantier va tenter de limiter au maximum son impact sur l'environnement. Pour ce faire, un programme de formation BTP/ Environnement spécifique à la NRL est mis en œuvre. Il devrait favoriser l'accès des demandeurs d'emploi à des postes au sein des entreprises impliquées dans la construction de la route et apporter une qualification complémentaire aux ex-salariés du BTP actuellement au chômage afin de faciliter leur retour à l'emploi. Parmi les formations proposée, on trouve un master bio-diversité et éco-systèmes tropicaux, une formation d'acoustique en milieu marin réservée aux ingénieurs du BTP, un BTS gestion et protection de la nature ou encore une formation de technicien des espaces verts en milieu naturel. Ces formations spécifiques disposent d'une enveloppe de 1,52 million d'euros. « *La NRL va créer des emplois, mais il va aussi falloir songer à les préserver* », prévient déjà Louis Bertrand Grondin. Le boom du chômage constaté à la fin de la construction de la Route des Tamarins est bien évidemment encore dans tous les esprits.

Votre entreprise cotise pour la formation professionnelle ?

C'est utile,
C'est efficace,
C'est ***Opcalia.***

28 février

Adhérez et versez votre participation
AVANT LE 28 FÉVRIER.

En savoir + sur **opcalia.com**

Opcalia Réunion
Tél. : 02 62 90 23 45

OPCALIA
RÉUNION
PROMOTEUR DE COMPÉTENCES

Caisse Générale de Sécurité Sociale de La Réunion

2015

OFFRE DE FORMATION

À LA PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

PRÉVENTION

PERSONNE DÉSIGNÉE COMPÉTENTE EN SANTÉ SÉCURITÉ AU TRAVAIL

JEUNES ET NOUVEAUX EMBAUCHÉS

TMS

AIDE ET SOINS

SUR NOTRE SITE INTERNET

www.cgss.re

Rubrique : risques professionnels / formations

Vous pouvez :

- **accéder** à l'offre de formation complète : programme détaillé, calendrier et coûts
- **télécharger** les fiches de formation
- vous **inscrire** en ligne

Pour tous les renseignements complémentaires
Courriel : prevention@cgss.re
Ou Tél. : 02 62 90 47 00

Sécurité sociale
L'Assurance Maladie
RISQUES PROFESSIONNELS
Caisse Générale de Sécurité Sociale de La Réunion

C.G.S.S. Réunion
Caisse Générale de Sécurité Sociale de La Réunion

DOSSIER FORMATION

L'OFFRE MAURICIENNE COMMENCE À S'ÉTOFFER

On estime qu'en 2015, le nombre d'élèves dans l'enseignement supérieur au niveau mondial sera de 200 millions. Et d'ici 2025, il y aura 10 millions d'étudiants africains à former.

Stocklib/Hongqi Zhang

De plus en plus d'institutions, pour certaines de niveau mondial, prennent pied sur l'île, donnant de la consistance au concept de « Knowledge Hub ». Une offre qui concerne l'enseignement universitaire général, spécialisé et professionnel

Par Jean-Michel Durand
Jeanmicheldurand@ecoaustral.com

L'objectif du « *Knowledge Hub* », centre régional de savoir, est de développer et de diversifier l'économie de l'île en accueillant des institutions d'enseignement étrangères et des étudiants étrangers, en particulier de l'océan Indien et d'Afrique. Le principal argument avancé par Port-Louis pour les séduire est le faible coût des formations comparé aux études entamées en Europe. Autre objectif des autorités locales : étendre les formations universitaires au plus grand nombre de Mauriciens afin de répondre aux besoins présents et futurs des entreprises locales. Le but est de produire, à l'exemple du modèle singapourien, plus de diplômés pour répondre aux besoins en ressources humaines des secteurs émergents comme les technologies de l'information et de la communication (TIC) et la finance. Par exemple, alors que Maurice désire être un centre informatique important dans la région, il manque plus de 2 000 développeurs et ingénieurs dans l'île.

Les formations en matière de management, de leadership et de marketing répondent aussi aux besoins de Maurice et des pays de la région. Au BOI (Board of Investment), l'organisme chargé de la promotion de l'île, on explique que « *l'objectif est d'attirer des universités de renom international* ». En moins de dix ans, la TEC (Tertiary Education Commission, la commission pour l'enseignement supérieur) a ainsi procédé à l'enregistrement de plus d'une cinquantaine d'institutions privées d'enseignement supérieur qui s'ajoutent aux dix chapeautées par l'État mauricien. La Commission veille à ce qu'elles aient les acréditations valides et, surtout, se plient aux normes nationales et internationales de l'enseignement supérieur. Certaines écoles étrangères d'ingénieur et de commerce ont noué des partenariats avec des homologues mauriciennes ou ont créé des filiales sur l'île. Le Charles Telfair Institute (CTI), première institution privée d'enseignement supérieur de Maurice, propose des cours au nom de l'université de technologie australienne Curtin. Quant à l'université britannique Middlesex, elle a créé sa filiale locale.

UN ENSEIGNEMENT PUBLIC QUI JOUE LA CARTE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Comme dans de nombreux domaines, les autorités mauriciennes et le secteur privé font preuve de pragmatisme et ont trouvé une certaine synergie. Et les institutions publiques font également leur révolution en proposant de nouveaux cours. Deux tiers des 30 000 étudiants mauriciens y poursuivent leurs études. L'Université de Maurice (UoM), créée en 1965, comprend cinq facultés en agriculture, en génie, en droit et gestion, en sciences et en sciences humaines et sociales. Elle dispose également d'un Centre de recherche et d'études de médecine, d'un centre d'éducation à distance, d'un centre de technologie de l'information et des systèmes et d'un centre de consultation. Historiquement liée à des institutions anglophones, elle collabore avec l'Imperial College de Londres, l'Université de ...

··· Lancashire, la Birmingham City University et, prochainement, avec la prestigieuse Université de St Andrews pour des échanges ou des programmes conjoints. Elle a également conclu des accords avec l'Indian Institute of Technology de New Delhi, l'un des plus prestigieux instituts d'ingénierie indiens.
Créée pour répondre aux besoins de l'économie mauricienne, l'UoM compte depuis août une faculté dédiée aux études océanographiques. Il s'agit pour elle de s'intégrer dans la vision gouvernementale de l'« *État-océan* » et de miser sur l'économie bleue. Elle vient d'ailleurs de conclure un accord avec l'université de Western Australia, et très prochainement ce sera avec l'Australian National University. C'est l'Indian Ocean Rim Association, organisation regroupant 20 pays riverains de l'océan Indien, qui assurera la totalité du financement de la nouvelle chaire universitaire en Ocean Studies de cette faculté. Autre institution importante, l'université de Technologie (University of Technology of Mauritius, UtM). Créée en 2000, elle possède trois écoles : une école d'administration des affaires et des finances, une école de technologies innovantes et d'ingénierie et une école de développement durable et de tourisme. L'Open University of Mauritius, établie en 2012, propose, elle, des formations à distance dans 13 domaines dont la biologie, la chimie, la physique, la sociologie, l'économie, la comptabilité et le tourisme. Quant à l'Université des Mascareignes (UdM), c'est la dernière institution à avoir vu le jour. Bénéficiant de la collaboration de l'université française de Limoges, elle propose des diplômes bâtis sur les normes européennes LMD (Licence-master-doctorat) et donc reconnus à l'international. Ses cours sont bilingues (français-anglais) et ses programmes sont conçus en tenant compte des besoins du monde socio-économique local et régional. Université pluridisciplinaire, elle propose des cours à plein temps et à temps partiel en marketing et relations publiques, comptabilité et finances, gestion des ressources humaines, informatique et génie civil.

LES ÉTUDIANTS AFRICAINS COMMENCENT À VENIR

Si l'objectif de Maurice est d'attirer 100 000 étudiants étrangers d'ici 2020, on ne se situait qu'à 2 741 en 2014. Mais l'on constate une proportion d'étudiants africains plus importante, à 42% sur l'ensemble des étrangers. On recensait 350 Nigérians, 275 Sud-Africains, 183 Malgaches et une bonne quarantaine d'Ougandais, de Kenyans et de Tanzaniens.

DR

Le campus de l'école Vatel à Maurice compte 180 étudiants, issus de 15 pays. Cette école privée, spécialisée dans le management de l'hôtellerie et du tourisme, vise à en accueillir 500.

UN SECTEUR PRIVÉ DYNAMIQUE ET QUI SE RÉGIONALISE

En matière d'ouverture internationale, les acteurs du privé ne sont pas en reste. L'Analysis Institute of Management (AIM) représente, depuis 2006, le MBA délivré par l'université Paris-Dauphine et l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de Paris. Destinée aux cadres de la région possédant un diplôme Bac + 4 ou justifiant d'au moins trois ans d'expérience professionnelle à un poste managérial ou encore d'une solide expérience professionnelle de dix ans, cette formation de haut niveau est axée sur les dernières techniques de gestion et fait la part belle au côté pratique. C'est également un exemple concret de coopération régionale puisque 30% des participants proviennent de La Réunion et de Madagascar et le reste de Maurice. En suivant les cours à Port-Louis, les étudiants déboursent moitié moins que s'ils devaient s'envoler pour Paris tout en profitant des professeurs de Paris-Dauphine et de l'IAE de Paris qui font le déplacement et assurent les seize mois de formation. L'AIM, pour diversifier son offre de formation, vient de conclure un partenariat avec USB Executive Development (USB-ED), une entreprise de formation publique de l'université sud-africaine de Stellenbosch. Il s'agit de proposer à des cadres et dirigeants d'entreprise déjà expérimentés des « *master class* », courtes formations de deux jours permettant d'approfondir leurs connaissances en matière de management et de leadership et d'affiner leur stratégie, plus particulièrement à destination des marchés africains. L'Institut vient également de lancer un nouveau programme, le Marketing Executive Master, toujours en association avec l'université Paris-Dauphine. Ce programme est accessible à de jeunes professionnels de l'océan Indien, de l'Afrique de l'Est et du Moyen-Orient. Basé sur sept modules de base, il se compose de 12 séminaires enseignés en anglais. Ce cours d'une année, à temps partiel, vise à permettre à de jeunes professionnels de développer leurs compétences en communication, en marketing et en stratégie. Il se déroule de février à décembre 2015.

SCIENCES PO AIX ET VATEL

Depuis octobre 2012, le Centre d'études supérieures (CES) de la Chambre de commerce et d'industrie de Maurice (MCCI) et Sciences Po Aix assurent des formations dédiées à la gouvernance d'entreprise, au traitement de l'information stratégique, au management et aux ressources humaines. La MCCI et l'IEP (Institut d'études politiques) d'Aix ambitionnent de concevoir des formations « *à la carte* » pour répondre aux besoins spécifiques du monde entrepreneurial mauricien dans l'ensemble des secteurs économiques. Après les États-Unis, l'Allemagne, la Russie et le Maroc, Maurice est la première étape du développement de cette grande école dans l'océan Indien...
Preuve de l'intérêt du secteur privé mauricien pour le domaine de la formation, le Groupe Food & Allied, classé à la 9ème place de notre classement des 500 premières entreprises de l'océan Indien, vient de devenir l'actionnaire majoritaire du Charles Telfair Institute (CTI). Véritable campus universitaire, avec ses quatre facultés de management, de services financiers, de Design et de technologies de l'information et de la communication, le CTI a accueilli 1 600 étudiants en 2013.
Autre développement important, le projet du ···

LA RÉGION TE FORME, T'ACCOMPAGNE

ÉDUCATRICE SPORTIVE :

« Moi, je prépare mon avenir pour être éducatrice sportive »

2015 AGIR POUR PLUS D'ÉGALITÉ

SCAPHANDRIER :

« Nous avons beaucoup d'exercices de sécurité »

ESTHÉTICIENNE :

« Le chèque formation réussite m'a permis de me perfectionner dans mon métier »

+ de 200 filières du CAP au Master

La Région soutient les formations professionnelles et l'apprentissage pour une insertion et un parcours réussi.

RETROUVEZ TOUTES LES INFORMATIONS SUR WWW.REGIONREUNION.COM

REGION REUNION
www.regionreunion.com

DOSSIER FORMATION

Davidsen Arnachellum

Véritable campus universitaire, avec ses quatre facultés de management, de services financiers, de Design et de technologies de l'information et de la communication, le Charles Telfair Institute, université privée, a accueilli 1 600 étudiants en 2013.

… groupe Medine. Issu du secteur du sucre, celui-ci se diversifie et a conclu un certain nombre d'accords avec des institutions prestigieuses, en particulier françaises. Il s'agit tout à la fois de privilégier une offre d'enseignement supérieur à Maurice et de développer son plan directeur d'aménagement de l'ouest de l'île avec un Medine Education Village. Medine a passé des accords avec Supinfo, Vatel, ESCP Europe et l'ESSEC, en attendant Centrale Nantes et la Sorbonne Assas International Law School... Le groupe accueille aussi dans ses locaux l'école Vatel, premier réseau mondial d'écoles spécialisées en management hôtelier. Présent à Maurice depuis quatre ans, et maintenant à Madagascar, sous la forme d'une franchise, Vatel propose en formation initiale un bachelor (Bac+3) et un master (Bac+5) pour de futurs cadres dirigeants de l'hôtellerie internationale, mais également un dispositif de Validation des acquis de l'expérience (VAE). Ce mode d'acquisition d'un diplôme s'adresse à un public occupant (ou ayant occupé) des postes à responsabilités. Les managers non diplômés peuvent faire valoir leur expérience et présenter leur dossier à un jury. Le campus de Vatel Maurice compte 180 étudiants, issus de 15 pays, et vise à en accueillir 500. Preuve de la solidité de son « *offre mauricienne* », un récent MBA spécialisé en « *resorts* », créé localement, est celui qui a reçu le plus de demandes d'autres étudiants Vatel. De quoi renforcer l'image et la réputation de Maurice et donner de la consistance à son concept de « *Knowledge Hub* ».

SUPINFO, L'ESSEC ET L'ESCP EUROPE

L'arrivée de Supinfo est aussi à souligner car elle répond à des besoins pressants en ingénieurs informatiques. Cet institut français international, axé sur les TIC, est présent dans 36 campus dont 24 dans l'Hexagone. Depuis 1965, il a formé en France et dans le monde plus de 12 000 experts en technologies de l'information et de la communication. Son offre se compose d'un Bachelor of Science (Bsc, Bac+3), d'un Bsc Honours (bac+4) et d'un Master of Science (Msc, Bac+5). Il y a possibilité de bénéficier d'admissions parallèles. Ses cours, à temps complet ou en alternance deux jours par semaine, financés par une entreprise, ont commencé en novembre 2014. Reconnu par l'État français, Supinfo International délivre un titre d'expert en informatique et systèmes d'information, enregistré au Répertoire national des certifications professionnelles au niveau I (bac+5).

L'ESSEC (École supérieure des sciences économiques et commerciales), considérée comme l'une des meilleures écoles de commerce européennes, est présente à Maurice depuis 2012. Elle y propose deux programmes de haut niveau. Le General Management Program comprend six modules couvrant les domaines du marketing, de la finance et du management. Quatre des six modules, qui sont tous assurés par des professeurs de l'ESSEC, se déroulent dans l'île, les deux autres à Singapour et en Inde. Elle s'adresse en priorité aux dirigeants et cadres supérieurs. Pour sa part, le programme « *Hospitality management* » est réservé aux managers de l'industrie hôtelière de l'océan Indien. Il comprend neuf modules portant, entre autres, sur la gestion financière de l'hôtellerie, la distribution et la relation client. Cinq modules sont assurés à Maurice, les quatre autres dans les pays du Golfe (Dubaï et Abu Dhabi). Chaque module dure entre un jour et demi et deux jours et demi, pour des coûts respectifs de 1 400 et 2 300 euros. L'ensemble des neuf modules reviendrait à 17 000 ou 18 000 euros.

L'ESCP Europe, l'une des écoles européennes les plus prestigieuses, est également présente à Maurice via Médine. Destinée à de futurs professionnels du consulting, de l'industrie et des services, elle leur permet de concevoir et de mettre en œuvre des projets de transformation d'une organisation. Le cursus est échelonné sur quinze mois avec, à la clé, un déplacement sur le campus parisien de l'ESCP pour un programme d'échanges. Deux maîtrises, Masters, spécialisés (un MS Strategy & Organisational Consulting et un MSc in Hospitality & Tourism Management) ont été lancés en février 2014. D'une durée de quinze mois, la première coûte 15 500 euros alors que la deuxième se situera à 17 900 euros. Ces montants incluent tous les frais ainsi qu'une semaine d'études à l'ESCP Europe Madrid ou Paris et Cornell University School of Hotel Administration (New York).

Dernière étape du développement de Médine : un accord de partenariat avec Centrale Nantes. Fondée en 1919, c'est l'une des grandes écoles d'ingénieurs françaises. L'accord, en attente du permis de la TEC, porterait sur des cours d'ingénierie sur les énergies marines. Une spécialisation en plein cœur de la nouvelle stratégie mauricienne qui cible également l'Afrique.

LA CHAMBRE DE COMMERCE S'APPUIE SUR L'ALTERNANCE

DR

La Business School de la Chambre de commerce et d'industrie de Maurice (MCCI) propose depuis octobre 2014 des formations en alternance. Une formule qui permet aux étudiants de mieux s'intégrer au monde du travail et de décrocher en même temps un diplôme de l'enseignement supérieur français délivré par l'académie de La Réunion et reconnu internationalement. Ce brevet de technicien supérieur (BTS, Bac+2), qui se prépare en deux ans en alternance, est proposé dans trois spécialités : services informatiques aux organisations, management des unités commerciales et assistance de gestion PME-PMI. Concrètement, l'étudiant suit sa formation académique pendant trois jours à la MCCI Business School et passe les autres jours en entreprise sous la supervision d'un tuteur. Il se trouve en entreprise pendant les vacances scolaires ainsi que pour son stage. L'alternance peut aussi s'organiser sur le modèle une semaine en école-une semaine en entreprise. L'objectif est de passer environ 65% de son temps en entreprise et 35% à l'école. Les employeurs qui optent pour les formations en alternance peuvent bénéficier d'une subvention publique dans le cadre du Dual Training Programme (DTP) qui est géré par le Skills Working Group et le National Resilience Fund Management Committee tombant sous la responsabilité du ministère des Finances.

VERSEZ VOTRE TAXE D'APPRENTISSAGE À L'UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION

SOUTENEZ L'INNOVATION ET LA COMPÉTITIVITÉ

UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION
S'ouvrir aux mondes

5 bonnes raisons de choisir l'Université de La Réunion

Davantage de renseignements sur www.taxe-apprentissage.re

1 - 13 000 étudiants dont 6 000 au sein de formations professionnalisantes, font de l'université le plus grand pôle de formation de La Réunion.

2 - Parmi les 95 formations éligibles à la taxe d'apprentissage, il y en a forcément une qui correspond à votre activité ou à vos besoins.

3 - L'Université de La Réunion réinvestit la taxe d'apprentissage dans la création de formations innovantes et la professionnalisation de son offre de formation.

4 - La majorité de nos diplômes sont reconnus par l'Etat (habilitation nationale) pour que nos étudiants soient réellement qualifiés au niveau national et international.

5 - L'Université de La Réunion accompagne ses étudiants tout au long de leur cursus pour les aider à préparer leur entrée dans la vie active. En plus des stages obligatoires durant les cursus, de rencontres avec des professionnels et d'ateliers d'accompagnement à la rédaction de CV, l'université met en place régulièrement de nombreuses actions en partenariat avec les fédérations patronales, les chambres consulaires, les collectivités et les opérateurs de l'emploi, de la mobilité et de la création d'entreprise.

FACULTÉ DE DROIT ET D'ÉCONOMIE
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
UFR Sciences et Technologies
SHE
Unité de Formation et de Recherche Santé
iae
IUT LA RÉUNION Institut Universitaire de Technologie
ESIROI
espe École supérieure du professorat et de l'éducation
DRI MDL
PROFIL
CFA-UR
P2ER Pôle de l'Entrepreneuriat Étudiant de La Réunion
Pépite
DSIUN

DOSSIER FORMATION

MAURICE A MIS EN PLACE UN SYSTÈME DE FINANCEMENT PROCHE DU SYSTÈME FRANÇAIS

En cotisant 1% de leur masse salariale, les entreprises alimentent le fonds destiné à la formation continue et bénéficient en retour d'une prise en charge de leurs formations à hauteur de 60% (ou de 75% dans certains cas).

Stockfib/Alem Omerovic

Depuis la création du National Training Fund en 2003, c'est plus de 2,2 milliards de roupies (environ 56 millions d'euros) qui ont été décaissés pour 600 000 bénéficiaires.

C'est en 2003 que les autorités mauriciennes, sur recommandation de l'Organisation internationale du travail (OIT), ont créé le Human Resource Development Council (HRDC). Son rôle est d'améliorer les ressources des entreprises mauriciennes. Dans le même temps, un Fonds national de formation, le National Training Fund (NTF) a été lancé. Il est alimenté par le versement par chaque entreprise privée de 1% de sa masse salariale. Le HRDC est responsable de sa gestion. Depuis sa création, c'est plus de 2,2 milliards de roupies (environ 56 millions d'euros) qui ont été décaissés pour 600 000 bénéficiaires. Ce fonds de formation s'élève aujourd'hui à 450 millions de roupies (11,5 millions d'euros). Le remboursement d'une formation atteint 60% pour la plupart des entreprises, soumises au régime commun d'impôt sur les bénéfices de 15%. Il est porté à 75% pour les entreprises non imposées. Dans tous les cas, il existe des plafonds annuels fixés en fonction du niveau de cotisation de l'entreprise (*voir notre encadré*). Mais ce plafond est toujours nettement supérieur au niveau de cotisation de l'entreprise. Si le système fonctionne, c'est que des entreprise ne font pas (ou peu) appel au HRDC.

Pour bénéficier d'un financement, une formation doit être agréée par la Mauritius Qualifications Authority (MQA), chargée d'enregistrer et d'accréditer les organismes de formation et les formateurs. Le dossier doit être présenté à la MQA au moins deux semaines avant le lancement de la formation et le délai de remboursement est en général de trois mois. « *Nous n'intervenons pas sur le choix des formations* », précise Raj Auckloo, directeur du HRDC qui entretient des liens privilégiés avec la Mauritius Employers Federation (MEF), équivalent du MEDEF en France, la Mauritius Export Association (MEXA), l'association des exportateurs et certains organismes para-publics comme le Board of Investment (BOI), l'agence de promotion des investissements.

PENSER L'ÉCONOMIE MAURICIENNE DE DEMAIN

Le HRDC s'efforce d'évaluer les besoins d'un secteur et d'y répondre. C'est le cas pour la bijouterie qui manque de main d'œuvre qualifiée, ce qui pénalise lourdement ses exportations. Le HRDC, en accord avec la MEXA, a financé la venue d'experts étrangers en micro-mécanique pour définir les formations à mettre en place.

Autre secteur important dans lequel le HRDC s'est investi : les technologies de l'information et de la communication (TIC). « *Pour aider ceux qui recherchent du travail dans ce domaine, mais aussi leurs employeurs potentiels, nous avons répertorié tous les postes*, explique Raj Auckloo. *Pour cela, nous avons collaboré avec la Chambre de commerce et d'industrie France Maurice (CCIFM) et l'Outsourcing and Telecommunications Association of Mauritius (OTAM), l'association qui représente, développe et promeut le secteur des TIC et du BPO* (externalisation de services d'entreprise – Ndlr) *à Maurice.* »

Le HRDC prépare maintenant des répertoires des métiers pour les secteurs du tourisme, de l'industrie et de la finance. « *Notre objectif est de rendre les employés employables en recensant tous les métiers d'un secteur.* » Dans le cas d'un besoin en compétences très techniques, le HRDC propose le « *Foreign Expertise Scheme* » qui permet de prendre en charge l'intervention d'un expert étranger à hauteur de 50%. Un financement plafonné à 200 000 roupies (5 120 euros) par semaine, pour une période maximale de deux semaines. Enfin, le « *Pre Operational Training Incentive (POTI)* » permet à un investisseur de bénéficier d'une avance de 50% sur le financement de son programme de formation, remboursable par la suite sur une durée qui peut atteindre sept ans.

UN FINANCEMENT PLAFONNÉ

Le taux de remboursement de leurs formations s'élève à 60% pour les entreprises soumises au régime commun d'imposition sur les bénéfices (15%). Pour les entreprises qui ne sont pas soumises à l'impôt, bénéficiant d'un statut particulier comme celui du « *port franc* » (pour les activités à l'export), ce taux de remboursement s'élève à 75%. Mais dans tous les cas, le montant total annuel des remboursements est plafonné en fonction du niveau de cotisation de l'entreprise :

- L'entreprise qui verse moins de 20 000 roupies (512 euros) peut bénéficier d'un soutien annuel jusqu'à hauteur de 15 fois le montant de sa cotisation ;
- L'entreprise qui se situe entre 20 000 roupies (512 euros) et 100 000 roupies (2 564 euros) peut bénéficier jusqu'à 4 fois le montant le sa cotisation, dans une limite de 400 000 roupies (10 256 euros) ;
- L'entreprise qui cotise plus de 100 000 roupies (2 564 euros) annuellement peut bénéficier jusqu'à 2 fois le montant de sa cotisation annuelle sans limite.

Bachelor's & Master's degrees in International Hotel Management

« S'OUVRIR AU MONDE & **REUSSIR** »

Jenna Li Fat Chuen
Meetings & Special Events Executive
Ritz Carlton, Dubai

PARIS
LYON
NIMES
BORDEAUX
BRUXELLES
MADRID
MARTIGNY
ASUNCION
BANGKOK
BUENOS AIRES
CHIAPAS
DHARAN
HOCHI MINH
KAZAN
LEON
LOS ANGELES
MANILLE
MARRAKECH
MAURITIUS
MEXICO
MONTREAL
MOSCOU
QUERETARO
SALTA
SINGAPOUR
TEL AVIV
TLALNEPANTLA
TOLUCA
TUNIS
YEREVAN

VATEL
INTERNATIONAL BUSINESS SCHOOL
HOTEL & TOURISM MANAGEMENT

Exercer demain un métier à responsabilités, impliquant et passionnant, c'est choisir aujourd'hui une formation reconnue par les plus grands établissements internationaux.

Fort d'un enseignement original qui repose sur l'alliance de la théorie universitaire et de l'expérience professionnelle, VATEL forme les futurs cadres et managers de demain.

DES DIPLÔMES CERTIFIÉS PAR L'ETAT

Bachelor's & Master's Degrees in International Hotel Management
Bac +3 & Bac +5 / Titres d'Etat certifiés
Admissions Bachelor : post bac
Admissions Master : à partir de +2

1er GROUPE MONDIAL

de l'enseignement du management de l'Hôtellerie-Tourisme

FLASHEZ & RETROUVEZ NOUS SUR FACEBOOK

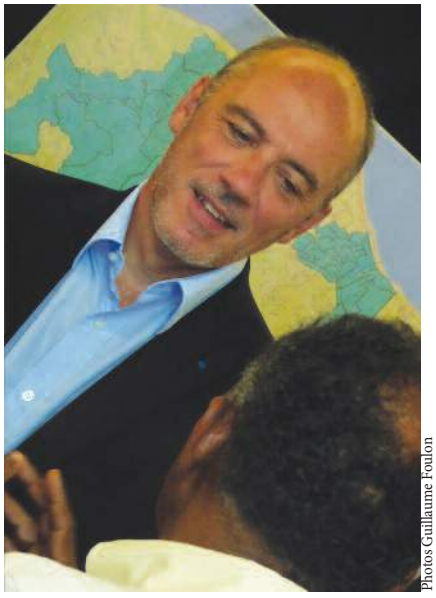
www.vatel.mu

Tel : +230 427 43 63

RÉUNION

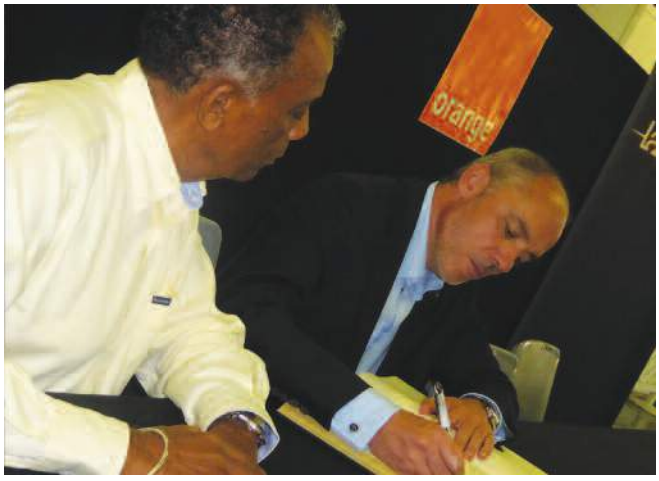
LE PDG D'ORANGE VIENT ANNONCER LE DÉPLOIEMENT DE LA FIBRE À SAINT-DENIS

Stéphane Richard est venu en personne, le 9 décembre, présenter le plan de déploiement de la fibre jusqu'aux logements (FTTH – Fiber to the home) qui devrait concerner un tiers de foyers dionysiens en 2016. Une convention a été signée avec le maire de Saint-Denis, Gilbert Annette, dont les services peinent néanmoins à lever des fonds structurels européens pour faire de la capitale réunionnaise une « *ville numérique* ». Stéphane Richard s'est peu exprimé durant son bref séjour, accordant un entretien express et commun aux deux quotidiens de l'île. Il s'y déclare favorable à une limitation de la concurrence dans la téléphonie et l'Internet, considérant que la taille du marché ne permet pas davantage au vu des investissements nécessaires. Mais il a reconnu regarder le dossier de cession d'Only (Outremer Telecom) qui est imposé à Numéricable, désormais propriétaire de SFR et de Mobius, par l'Autorité de la concurrence. Il est peu probable néanmoins que celle-ci accepte une éventuelle vente à Orange puisque, justement, elle veut stimuler la concurrence et éviter toute position dominante. Quoi qu'il en soit, l'arrivée de la fibre optique à Saint-Denis est bien engagée. Les études de faisabilité et d'ingénierie s'achèvent et les premiers quartiers desservis seront ceux de La Montagne et de la partie est du centre-ville de Saint-Denis (Moufia, Montgaillard, La Trinité, Champ Fleuri, Le Butor et Vauban). Les premiers clients, particuliers et professionnels, pourront commencer à bénéficier, au cours du premier trimestre 2016, des services du très haut débit à travers l'offre « *La Fibre* » d'Orange, puis par étape tout au long de l'année 2016. « *Cette annonce affirme notre engagement de couvrir La Réunion en haut et très haut débit* », a déclaré Stéphane Richard.



Photos Guillaume Foulon

Stéphane Richard : « Cette annonce affirme notre engagement à couvrir La Réunion en haut et très haut débit. »



Une convention a été signée avec le maire de Saint-Denis, Gilbert Annette, dont les services peinent néanmoins à lever des fonds structurels européens pour faire de la capitale réunionnaise une « ville numérique ».

LE RASSEMBLEMENT DES JEUNES ENTREPRENEURS DE L'OCÉAN INDIEN

DR

Les finalistes du concours Jeunes entrepreneurs de l'édition 2013 d'« Ambition Jeune ».

« *Ambition Jeune* » est prévu du 18 au 20 mars à La Réunion, un événement qui se veut le plus grand rassemblement des jeunes entrepreneurs des îles de l'océan Indien. Organisé par « *Synergie Jeunes* » avec le soutien de la COI et de plusieurs acteurs de l'entrepreneuriat, il vise à réunir plus de 150 jeunes entrepreneurs venant de Madagascar, Maurice, les Seychelles, l'Union des Comores et La Réunion. À signaler que des représentants de Mayotte et de Rodrigues devraient venir en tant qu'observateurs, en prévision de leur intégration au sein de l'association. Parmi les moments forts de cette édition, on peut citer l'organisation de la finale régionale du concours d'entrepreneuriat ainsi que des sessions de développement de compétences au moyen de formations adaptées. Des ateliers de partage d'expériences et de bonnes pratiques ou encore plusieurs conférences sur le retour d'expérience de plusieurs « *Success Stories* » de la région sont également prévus.

Synergie Jeunes est un réseau qui regroupe les jeunes entrepreneurs des îles de l'océan Indien et compte actuellement une centaine de membres. Son objectif est de créer, de maintenir et de stimuler un environnement propice à l'entrepreneuriat des jeunes sur un plan local et régional. Les membres du réseau s'entraident, mutualisent leurs compétences et moyens et développent des projets communs. Par leurs échanges, ils veulent agir en faveur d'une plus grande coopération régionale.

Le programme est disponible sur le site de l'événement www.ambitionjeune.com.

UNIVERSITÉ DES
MASCAREIGNES

SAVOIR, C'EST POUVOIR

L'Université des Mascareignes, l'unique université francophone mauricienne est devenue la nouvelle référence en matière de formation tertiaire de haut niveau.
Sa création en 2012 résulte d'une volonté d'offrir aux étudiants de l'Océan Indien et du continent africain, la possibilité de se former aux métiers d'avenir, ceux qui recrutent au niveau de la région OI.

1. Des diplômes reconnus internationalement

L'Université des Mascareignes, l'UdM, a développé une offre de formation au format européen LMD (Licence, Master et Doctorat).
Une fois que les étudiants ont complété leur cursus formation, ils décrochent un double diplôme : International/Européen délivré par l'Université de Limoges et un diplôme Mauricien de l'Université des Mascareignes.

2. Des formations professionnelles offrant de nombreux débouchés

L'Université des Mascareignes offre à ses étudiants des formations répondant aux besoins en compétences du marché de l'emploi.
L'UdM collabore avec les professionnels du secteur public et privé pour la conception des programmes de formation.
Les filières de formation de l'UdM sont variées : banque et finance, comptabilité, marketing, gestion des ressources humaines, ingénierie mécanique, génie civil, développement durable, réseaux et systèmes informatiques, technologie web et multimédia, communication, administration et géopolitique entre autres.

3. Des études universitaires bilingues

L'UdM propose aux étudiants de poursuivre des études tertiaires bilingues.
La maîtrise de l'anglais est désormais indispensable à tout jeune professionnel.
A travers les cours dispensés aussi bien en français qu'en anglais, les futurs diplômés ont toutes les cartes en mains pour intégrer et faire carrière dans les entreprises régionales et internationales.
Former des diplômés compétents et ouverts au monde est la priorité de l'UdM.

4. Un cadre idéal pour se former

L'UdM se décline en trois facultés : la faculté d'économie et gestion, la faculté du développement durable et de l'ingénierie et la faculté de technologie de l'information et de communication.
Ses deux campus universitaires situés dans le nord et dans le centre de l'Ile facilitent l'accès au transport, logements et loisirs.

5. La possibilité de concilier études et travail

L'UdM a mis en place une structure pour le développement des compétences pratiques des étudiants afin d'augmenter leur employabilité.
Ainsi les stages obligatoires en entreprise renforcent les compétences professionnelles des étudiants.
De plus les candidats étrangers ont la possibilité de travailler en parallèle à leurs études. Le carrefour étudiant, le réseau d'anciens ou les nombreux partenariats avec les entreprises sont aussi des vecteurs efficaces pour décrocher un emploi.

Tout savoir sur l'Université des Mascareignes, votre partenaire carrière,
rendez-vous sur **www.udm.ac.mu**
Informations et Inscriptions

Rose Hill Campus
Avenue de la Concorde, Roche Brunes, Rose HIll
Tel: (230) 466 0444 **Fax**: (230) 466 3774

f YouTube

RÉUNION

UN FONDS RÉGIONAL DE 6,3 MILLIONS D'EUROS POUR SOUTENIR LES ENTREPRISES INNOVANTES

Guichet unique de l'État depuis juillet 2013, la Banque publique d'investissement accompagne les entreprises en crédits, en garanties et en fonds propres. Elle met l'accent sur l'innovation et a signé à cet effet une convention de partenariat avec la Région.

Par Philippe Stéphant

Philippe Stéphant

Christian Quéré, directeur interrégional Réunion-Mayotte de BPI France : « Nous sommes vraiment une structure d'accompagnement des TPE et des petites PME. »

À l'occasion de sa visite à La Réunion, le 21 novembre 2014, le directeur général de BPI France, Nicolas Dufourcq, a entériné l'implantation de la direction interrégionale Réunion-Mayotte. « *En accompagnant les entreprises à hauteur de 173 millions d'euros, nous avons aidé à mettre en place plus de 393 millions d'euros de projets,* souligne Christian Quéré, directeur interrégional. *Au-delà du maintien de notre activité régionale, notre objectif est maintenant de développer notre action.* » Le soutien à l'innovation, qui a concerné 14 projets en 2014, pour un montant de 1,3 million d'euros, doit prendre davantage d'ampleur. Les fonds disponibles sont conséquents, mais l'identification des projets doit gagner en efficacité. « *Il n'y a pas de développement possible sans innovation*, affirme Nicolas Dufourcq. *BPI France soutient les ambitions des entrepreneurs, qui sont nos clients, en plaçant l'innovation au centre de son action.* » Nicolas Dufourcq a d'ailleurs signé avec le vice-président de la Région Réunion délégué au développement économique, David Lorion, une convention de partenariat pour créer un fonds régional de 6,3 millions d'euros dédié à l'accompagnement des entreprises innovantes.

Julien Kondoki

Nicolas Dufourcq (à gauche), directeur général de BPI France, a signé avec le vice-président de la Région Réunion délégué au développement économique, David Lorion, une convention de partenariat pour créer un fonds régional de 6,3 millions d'euros dédié à l'accompagnement des entreprises innovantes.

Cinq millions d'euros sont apportés par le FEDER (Fonds européen de développement régional), tandis que la Région Réunion et BPI France y consacrent chacune 630 000 euros.

UN GUICHET UNIQUE POUR L'INNOVATION

L'objet du partenariat est que BPI France et la Région Réunion puissent travailler ensemble sur la détection de projets et leur financement. À charge pour la BPI d'instruire les dossiers et d'y apporter son expertise. « *Le principe est de préserver la simplicité et la réactivité du financement,* explique Christian Quéré, *car on ne peut pas imaginer qu'un projet d'innovation soit financé un an après. Le territoire doit préserver ces projets novateurs pour pouvoir prétendre à l'innovation. Nous avons aussi l'ambition de créer avec la Région Réunion un guichet unique pour l'innovation.* » Globalement, en 2014, 35 dossiers ont permis de mobiliser 35 millions d'euros en cofinancement avec un pool bancaire, principalement pour des investissements dans l'industrie et le commerce. Cinq cents dossiers ont donné lieu à une garantie d'emprunt et mobilisé 50 millions d'euros. « *Depuis quelques mois, les banques ont la délégation pour décider pour BPI France les garanties d'emprunt inférieures à 100 000 euros. Cela apporte une grande simplification et permet aux banques de faire directement leur démarche en ligne avec BPI France* », annonce Christian Quéré. Cette simplification concernera 200 à 300 dossiers de garantie d'emprunt sur les 800 demandes enregistrées par la direction interrégionale.

LE CICE NE FAIT PAS RECETTE

Sur un total de 1 000 soutiens accordés en 2014, 640 concernent des entreprises de moins de 10 salariés, 280 des entreprises de 11 à 50 employés et 70 des entreprises de 51 à 250 salariés. « *Nous sommes vraiment une structure d'accompagnement des TPE et des petites PME*, appuie Christian Quéré. *En garantie d'emprunt, nous soutenons particulièrement la création d'entreprise.* » Cela concerne tous les secteurs comme, par exemple, la restauration, la coiffure et même les taxis. Un autre volet d'intervention est le préfinancement du CICE (Crédit d'impôt compétitivité emploi) qui a concerné 280 dossiers en 2014, pour un total de 15 millions d'euros. « *Ce n'est pas suffisant*, martèle Christian Quéré, *puisque 14 000 entreprises pourraient en bénéficier. Le taux de préfinancement sera plus élevé en 2015 et cela doit créer une appétence pour la trésorerie des entreprises.* » Les entrepreneurs semblent bouder ce dispositif qui permet d'obtenir le versement anticipé du CICE, lequel équivaut à 6% de la masse salariale et doit être porté à 9% en 2015. Le préfinancement porte sur 85% de la somme totale et peut être perçu dès les premiers mois de l'année en cours, au lieu du début de l'année suivante. Cette facilité de trésorerie entraîne toutefois un taux de crédit de 1,5% à 3% suivant la notation de l'entreprise.

THE AFRICA CEO FORUM

16-17 mars 2015, Genève

3E ÉDITION

LE PLUS GRAND RENDEZ-VOUS DES DÉCIDEURS ET FINANCIERS DU SECTEUR PRIVÉ AFRICAIN

GROUPE **JEUNE AFRIQUE**

Dès sa création en 2012, le **AFRICA CEO FORUM** s'est imposé comme l'événement international de référence du secteur privé africain.

Près de 800 participants, dont 500 PDG venus de l'ensemble du continent, banquiers et financiers, ainsi que des décideurs publics de premier plan sont attendus au **AFRICA CEO FORUM 2015.**

En participant au **AFRICA CEO FORUM 2015,** saisissez une occasion exceptionnelle d'inscrire votre stratégie dans la dynamique de croissance de l'Afrique et de promouvoir la compétitivité de votre entreprise.

REJOIGNEZ

une plateforme exceptionnelle de rencontres entre dirigeants de grandes entreprises africaines

NOUEZ

des relations privilégiées avec les 150 principaux financiers et investisseurs du continent

ACCÉDEZ

à des informations stratégiques et mutualisez vos expériences

www.theafricaceoforum.com • Twitter : #ACF2015

CO-HOST

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Groupe Jeune Afrique

rainbow unlimited

DIAMOND

MCB

KAMOTO · MOPANI · MUMA · GLENCORE

SOMAGEC

Djibouti Ports & Free Zones Authority

PLATINUM

BGFI Bank

SAP

GOLD

AFRIJET

banque atlantique

MAZARS

SGS

INSTITUTIONAL PARTNERS

IFC Société Financière Internationale

PTA BANK

ICD

United Nations Economic Commission for Africa

PARTNERS

Allianz · AMETHIS FINANCE · BRA · Deloitte. · Ecobank The Pan African Bank · ie Singapore · KROSS BORDER · Louis Dreyfus Commodities · OLAM · orange · ORRICK · pwc

OFFICIAL CARRIER

AIRFRANCE KLM

MEDIA PARTNERS

AFRICABLE TELEVISION · AFRICA 24 · CANAL+ · TV5MONDE · JEUNE AFRIQUE · THE AFRICA REPORT

COMMUNICATION PARTNER

hopscotchsystème africa

MAURICE

NOUVELLE MAJORITÉ ET NOUVEAU GOUVERNEMENT

GIS

- Au premier rang, de gauche à droite : Ivan Collendavelloo, vice-Premier ministre, ministre de l'Énergie et des services publics ; Xavier-Luc Duval, Deputy Prime Minister, ministre du Tourisme et des Communications extérieures ; Kailash Purryag, président de la République, nommé par l'ancienne majorité et en poste jusqu'en 2017 ; Anerood Jugnauth, Premier ministre, ministre de la Défense, de l'Intérieur, de la National Development Unit et de Rodrigues ; Showkutally Soodhun, vice-Premier ministre, ministre du Logement et des Terres.
- Au deuxième rang, de gauche à droite : Leela Devi Dookun-Luchoomun, ministre de l'Éducation et des Ressources humaines, de l'enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ; Yogida Sawmynaden, ministre de la Jeunesse et des Sports ; Seetanah (Vishnu) Lutchmeenaraidoo, ministre des Finances et du Développement économique ; Pravind Kumar Jugnauth, ministre de la Technologie, de la Communication et de l'Innovation ; Nandcoomar (Nando) Bodha, ministre des Infrastructures publiques et du Transport terrestre.
- Au troisième rang, de gauche à droite : Prithvirajsing Roopun, ministre de l'Intégration sociale et de l'Empowerment économique ; Ravi Yerrigadoo, Attorney General ; Anil Gayan, ministre de la Santé et de la Qualité de vie ; Mohammad Anwar Husnoo, ministre du Local Government ; Ashit Kumar Gungah, ministre de l'Industrie, du Commerce et la protection des consommateurs.
- Au quatrième rang, de gauche à droite : Soomilduth Bholah, ministre des Affaires, des Entreprises et des Coopératives ; Etienne Sinatambou, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international ; Aurore Perraud, ministre de l'Égalité des sexes, du développement de l'enfant et de la famille ; Sudarshan Bhadain, ministre des Services financiers, de la bonne gouvernance et des réformes institutionnelles ; Mahen Seeruttun Kumar, ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire ; Fazila Daureeawoo, ministre de la Sécurité sociale, de la Solidarité nationale et de la Réforme des institutions.
- Au cinquième rang, de gauche à droite : Alain Wong Yen Cheong, ministre de la Fonction publique ; Santaram Baboo, ministre des Arts et de la Culture ; Premdut Koonjoo, ministre de l'Économie de l'océan, des Ressources marines, de la Pêche, du Shipping et des Îles ; Raj Dayal, ministre de l'Environnement, du Centre national des urgences et de la Beach Authority ; Soodesh Satkam Callichurn, ministre du Travail, des Relations industrielles, de l'Emploi et de la Formation.

MAURICE

Après la cinglante défaite du Premier ministre sortant, le travailliste Navin Ramgoolam, lors des élections générales anticipées du 10 décembre 2014, Sir Anerood Jugnauth revient au pouvoir à 84 ans et promet un second miracle économique.

Par Jean-Michel Durand et Alain Foulon

Davdsen Arnachellum

Estimant ne plus pouvoir travailler correctement, Xavier-Luc Duval avait quitté le précédent gouvernement où il occupait le poste de ministre des Finances et du Développement économique. Il revient sur le devant de la scène comme numéro deux du gouvernement d'Anerood Jugnauth en tant que Deputy Prime Minister chargé du Tourisme et des Communications extérieures. Ce qui lui permet de contrôler l'aérien, élément déterminant pour la relance de la destination.

Alors que les deux principaux partis de l'échiquier politique mauricien – le Parti travailliste et le MMM (Mouvement militant mauricien) – s'étaient alliés, en vue notamment de réviser la Constitution et d'instituer une seconde République, les électeurs en ont décidé autrement. La coalition dite « *Alliance Lepep* » (Alliance du Peuple), dirigée par Sir Anerood Jugnauth (SAJ), âgé de 84 ans, a remporté 47 des 62 sièges de l'Assemblée nationale.

L'Alliance Lepep est composée de trois partis : le MSM (Mouvement socialiste militant) de Pravind Jugnauth (fils d'Anerood), le PMSD (Parti mauricien social-démocrate) de Xavier-Luc Duval et le Muvman Liberateur, nouvellement créé par Ivan Collendavelloo, dissident du MMM qui a refusé son alliance avec le Parti travailliste.

Alors que, dans un premier temps, les observateurs (et les bookmakers) donnaient largement victorieuse l'alliance Parti travailliste-MMM, la campagne électorale a connu un tournant dans lequel les réseaux sociaux et l'Internet ont joué un grand rôle en portant en dérision le rapprochement entre Navin Ramgoolam et Paul Bérenger, qui s'étaient beaucoup affrontés dans un passé proche.

DÉFICIT DE COMMUNICATION

Symbole de la Bérézina, le Premier ministre sortant a lui-même été défait dans son propre fief. Selon de nombreux analystes, Navin Ramgoolam a été victime de l'usure du pouvoir (il fut chef du gouvernement de 1995 à 2000, puis de nouveau à partir de 2005), des nombreux scandales politico-judiciaires et économiques qui ont éclaboussé certains membres de son cabinet, et de son projet de réforme politique dite de Seconde République. Mal expliqué à la population mauricienne, ce projet visait à faire passer le régime parlementaire actuel, dit à la britannique, à un système semi-présidentiel à la française avec un chef de l'État, acteur majeur de la scène politique. Ce changement a plutôt inquiété l'électorat qui n'a pas été convaincu de sa nécessité alors que la priorité était de relancer l'économie et notamment l'investissement privé. Le départ du gouvernement de Xavier-Luc Duval, ministre des Finances et du Développement économique (de retour aujourd'hui comme numéro deux), n'a d'ailleurs fait qu'accentuer la léthargie avec des dossiers qui n'avançaient plus. En fait, le projet de réforme constitutionnelle a plutôt été perçu comme un « *arrangement* » entre Navin Ramgoolam et Paul Bérenger, le premier se destinant au poste de président de la République et le second à celui de Premier ministre.

LE GRAND MÉNAGE

L'Alliance Lepep a surfé sur les craintes et les incompréhensions de l'électorat tout en proposant quelques mesures populaires. On peut citer, en particulier, celle de porter la pension universelle de vieillesse à 5 000 roupies (128 euros).

Disposant d'une forte majorité au Parlement, l'équipe d'Anerood Jugnauth a décidé de « *faire le ménage* » dans les entreprises parapubliques où les présidents non exécutifs – et même parfois les directeurs généraux – sont des nominés politiques. Après avoir lancé des audits, elle envisage même de supprimer les structures qui seraient jugées inutiles.

Rundheersing Bheenick, gouverneur de Banque centrale et Dass Thomas, président d'Air Mauritius, ont déjà été remerciés. De même que le très controversé directeur de la Radio télévision nationale (MBC), Dan Callikan, qui a démissionné en bénéficiant d'un confortable parachute sous forme d'indemnités, et le directeur de la Commission anti-corruption (ICAC), Anil Kumar Ujodah. Il reste à savoir si les postes de directeurs généraux à pourvoir feront l'objet d'un recrutement basé sur les seules compétences professionnelles des candidats.

UN NOUVEAU MIRACLE ÉCONOMIQUE ?

Le cabinet du nouveau chef du gouvernement mauricien comprend 24 membres dont trois femmes. Il prend en compte les impératifs liés au poids politique de chaque parti de l'alliance mais également aux équilibrages ethniques, voire même de castes... Certains noms étaient depuis longtemps évoqués à des postes stratégiques comme Vishnu Lutchmeenaraidoo aux Finances et au Développement économique, Ravi Yerrigadoo comme Attorney General (Garde des sceaux) et Xavier-Luc Duval. Numéro deux du gouvernement avec un poste de Deputy Prime Minister, ce dernier prend les rênes du Tourisme et des ···

… Communications extérieures, ce qui lui permet de contrôler l'aérien, élément déterminant pour la relance de la destination. Ayant déjà eu en charge ce ministère, Xavier-Luc Duval est apprécié par les professionnels qui connaissent la crise depuis plusieurs années et réclament un plan directeur. La MTPA (Mauritius Tourism Promotion Authority) devrait ainsi connaître de grands changements avec un nouveau président mais aussi un nouveau directeur général. À ce poste, le ministre veut du « *sang neuf* ».
Parmi les surprises, on note l'arrivée d'Etienne Sinatambou aux Affaires étrangères, à l'Intégration régionale et au Commerce extérieur. Sa nomination semble confirmer la poursuite de la stratégie africaine alors que SAJ est connu pour être proche de l'Inde. En outre, de nouveaux maroquins ont été créés comme celui de l'Économie océanique, des Catastrophes naturelles et de la Bonne gouvernance. Par-delà ces créations de postes, le nouveau gouvernement est très attendu. Alors que l'île demeure dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, soit un PIB par habitant d'un peu plus de 9 000 dollars, le nouveau Premier ministre promet un second miracle économique, faisant référence aux années de plein emploi quand il était aux commandes du pays de 1983 à 1995. Le manifeste électoral de l'alliance Lepep, intitulé « *Gouverner pour le Peuple avec le Peuple* », promettait, entre autres, de baisser la TVA sur une série de produits, d'introduire un salaire minimum, d'abolir les frais d'examens, d'améliorer le stockage et la distribution de l'eau (problème récurrent que connaît l'île) et de construire 2 000 logements sociaux... Autant d'investissements qui demandent à relancer l'économie et à stimuler la croissance pour éviter le surendettement. On en saura plus en mars prochain avec la présentation du Budget.

ANEROOD JUGNAUTH : UN COME-BACK À 84 ANS

Le nouveau chef du gouvernement mauricien fêtera ses 85 ans le 30 mars prochain. Et c'est peut-être cet âge avancé et sa longue expérience politique qui ont rassuré un électorat déboussolé par l'alliance Parti travailliste-MMM et son projet de seconde République. Dans un livre paru en juin 2013 et intitulé tout simplement « *Sir Anerood Jugnauth* », Ibrahim Alladin a brossé le portrait de cet « *animal politique* » qui a non seulement traversé l'histoire de son pays, mais a forcé son destin pour lui faire accomplir un véritable miracle économique.
« *Il n'était pas difficile pour nous de choisir notre première légende vivante car Sir Anerood est le seul à avoir été successivement ministre, Premier ministre à cinq reprises et président de la République durant deux mandats* », indiquait l'éditeur Shafick Osman lors du lancement de l'ouvrage préfacé par l'ancien président de la République Karl Offmann. En 2002, le « *vieux lion* » avait démissionné de la présidence de la République pour retourner dans l'arène politique et y mener un nouveau combat. Ibrahim Alladin place ce personnage, plus complexe qu'il n'y paraît, sous des éclairages souvent inattendus où se combinent tendresse et violence. Un personnage double, habité par l'ambition, à la fois homme de lumière, carré, simple, chaleureux, fan de football britannique, et homme de l'ombre passionné par la spiritualité, dur, secret, imprévisible et paradoxalement calculateur qui ne s'embarrasse pas de sentiments pour obtenir ce qu'il veut. La facétieuse presse mauricienne le surnommera d'ailleurs de façon élégante « *Rambo* ». En un mot : une bête politique dont même ses pires ennemis saluent le rôle dans le décollage économique de l'île.
Anerood Jugnauth n'a pas 35 ans lorsqu'il accède aux plus hautes charges de l'État en devenant, en 1965, ministre du Développement dans le gouvernement de Sir Seewoosagur Ramgoolam. Cette même année, ce jeune ministre participe à la conférence constitutionnelle de Londres. Un événement capital car il va conduire à l'indépendance de Maurice (en 1968) dont le prix à payer est, selon de nombreux historiens, l'excision de l'archipel des Chagos. Sont également évoquées d'autres dates majeures, comme les élections de 1982 où le parti du « *Père de la Nation* », Seewoosagur Ramgoolam, est balayé (le fameux 60/0, soit 60 députés pour l'opposition MMM contre zéro pour le pouvoir en place). La rupture l'Anerood Jugnauth avec le MMM (Mouvement militant mauricien) suivra en 1983 et entraînera la création du MSM (Mouvement socialiste militant). Une véritable machine de guerre au service de SAJ. Karl Offmann estime d'ailleurs que cette rupture a poussé Anerood Jugnauth à « *assoir son leadership et à révéler toute sa personnalité. Ce fut un mal pour un bien (…) car, sans cette rupture, il n'y aurait pas eu de développement économique* ». Ainsi, en décidant de la création de la zone franche, en faisant venir des investisseurs asiatiques, en particulier de Hong Kong, effrayés par la rétrocession de ce territoire à la Chine communiste, et en assurant l'essor du tourisme et de l'hôtellerie, SAJ assure le plein emploi dans l'île et en fait un modèle salué internationalement.

Davidsen Arnachellum

De gauche à droite, Karl Offmann, ancien président de la République, Sir Anerood Jugnauth (SAJ) et Cassam Uteem, ancien président également, lors du lancement du livre « Sir Anerood Jugnauth ».

GROUPE SOCOTA
Weaving the way forward
Groupe Socota has developed its global activities and is today engaged in Textiles & Apparel, Aquaculture & Seafood Distribution, Real Estate and Agriculture.
Keeping social and environmental sustainability at the heart of our businesses, our rich heritage guides our ambition to pursue sustainable progress.

Headquarters:

Sayed Hossen Road, Solférino, Phoenix (Mauritius)
Tel: +230 427 6666 Fax: +230 427 6667 Email: sag@stm.socota.com

12 Avenue de l'Indépendance, Antananarivo (Madagascar)
Tel: +261 20 44 484 22 Fax: +261 20 44 494 49 Email: sag@cre.socota.com

www.groupesocota.com

MAURICE

UNE BANQUE CANADIENNE DÉBOURSE 15 MILLIONS DE DOLLARS POUR 9,5% D'AFRASIA BANK

Ce montant donne une idée de la valorisation de la banque du groupe GML qui améliore d'année en année ses profits. Elle se développe en Afrique tout en assurant la promotion de Maurice en sponsorisant le premier tournoi de golf tri-tours au monde.

La Banque nationale du Canada, comme son nom ne l'indique pas, n'a rien à voir avec la banque centrale de ce pays. Il s'agit, en taille, de la sixième banque commerciale du Canada et de la première dans la province du Québec. Elle vient d'acquérir 9,5% d'AfrAsia Bank et cette information pourrait étonner au premier abord. On peut toujours penser que l'origine canadienne de James Benoit, CEO d'AfrAsia Bank, a facilité les choses même s'il n'est pas québécois. Mais surtout, on peut en conclure que les Canadiens ont été séduits par la forte croissance de la banque du groupe GML et sa stratégie d'expansion en Afrique avec la volonté d'être une interface entre ce continent et l'Asie. De quoi leur faire débourser la rondelette somme de 15 millions de dollars pour leur premier investissement dans cette partie du monde. Cela nous donne une idée de la valorisation actuelle d'une petite banque qui prend du poids au fil des ans depuis sa création en octobre 2007. Il faut se rappeler que Proparco (groupe AFD) n'avait déboursé que 158 millions de roupies (4 millions d'euros) en 2010 pour acquérir 9,2% du capital. C'est dire le chemin parcouru en quatre ans.

Suite à cette opération, la Banque nationale du Canada devient le troisième actionnaire international de la banque mauricienne après Proparco et la banque singapourienne Intrasia Capital, entrée également dans le capital en 2010. Pour sa part, la banque canadienne est un solide partenaire puisqu'elle annonce 2,4 millions de clients, 205 milliards de dollars canadiens d'actifs et 1,5 milliard de dollars de bénéfice en 2014. AfrAsia Bank ne peut que se réjouir d'avoir pu séduire un tel poids lourd qui se déclare prêt, d'ailleurs, à accroître sa participation dans l'avenir.

Ces trois dernières années, les actifs d'AfrAsia sont passés de 22 milliards de roupies (564 millions d'euros) à 47 milliards de roupies (1,2 milliard d'euros) à la fin de l'exercice 2013-2014, clos en juin dernier. Sur ce même exercice, elle a enregistré un bénéfice net de 324,6 millions de roupies (8,3 millions d'euros), contre 203 millions de roupies lors de l'exercice précédent (5,2 millions d'euros). La banque annonce des clients de 104 pays différents et affiche son ambition d'être l'un des principaux acteurs en Afrique sans s'interdire pour autant de s'intéresser aux marchés européen et américain. Dans le même temps, elle s'attache à promouvoir Maurice comme place financière et, à cet effet, est le principal sponsor du premier tournoi de golf tri-tours au monde. Ce tournoi, prévu du 7 au 10 mai 2015 sur le golf d'Heritage Resorts à Bel Ombre (dans le sud de l'île), a la particularité d'être inscrit dans trois circuits à la fois : Sunshine (Afrique australe), European et Asian Tours. AfrAsia Bank apporte 80 millions de roupies (2,1 millions d'euros) sur un budget total de 100 millions de roupies (2,6 millions d'euros) consacré au tournoi.

DR

Louis Vachon, président directeur-général (Pdg) de Banque nationale du Canada, première banque du Québec et sixième au plan national.

DR

James Benoit, CEO d'AfrAsia Bank. Son origine canadienne a sans doute facilité les contacts, mais c'est avant tout la forte croissance d'AfrAsia et sa stratégie qui ont séduit les Canadiens.

DR

Karen Leggett, « Executive Vice-President Marketing & Corporate Strategy » de la Banque nationale du Canada.

DR

Le siège de la Banque nationale du Canada, à Montréal. Cette banque, dont l'origine remonte à 1859, dispose de 205 milliards de dollars canadiens d'actifs.

LINKBYNET

PERFORMANCE | INNOVATION | QUALITY

UN LEADER INTERNATIONAL POUR VOTRE STRATÉGIE DIGITALE

SUPPORT INTERNATIONAL 24/7/365

DISPONIBILITÉ GARANTIE DE VOS APPLICATIONS

GOUVERNANCE ET TRANSPARENCE DES OPÉRATIONS

SÉCURITÉ DES INFRASTRUCTURES ET DES APPLICATIONS

CERTIFIED ISO 20000

LINKBYNET met ses 15 années d'expérience à votre service pour garantir la performance et la sécurité de vos infrastructures IT et solutions E-business. Pionnier du cloud avec la première infrastructure publique en 2007, LINKBYNET vient d'être récompensé pour la meilleure offre d'orchestration cloud d'Europe en 2014.

BEST OF vmworld 2014 EUROPE

Présent en France, l'Île Maurice, Canada, Hong Kong, Vietnam, et aux États-Unis LINKBYNET accompagne vos projets à l'international.

7/8ème Orbis Court, route St Jean [A8], Quatre-Bornes 72218

tio-sales@linkbynet.com | +230 467 77 35

MAURICE

« VOS ATOUTS SONT SUPÉRIEURS À CEUX DE SINGAPOUR »

Abdallay Ali-Nakyea dirige au Ghana l'implantation de l'Allemand WTS Alliance[1], un groupe spécialisé dans la fiscalité et le droit des affaires. Venu à Maurice pour la signature d'un accord de partenariat avec International Financial Services (IFS), il se montre élogieux.

Propos recueillis par Jean-Michel Durand
jeanmicheldurand@ecoaustral.com

Droits réservés

Abdallah Ali-Nakyea, dirigeant du groupe allemande WTS Alliance au Ghana : « Nous pensons que la crise européenne encouragera les investisseurs à se tourner vers d'autres régions, créant ainsi des opportunités pour l'Afrique et donc pour Maurice. »

L'Eco austral : Le secteur financier est très sensible aux questions d'image. Quels sont les éléments qui vous ont convaincu de venir à Maurice ?

Abdallah Ali-Nakyea : De nombreuses organisations internationales ont salué le centre financier international de Maurice, ce qui lui a permis de jouir d'une renommée grandissante. L'île est une juridiction recommandée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et elle s'est toujours largement conformée aux exigences du GAFI [2]. Maurice se classe également à la première place en Afrique de l'indice « *Ease of Doing Business* » de la Banque mondiale et de l'indice « *Mo Ibrahim* » sur la gouvernance d'entreprise. Sa proximité géographique avec l'Afrique en fait la plateforme idéale pour y investir, mais également pour y lever des investissements. Ce sont, entre autres, les raisons pour lesquelles nous avons scellé un partenariat avec International Financial Services Limited (IFS). D'autant que cette firme propose des services complets aux investisseurs internationaux.

Quels pays, services et produits visez-vous en Afrique ?

Nous bénéficions actuellement d'une forte présence à Maurice, au Nigéria, au Ghana, en Côte d'Ivoire, au Benin, au Burkina Faso et en Afrique du Sud. Notre but ultime est de couvrir l'Afrique dans son ensemble, mais nous visons en priorité le Kenya, le Rwanda, l'Angola et, dans un second temps, la Tanzanie, la Zambie, le Gabon et l'Ouganda.

Les services que nous offrons sont purement fiscaux, juridiques et de consultance, y compris sur des investissements. Nous pouvons fournir une représentation légale. Mais pour éviter tout conflit d'intérêt, nous ne proposons aucun service d'audit.

L'Europe est encore en crise. N'y a-t-il pas le risque que face à l'érosion de leur assiette fiscale, ses membres renforcent leur législation ?

Vous faites sans doute allusion à l'érosion de la base d'imposition et au transfert de bénéfices (Base Erosion and Profit Shifting) où de nombreuses entreprises profitent des divergences entre les règles fiscales entre États pour échapper à l'impôt ou le réduire sensiblement. Consciente de ce danger, Maurice a mis en place des mesures afin d'accroître la substance dans sa juridiction. Tant que les structures seront en mesure de démontrer leurs intérêts commerciaux en choisissant Maurice comme plateforme, les risques d'implications négatives seront limités. Ceci dit, il y a toujours matière à s'améliorer et je suis convaincu que Maurice continuera à renforcer ses lois afin d'anticiper, au mieux, les défis que vous mentionnez. Nous pensons que la crise européenne encouragera les investisseurs à se tourner vers d'autres régions, créant ainsi des opportunités pour l'Afrique et donc pour Maurice. IFS se positionne comme une plateforme pour la mise en place et la gestion de véhicules d'investissement vers ces nouveaux horizons.

Comment Maurice peut-elle se différencier par rapport à d'autres places financières comme Singapour ?

Comparer Maurice à Singapour n'a pas lieu d'être ! Votre île a un bien meilleur rapport qualité/prix et son environnement pour faire des affaires est bien plus flexible. Pour ne citer qu'un exemple, malgré la complexité grandissante des procédures de vérification, il est plus rapide d'ouvrir un compte bancaire à Maurice qu'à Singapour. Et encore une fois, la proximité géographique de Port-Louis avec l'Afrique fait qu'il est plus facile d'y faire des affaires. De plus, n'oubliez pas que Maurice est parfaitement bilingue, ce qui signifie que nous pouvons proposer nos services tant aux pays anglophones que francophones de l'Afrique. Enfin, Maurice a un niveau très élevé de transparence et d'échange d'informations,alors que, si je ne me trompe pas, il y a eu des cas où Singapour a refusé l'accès à certaines informations...

(1) formée en 2003 par WTS AG, WTS Alliance est l'une des principales sociétés d'experts-conseils en fiscalité en Allemagne. Ses activités se concentrent essentiellement sur le soutien fiscal aux investissements et aux fusions-acquisitions, les services financiers mondiaux, l'établissement des prix de cession interne ainsi que les conseils concernant la TVA. WTS Alliance est aujourd'hui présente dans une centaine de pays.

(2) Groupe d'action financière ou FATF - « Financial Action Task Force » -, organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

MEDITERRANEO
LA CUISINE ITALIENNE TRADITIONNELLE REVISITÉE

L'association du Sicilien Damiano Parisi et du Napolitain Gerardo Coppola a donné ce restaurant unique où même les serveurs parlent italien. Venez découvrir une cuisine et des vins encore méconnus ! Sans oublier l'authentique pizza telle qu'elle a été inventée à Naples... Plaisir garanti !

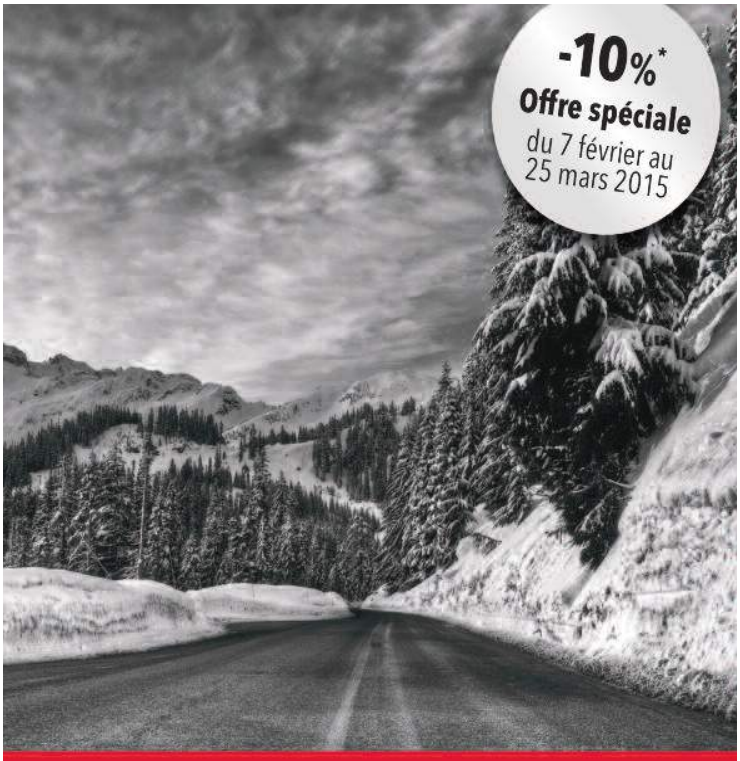
En franchissant la porte du Mediterraneo, 52, rue Victor Mac Auliffe, à Saint-Denis, vous ferez un beau voyage culinaire en Italie.

Mediterraneo – 52, rue Victor Mac Auliffe
97400 Saint-Denis
Tél. : 0262 13 47 02 – Mobile : 0692 62 15 58
E-mail : info@mediterraneo.fr
Ouvert du mardi au samedi midi et soir,
fermé dimanche et lundi.

Chambres climatisées - Coffre individuel - Minibar
Free ADSL Internet - TV Sat - Ecran plat

Chambre Standard 98 000 Ar TTC
Suite ou studio 128 000 Ar TTC
Loft 198 000 Ar TTC
Appartement F3 Antsahavola 275 000 Ar TTC
Appartement F2 Fort Voyron 198 000 Ar TTC

À côté de l'Ambassade de France, Antsahavola Antananarivo
palmhotel@moov.mg



SÉJOUR EN FRANCE
LOCATION DE VOITURE EN MÉTROPOLE

Simplifiez-vous les vacances !
Service clé en main réservé aux résidents réunionnais.

- **Kilométrage illimité**
- **580 agences AVIS en France**
  Une large gamme de véhicules, retour gratuit dans l'agence de votre choix
- **Service tout compris**
  Réduction ou annulation** de franchise, assurance personnes transportées, second conducteur offert**

Réservation : 0262 42 15 99
www.avisreunion.com/sejourenfrance

** Voir conditions en agence ou sur www.avisreunion.com/sejourenfrance.*
*** en fonction de la durée de location. Voir conditions.*

AVIS®

MADAGASCAR

LE FORUM INTERNATIONAL DES INVESTISSEURS SOULIGNE LE BESOIN DE RÉFORMES

Les intervenants dans les débats ont rappelé le rôle capital de l'État dans l'amélioration du climat des affaires.

Njaratiana Rakotoniana

Organisé du 4 au 6 décembre par l'agence parisienne Malet and Malet, dirigée par Saholy Malet, cette première édition intervient alors que le nombre de visas d'investisseurs à chuté à 201 au 30 septembre 2014 après avoir atteint les 1 052 en 2013.

Par Tsirisoa Rakotondravoavy
tsirisoa@ecoaustral.com

Le ministre de l'Industrie chargé du secteur privé, Jules Etienne Rolland, a soutenu l'initiative de ce premier « *forum des investisseurs à Madagascar et en Afrique* » en soulignant le « *besoin pressant du pays en investissements étrangers* ». À l'heure actuelle, la Grande île dépend surtout du secteur minier qui pèse plus de 60% de son PIB en 2014 mais qui a subi un ralentissement mondial.

Saholy Malet a organisé des rencontres B to B entre investisseurs et porteurs de projets internationaux et malgaches. Ces rencontres confidentielles ont vu la participation d'investisseurs représentant des fonds étrangers comme Dominique de Tassigny de ANTs Management Ltd, Cheick Keita de la Chambre d'initiative pour le développement des investissements des groupements en Afrique, Joël Brocquet du Carrefour des acteurs sociaux chargé du partenariat eurafricain et de l'artiste Emmanuelle Vidal de Fonseca, fille du célèbre artiste Douta Seck, représentant la Maison des Arts Douta Seck. Ces investisseurs ont préalablement choisi un secteur où des porteurs de projets leur ont été présentés par l'agence Malet and Malet. L'autre volet du forum a consisté en des débats ouverts dans la nef centrale de l'hôtel du Louvre, à Tananarive.

NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LE CLIMAT DES AFFAIRES

Des invités comme Patrick Pisal Hamida, directeur général de Telma, partenaire du forum et Michel Barré, patron d'Orange Madagascar, ont souligné d'une même voix la menace que pourrait constituer l'arrivée annoncée d'un quatrième opérateur de télécoms. Michel Barré a souligné qu'un « *marché pesant 300 millions d'euros en moyenne annuelle n'est pas ouvert pour un autre opérateur alors que l'État malgache fait payer aux opérateurs présents une taxe à plus de 40%, la deuxième d'Afrique* ». Pisal Hamida, pour sa part, a rappelé que les opérateurs ont dépensé des sommes énormes en infrastructures et aussi pour leur alimentation en énergie. Les opérateurs de téléphonie et d'Internet ont d'ailleurs rappelé qu'ils sont les investisseurs les plus actifs sur la Grande île et qu'ils tiennent un rôle central dans le développement, la croissance économique et surtout dans la sécurisation globale des investissements du pays.

Les intervenants dans les débats ont souligné le rôle capital de l'État dans l'amélioration du climat des affaires. L'allègement des taxes pour les nouveaux investisseurs a été évoqué alors que l'État a fait un geste en fin d'année 2014 en décidant d'exonérer jusqu'à 50% les taxes sur les nouveaux investissements.

Joël Brocquet, du Carrefour des acteurs sociaux, a insisté sur l'utilité de la prise en main de l'organisation des collectivités décentralisées pour la gestion commune des investissements, notamment en termes de ressources naturelles locales et surtout dans la gestion des redevances locales, en particulier dans les projets miniers et pétroliers. Cheick Keita a relayé cette idée de mettre en avant les ayant droits locaux en parité avec le gouvernement central pour un nouveau partage des richesses. Des problématiques qu'on retrouve dans d'autres États d'Afrique. Ces invités ont d'ailleurs partagé leurs expériences dans d'autres pays du continent où des réformes ont été mises en œuvre par les gouvernements. L'État malgache a entrepris une réforme des textes régissant les projets miniers, notamment en matière de délivrance des permis. Madagascar vient de délivrer à nouveau la possibilité de demander des terrains domaniaux pour l'agribusiness, après des années de gel. Mais tous les intervenants du forum sont unanimes sur l'idée que ces actions de l'État ne seront pas suffisantes tant que toutes les réformes nécessaires ne seront pas initiées. Le problème relève souvent d'une volonté politique, d'autant plus que la gouvernance à Madagascar présente une instabilité permanente. Comme vient de le montrer la démission en bloc du gouvernement de Roger Kolo.

UN PROJET DANS LES MICRO ALGUES

Parmi les projets les plus porteurs présentés lors du forum, celui de Nick Richard Ratsimbazafy dans les micro algues a éveillé l'intérêt de certains investisseurs. Nick Richard Ratsimbazafy est d'ailleurs membre du comité directeur de l'IMI (Institut malgache de l'innovation).

MADAGASCAR

RETOUR EFFECTIF DE L'AGOA DÉBUT 2015

L'entrée en vigueur de l'African Growth Opportunity Act (AGOA) est imminente. La Grande île a rempli toutes les conditions requises cinq mois après sa réintégration dans la liste des pays bénéficiaires de la loi.

Par Njaratiana Rakotoniaina
njara@ecoaustral.com

Présidence de la République de Madagascar

Le Secrétaire d'Etat américain John Kerry au Sommet de l'AGOA 2014. Avec le retour de cet accord, les opérateurs autorisés du secteur textile pourront bénéficier du « Third Country Fabric » et importer des matières premières ainsi que des accessoires sans en payer les droits de douanes.

Présidence de la République de Madagascar

Hery Rajaonarimampianina, président de la République, a visité la société Mazava Sportwear à Tananarive qui devrait bénéficier du retour de l'AGOA.

L'AGOA devrait être effectif au début de l'année 2015 d'après le ministre du Commerce et de la Consommation, Narson Rafidimanana. Toutes les exigences, notamment administratives, ont été prises en compte. Par exemple, le décret de mise en œuvre du système de visa AGOA pour les articles textiles et vestimentaires a été promulgué et le document de compilation des règlementations en vigueur sur les engagements du gouvernement malgache par rapport au « *visa agreement* » a été établi. L'administration locale a même déjà pris un arrêté interministériel fixant la composition, l'organisation, le fonctionnement et les attributions du comité interministériel AGOA ainsi que la procédure d'octroi et de radiation d'une attestation d'éligibilité des entreprises. La Grande île n'attend donc plus que l'approbation du Sénat américain et la notification du gouvernement Obama pour pouvoir reprendre les activités commerciales dans le cadre de cette loi. En prévision de cette entrée en vigueur, les pouvoirs publics et le secteur privé préparent activement le terrain. Avec l'United States Agency for International Development/ East Africa Trade and Investment Hub (USAID/EATIH), la Chambre de Commerce américaine (AmCham) et le Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP), ils ont tenu un atelier technique pour renforcer les capacités des opérateurs à Madagascar. Par ailleurs, ils concoctent une stratégie nationale AGOA avec des techniciens américains, comme ce fut le cas au Kenya et à Maurice. Celle-ci devrait principalement s'articuler autour de la nécessité de déterminer les avantages comparatifs du pays en vue de développer l'exportation textile. Il est prévu d'identifier de nouveaux produits et des produits de niches, de réintroduire Madagascar dans les réseaux d'acheteurs américains via la participation à des foires, ainsi que d'organiser au moins deux missions commerciales pour mettre en relation les industriels de Madagascar et les acheteurs américains.

OBJECTIF : RECRÉER 200 000 EMPLOIS DANS LES CINQ ANS

Avec cette loi, Madagascar bénéficiera à nouveau d'une exportation sans restriction quantitative et en franchise douanière vers les Etats-Unis. En plus du textile et de l'habillement, 7 000 lignes de produits pourront y être exportées. La liste reste cependant à définir entre le ministère de tutelle et le secteur privé. En outre, les opérateurs textiles en zone franche seront exemptés de la taxe douanière américaine de 11 542 euros (14 500 dollars) par conteneur. Cela devrait générer des capitaux supplémentaires qui pourront être réinvestis dans l'amélioration de la compétitivité du secteur. D'autant que certains opérateurs parviennent à exporter deux conteneurs par semaine.

Dans les cinq prochaines années, le secteur textile compte recréer 200 000 emplois locaux et générer des exportations de plus de 800 millions d'euros (1 milliard de dollars) vers les États-Unis. Un objectif réalisable selon le président du GEFP, Charles Giblain. Cela ne pourra que renforcer la tendance haussière de la balance commerciale entre les deux pays, en augmentation de 47,7% depuis 2012 mais encore en faveur des États-Unis. Pour atteindre cet objectif ambitieux, les domaines de l'énergie et de la logistique nécessitent une amélioration.

MADAGASCAR

RECONNAISSANCE INTERNATIONALE POUR FTHM CONSEILS

Le magazine britannique « Acquisition international » lui a décerné le prix du meilleur cabinet de l'année dans la catégorie « Financial Consultancy firm ». FTHM Conseils vient aussi de nouer un partenariat avec Lexel Juridique et Social, cabinet malgache aux activités complémentaires.

Par Njaratiana Rakotoniaina
njara@ecoaustral.com

Tsirisoa Rakotondravoavy

Les trois associés de FTHM Conseils, de gauche à droite : Xavier Michel, Thierry Rajaona et Alain Pierre Bernard.

Tsirisoa Rakotondravoavy

Olivier Ribot (à gauche), associé fondateur de Lexel Juridique et Fiscal et Thierry Rajaona, associé fondateur et gérant de FTHM Conseils. Leur partenariat vise à créer un guichet unique.

Décrocher le « *Financial Consultancy Firm Award* » n'est pas une mince affaire, mais le cabinet de Thierry Rajaona, spécialisé dans le conseil en stratégie et en management, ainsi que dans l'externalisation de services, l'a réussi. Il a su profiter de son expérience de vingt ans et mener des missions d'envergure qui lui ont valu, d'ailleurs, un long article dans le magazine « *Forbes Afrique* ». Avant d'arriver à la « *short list* » des gagnants, le vote des lecteurs d'« *Acquisition International* » est associé à une investigation du magazine britannique et à la fourniture de certains documents par les candidats. Un tel processus de sélection permet d'assurer une représentation fidèle du marché et de primer des gagnants qui se situent à la pointe dans leur domaine. Ces « *Financial Awards* » sont décernés uniquement aux entreprises qui ont été désignées par leurs clients, leurs pairs et des experts pour leur travail remarquable au cours des douze derniers mois.

D'après les explications des responsables de FTHM Conseils, l'acquisition du « *Financial Consultancy Firm Award* » a été influencée par la réussite de deux missions d'envergure. D'une part, le cabinet a apporté une assistance technique à la société malgache d'exploitation d'engrais organique Guanomad et lui a permis d'obtenir un apport de 2,8 millions d'euros dans son capital de la part d'un fonds d'investissement. D'autre part, FTHM Conseils a réussi en 2014 à assister le gouvernement comorien dans la finalisation de la première opération de privatisation de la Banque de développement des Comores. Mais cette consécration internationale résulte aussi d'une amélioration continue de ses prestations. En effet, une fois les missions achevées, le cabinet demande à ses clients une évaluation à travers une notation sur une échelle allant de 1 à 10. Et le résultat est satisfaisant car, avec un objectif de 8 de moyenne, FTHM Conseils est arrivé à atteindre 8,2.

CRÉATION D'UN GUICHE UNIQUE

Selon Thierry Rajaona, associé gérant de FTHM Conseils, l'obtention de ce prix profitera au cabinet et à la soixantaine de personnes qui le composent. « *Les employés seront fiers de leur société et heureux d'y travailler et de contribuer à sa croissance. Pour les associés et les cadres supérieurs, cela montre que la stratégie adoptée a été pertinente.* » Les réorientations stratégiques opérées entre 2002 et 2009 se sont avérées payantes. Ce prix renforcera en outre la confiance des clients envers le cabinet. Il servira de gage dans les missions de FTHM Conseils d'offrir une haute qualité de services. Les perspectives se révèlent d'ailleurs encourageantes. FTHM s'est engagé dans un partenariat privilégié avec Lexel Juridique et Social, un cabinet local de renom, afin de proposer à ses clients nationaux et internationaux des prestations complètes. L'enjeu est de taille car, dans un contexte où les entreprises doivent se focaliser sur leur métier, l'apport de prestataires de haut niveau participe à leur réussite. Les cabinets conseils sont même considérés comme de véritables accélérateurs de croissance. Ce partenariat avec Lexel vise ainsi à créer un guichet unique, regroupant plusieurs expertises aux normes de qualité conformes aux standards internationaux.

MADAGASCAR

De l'EX au PORT

TROPHEE CAP EXPORT

2014

3ème édition

CAP EXPORT MADAGASCAR

CCI FRANCE MADAGASCAR

afd AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

TRÉSOR DIRECTION GÉNÉRALE

Le projet CAP EXPORT et la CCI FRANCE MADAGASCAR vous témoignent leur reconnaissance à l'encontre des AUTORITES, des CORPS DIPLOMATIQUES et des INVITES présents ;

leur gratitude envers leurs PARTENAIRES ;
et leurs vifs remerciements envers les MEMBRES DU JURY et les ORGANISATEURS.

Le projet CAP EXPORT et la CCI FRANCE MADAGASCAR félicitent les lauréats :

- GRAND PRIX DU JURY Cap Export du Meilleur Exportateur 2014 : FTHM
- Prix spécial du Jury sur l'INNOVATION : TAHIANA CREATION
- Prix spécial du Jury pour la « MEILLEURE EXPORTATRICE » : Dolly MIADANTSOA
- Trophée pour les SERVICES : IRE – OI (Internet Revolution de l'Océan Indien)
- Trophée pour l'ARTISANAT : TAHIANA CREATION
- Prix d'encouragement en ARTISANAT : NIRINA ART KANTO
- Prix d'encouragement en INDUSTRIE : CARAMBOLE EDITION

AIRFRANCE FRANCE IS IN THE AIR

L'Express

Air Madagascar

STAR

L'Eco austral

Coach

L'Histoire de l'exportation a été survolée en une soirée.

Rendez-vous, à la 4ème édition.

« Du Port vers … le monde »

DHL

BFV - SG

Orange Money

MADAGASCAR

CERTIFICATION ISO 9001-2008 POUR MICTSL SUR LE PORT DE TAMATAVE

Filiale d'un groupe Philippin, Madagascar International Containers Terminal Services Ltd gère le terminal A depuis 2005 et veut montrer ainsi son niveau de compétences dans les activités d'acconage et de manutention de conteneurs.

Par Mbolahasina Maminirina
maminirina@ecoaustral.com

Port de Tamatave

Durant les douze derniers mois, MICTSL a investi 14 millions d'euros pour améliorer la capacité du terminal à conteneurs de Tamatave. Et depuis 2005, le total de ses investissements s'élève à 59 millions d'euros.

« *Le port de Tamatave est un port performant et cette certification a renforcé la conviction de MICTSL sur ses énormes potentialités, encore méconnues du grand public.* » Rachid Baho, directeur général de cette filiale du Philippin ICTSL (International Containers Terminal Services Ltd) ne cache pas sa satisfaction. L'initiative du gestionnaire du terminal A d'améliorer sa démarche qualité s'est soldée par l'obtention de la certification ISO 9001-2008. Un moyen pour MICTSL de valoriser ses efforts et de faire attester ses compétences par l'Afnor. Une certification qui arrive à une période où les flux de marchandises conteneurisées s'accroissent de manière considérable et où le port de Tamatave est appelé à augmenter ses capacités. À ce titre, MICTSL a engagé d'importants investissements sur les infrastructures et sur les matériels adaptés aux normes internationales. Il s'agit notamment du renforcement de la flotte de grues par le rajout de deux grues de terre, d'une grue de débarquement-embarquement des conteneurs, ainsi que le développement d'une surface supplémentaire de stockage des conteneurs. Certes, le terminal à conteneurs de Tamatave est déjà réputé comme l'un des plus productifs de la zone sud-ouest de l'océan Indien, mais cette certification renforce la position de MICTSL dans la mise en concession des activités portuaires.

Durant les douze derniers mois, l'entreprise a investi 14 millions d'euros pour améliorer la capacité de ce terminal à conteneurs. Et depuis 2005, le total de ses investissements s'élève à 59 millions d'euros. L'accroissement de la capacité du terminal, allant de 200 000 EVP (Equivalents vingt pieds) à 400 000 EVP fait partie des améliorations entamées en vue d'assurer la performance des opérations suivant les normes internationales. MICTSL avait déjà été récompensée en 2013, ayant suivi les codes des normes internationales pour les sociétés de navires et d'installations portuaires, connues sous le sigle ISPS (International Ship and Port facility Security).

L'ITALIEN HYDELEC LANCE UNE NOUVELLE CENTRALE HYDROÉLECTRIQUE

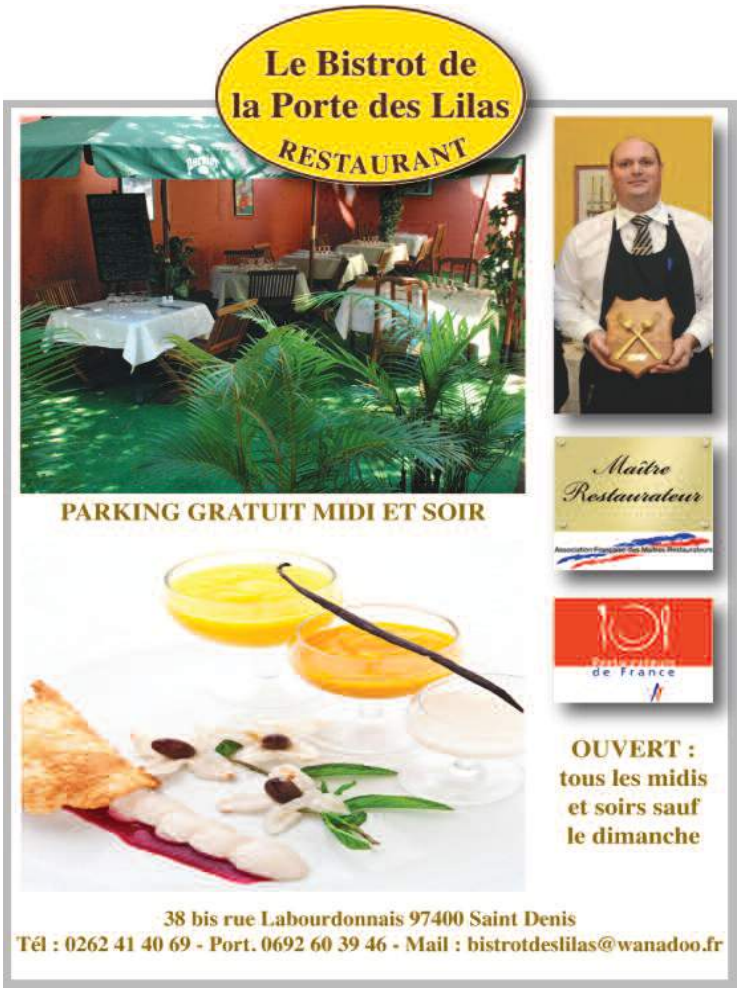
Njaratiana Rakotoniaina

Franco Tozzi (à droite), président du groupe italien Tozzi Holding, lors de la pose de la première pierre de la future centrale de Farahantsana. Un investissement de 28,5 millions d'euros.

Par Njaratiana Rakotoniaina

Hydelec Madagascar continue son avancée en matière de fourniture d'énergie dans la Grande île. Après celles de Sahanivotry à Antsirabe, à 167 km au sud de Tananarive, et de Vodiriana à Maroantsetra, au nord-est du pays, la société se lance dans la construction d'une nouvelle centrale hydroélectrique à Farahantsana, à 69 km au nord-ouest de Tananarive. Un projet qui avait été mis en veille pendant treize ans et qui a été repris par cette filiale de la branche Tozzi Renewable Energy (TRE) du groupe italien Tozzi Holding. Pour achever cette réalisation en seize mois, Hydelec prévoit d'investir 28,5 millions d'euros. « *Ce sera un projet d'envergure en terme d'investissement d'après crise* », explique le président du groupe, Franco Tozzi, venu à Madagascar pour la pose de la première pierre. Le coût d'installation de la centrale entre dans la moyenne internationale comprise entre 1,5 et 1,8 million d'euros le Mégawatt (Mw). Et le retour sur investissement devrait être atteint entre dix et quinze ans. Selon Célestin Randriamiarimanana, directeur technique chez Hydelec, l'infrastructure offrira une puissance de 18 Mw. Cependant, comme c'est une centrale dite « *au fil de l'eau* », la capacité sera réduite entre 3 et 4 Mw en période d'étiage. Une fois achevée, elle alimentera la commune hôte avec ses 7 700 habitants et les localités environnantes, mais surtout le réseau interconnecté de Tananarive (RIT). En effet, la capitale a des besoins énergétiques croissants. Actuellement, elle demande 200 Mw par jour en période de pointe.

Santé austral
santé austral
L'OFFICIEL DE LA SANTÉ DANS L'OCÉAN INDIEN
Numéro 6
RÉUNION - MAURICE - MADAGASCAR - MAYOTTE - AFRIQUE
2,50€ • Rs 100
MICHEL DELEFLIE
SA NOUVELLE
AVENTURE
AU TCHAD
CANCER
ENQUÊTE
SUR LE MAL
DU SIÈCLE
COMMENT LE PRÉVENIR ET MIEUX LE SOIGNER
EN VENTE
EN KIOSQUE
INNOVATION
L'HYPNOSE DANS
LA RÉUNION


Le Bistrot de
la Porte des Lilas
RESTAURANT
PARKING GRATUIT MIDI ET SOIR
Maître
Restaurateur
de France
OUVERT :
tous les midis
et soirs sauf
le dimanche
38 bis rue Labourdonnais 97400 Saint Denis
Tél : 0262 41 40 69 - Port. 0692 60 39 46 - Mail : bistrotdeslilas@wanadoo.fr

Les Roches Rouges
HOTEL RESTAURANT MAHAJANGA
19 chambres avec vue panoramique
www.rochesrouges.mg

OCÉAN INDIEN/AFRIQUE

LES ENGAGEMENTS DE L'AFD ONT ATTEINT UN NIVEAU HISTORIQUE

L'AFD a alloué au ministère de l'Environnement de l'Union des Comores une subvention de 3 millions d'euros pour le parc marin de Mohéli. Debout sur la photo, de gauche à droite : Philippe Lacoste, ambassadeur de France aux Comores et Abdou Nassur, ministre comorien de la Production, en charge de l'Environnement.

DR

L'Agence française de développement a accordé 7,8 milliards d'euros de financements en 2013 et sa filiale Proparco 850 millions d'euros, en progression respectivement de 8% et 15%. Si l'Afrique reste la cible prioritaire, l'Outre-mer français n'est pas négligé avec La Réunion en première position.

Par Jean-Michel Durand
jeanmicheldurand@ecoaustral.com

« *L'Afrique est en pleine croissance économique et démographique (…) Le groupe AFD apportera 20 milliards d'euros à ce continent dans les cinq prochaines années. En 2013, plus de la moitié de nos financements hors Outre-mer ont bénéficié à l'Afrique subsaharienne et au Maghreb.* » Anne Paugam, directrice générale de l'Agence française de développement (AFD) se montre offensive dans la présentation de son bilan 2013 où les financements, d'un montant total de 7,8 milliards d'euros, concernent pour la moitié les infrastructures, l'appui au secteur productif (21%), l'éducation et la santé (10%). Quant à Proparco, sa filiale de capital-investissement, elle a octroyé 850 millions d'euros à 63 projets dans 70 pays.

L'Afrique subsaharienne représente exactement 46% des financements octroyés à des pays étrangers par le bailleur de fonds, soit 2,8 milliards d'euros. Le groupe AFD s'est concentré sur le secteur bancaire et financier, l'agro-industrie, le tourisme, la formation professionnelle, le renforcement des capacités commerciales et le transport. Ainsi, l'Afrique du Sud a reçu de l'Agence plus d'un milliard d'euros sur la période 2011-2014 dans trois secteurs d'intervention prioritaires : les infrastructures (eau, transport, énergie), le développement urbain durable et intégré et la « *promotion des biens publics mondiaux* » (efficacité énergétique, développement des énergies renouvelables).

Les montants engagés par l'AFD dans les pays en développement ont permis, entre autres, de scolariser 450 000 enfants au primaire, d'améliorer et sécuriser l'habitat d'un million de personnes, de permettre à 1,5 million d'habitants d'accéder à une eau pérenne, d'assurer le financement de 73 000 petites entreprises et même de financer 30 millions d'hectares pour la gestion durable...

DANS L'OCÉAN INDIEN : UN + UN ÉGALE TROIS

Avec 4,6 milliards d'euros d'engagements depuis 2007 dans le « *grand océan Indien* » et 42 millions d'euros pour la coopération régionale (hors projets d'infrastructures), l'AFD se veut être un acteur majeur de la coopération dans cette région du monde. Son fil conducteur est de « *promouvoir une dynamique gagnant-gagnant* » entre les territoires français ultramarins et les États voisins en « *favorisant les échanges et les complémentarités entre eux avec pour objectif d'obtenir un effet 1 + 1 = 3.* »

L'AFD a deux priorités dans l'océan Indien : mieux prendre en compte les biens publics régionaux et accompagner le développement économique. Pour cela, elle poursuit et renforce sa coopération avec la Commission de l'océan Indien. Près de 16 millions d'euros ont été engagés depuis 2007 sur les biens publics régionaux (adaptation aux changements climatiques, prévention et gestion des catastrophes naturelles, réseau de surveillance épidémiologique et gestion intégrée de zones côtières) et récemment les échanges économiques (avec notamment une étude sur le traitement des déchets).

OCÉAN INDIEN/AFRIQUE

Davidsen Arnachellum

La Mauritius Commercial Bank (MCB) a signé avec l'AFD un accord pour fournir des « crédits verts » aux entreprises de Maurice et de la zone. L'AFD a prévu une ligne de 60 millions d'euros gérée par la MCB, en première position, et par d'autres banques mauriciennes. De gauche à droite, lors de la signature de l'accord : Jean-Francois Desvaux de Marigny, Deputy Chief Executive Banking de la MCB et Laurence Breton-Moyet, directrice de l'AFD à Maurice, aujourd'hui en poste à à la direction à Paris où elle est chargée du développement durable.

Autre engagement de l'AFD, sa coopération active avec l'Union des chambres de commerce et d'industrie de l'océan indien (l'UCCIOI) via un programme de 2,4 millions d'euros. Il vise à identifier les leviers d'amélioration des échanges économiques régionaux, à soutenir l'émergence de filières ou secteurs porteurs (tourisme, TIC, formation professionnelle maritime…) et à promouvoir des modes d'association collaborative de type cluster.

À octobre 2012, les financements accordés par l'AFD aux Comores ont représenté un montant total de 38,05 millions d'euros. Ils sont répartis dans quatre secteurs principaux : la santé (11,6 millions d'euros), le secteur économique et financier (6,6 millions d'euros), l'eau potable et l'assainissement (10,6 millions d'euros) et le développement rural et la sécurité alimentaire (5 millions d'euros). Moroni bénéficie aussi de plusieurs projets financés par l'AFD à travers la COI dont la surveillance épidémiologique pour un montant global de 6 millions d'euros et la lutte contre les catastrophes naturelles (2 millions d'euros).

RÉOUVERTURE DES ROBINETS À MADAGASCAR

Madagascar appartient à la liste des pays pauvres de la coopération française. À ce titre, la Grande île peut bénéficier de tous les types de financement mobilisables par l'AFD, en particulier les subventions, mais aussi les garanties ARIZ (produit qui facilite l'accès au crédit des PME/PMI et institutions de microfinance). Et depuis sa réadmission au programme FMI en 2014, Madagascar peut également à nouveau souscrire aux prêts souverains de l'AFD. L'essentiel des financements est consacré aux secteurs de l'éducation et de la formation professionnelle, de la santé, de l'agriculture et du développement urbain. En 2013, 13 millions d'euros ont été décaissés par l'AFD. Et pour soutenir la relance économique, la « *banque mondiale hexagonale* » a engagé 2 millions d'euros en faveur du secteur privé.

Depuis son retour à Maurice en 2006, l'Agence a déployé plus de 450 millions d'euros d'engagements. Elle se concentre sur les infrastructures, le secteur productif et le développement durable avec notamment des « *crédits verts* » accordés, via certaines banques, au secteur privé de Maurice et de la zone. La seconde ligne de ces « *crédits verts* », lancée en avril, se monte à 60 millions d'euros.

LES OUTRE-MER GRANDS GAGNANTS

Les Outre-mer français représentent, quant à eux, 20% de l'activité de l'AFD qui a augmenté ses financements. Le volume dépasse 1,5 milliard d'euros. « *Ces chiffres sont révélateurs de l'évolution du positionnement de l'AFD depuis la crise économique et financière de 2008. L'atonie du secteur bancaire et le resserrement du crédit ont amené l'Agence à jouer un rôle contracyclique important aux opérateurs privés et publics (…) Ceux-ci la voient aujourd'hui comme un partenaire solide qui, sans se substituer aux banques commerciales, agit à leurs côtés en faveur de la croissance, de l'emploi, de la cohésion sociale et de la protection de l'environnement* », précise Anne Paugam, la directrice générale de l'AFD.

Avec 400 millions d'euros de nouveaux financements en 2013 (en légère baisse), La Réunion reste la première collectivité d'Outre-mer de l'AFD. Par exemple, l'Agence y a accordé des prêts en faveur de la distribution de l'eau potable et de l'assainissement collectif à trois collectivités pour 34 millions d'euros dont 24 millions à la Communauté d'agglomérations du Sud. Érigée en priorité sectorielle par le Conseil régional, une nouvelle politique touristique est à l'œuvre. Pour accompagner cette dynamique, l'AFD multiplie les interventions en faveur de la filière via les garanties octroyées par le Fonds DOM et elle met aussi à disposition des entrepreneurs les produits de la gamme Bpifrance Financement comme le prêt pour la rénovation hôtelière. Elle a aussi accordé en 2013 un prêt direct de 4,5 millions d'euros pour la construction et l'exploitation d'un complexe hôtelier quatre étoiles.

L'AFD accompagne l'île vers son autonomie énergétique en finançant, par un prêt bonifié de 15 millions d'euros, un plan de développement durable de la Société immobilière du département de La Réunion (SIDR) dont elle est d'ailleurs un actionnaire important. La coopération de Port-Louis avec Saint Denis tient une place centrale dans la stratégie de coopération régionale de l'Agence. Ce rapprochement concerne les domaines de l'énergie, de la protection de l'environnement et, plus largement, du développement durable afin d'exploiter les synergies potentielles dans la mise en œuvre des programmes GERRI (Green Energy Revolution : Reunion Island) et Maurice Ile Durable (MiD). Dans ce cadre, l'AFD a favorisé la mise en place d'un accord intergouvernemental prévoyant la coopération entre Maurice et différents acteurs de La Réunion dans le domaine de l'énergie. On y trouve la maîtrise de la demande énergétique dans les bâtiments et dans l'industrie, l'aménagement durable du territoire et l'insertion d'énergie intermittente sur les réseaux insulaires.

Enfin, dans le 101ème département français, Mayotte, l'AFD a accordé un prêt de 28,2 millions d'euros à la Société immobilière de Mayotte (SIM) pour financer ses nouveaux programmes immobiliers.

MONDE

2015 : LE DÉBUT DU SIÈCLE CHINOIS ?

Grande muraille de Chine. Le symbole d'une puissance millénaire.

Stocklib

C'est un séisme géopolitique annoncé depuis quelques années. Le classement de la Chine comme première puissance économique mondiale, devant les Etats-Unis, suscite des controverses.

Dans un rapport, le Fonds monétaire international (FMI) a indiqué que la Chine était maintenant la « *plus grande économie mondiale* » en parité de pouvoir d'achat (PPA), une analyse qui a entraîné des réactions mitigées dans le monde entier. Selon le document, en 2014, la Chine, avec une économie de 17 600 milliards de dollars en PPA contre 17 400 milliards pour les Etats-Unis, est devenue la première économie mondiale. En 2000, la production américaine était trois fois plus importante que celle de la Chine, rappelle « *Dow Jones' MarketWatch* ». La parité de pouvoir d'achat, une méthode utilisée pour établir une comparaison du pouvoir d'achat des devises nationales entre les pays, mesure à quel point une devise permet d'acheter de biens et des services dans chacune des zones comparée.

Les prix ne sont pas les mêmes dans chaque pays et une même chemise coûtera moins cher à Shanghai qu'à San Francisco. Comparer l'économie de différents pays sans prendre en compte ces facteurs n'est pas toujours fiable. Malgré le fait qu'un Chinois moyen gagne beaucoup moins qu'un Américain moyen, convertir tout simplement le salaire chinois en dollars pourrait sous-évaluer le pouvoir d'achat d'un individu chinois et donc de toute la Chine, expliquent des experts.

LA PLUS GRANDE MAIS PAS LA PLUS RICHE

Actuellement, la Chine serait, en quelque sorte, la plus grande économie mondiale, « *mais elle n'est toujours pas le pays le plus riche. Son produit intérieur brut (PIB) par habitant est encore de moins d'un quart de celui des Etats-Unis* », indique pour sa part le « *Financial Times* ». Cependant, le rapport du FMI garde une grande signification symbolique : en 1872, les États-Unis sont devenus la plus grande économie au monde, dépassant ainsi le Royaume-Uni, mais aujourd'hui, « *les Américains ne sont plus les maîtres absolus du trône* », rapporte le « *Daily Telegraph* ». En s'appuyant sur le rapport du FMI, Joseph Stiglitz, l'un des économistes les plus influents du monde d'aujourd'hui, donne quelques

avertissements sérieux aux décideurs politiques et députés américains dans son article « *Le Siècle chinois* », publié dans le dernier numéro du magazine « *Vanity Fair* ». Le prix Nobel d'économie, qui a visité plusieurs fois la Chine, a déclaré que 2014 serait la dernière année où les États-Unis pourraient prétendre être la plus grande puissance économique au monde et que 2015 serait le début du « *siècle chinois* ». « *La Chine débute 2015 avec une position dominante, une place qu'elle occupera probablement pendant très longtemps, sinon pour toujours. Ce faisant, elle revient à la position qu'elle a occupée pendant la majeure partie de l'histoire humaine* », écrit-il. Mais pour d'autres analystes, il ne s'agit-là que d'une illusion. Pour ces derniers, même si la Chine venait à devancer les États-Unis pour se hisser au rang de première puissance économique mondiale, et cela nécessiterait des mesures exactes, ce qui est pour l'instant loin d'être le cas, il y aurait un risque de surinterprétation, pouvant conduire à de l'exaltation ou à de l'appréhension, ce qui serait inutile. Il n'y aurait pas lieu de s'inquiéter si la Chine venait à supplanter les Etats-Unis sur le plan de la production économique, mais il serait bien plus choquant et étrange qu'un pays avec une main-d'œuvre si nombreuse et si travailleuse continue de produire moins. Même scepticisme de la part des internautes chinois. Un sondage récent mené par Xinhua International et Tencent, le géant chinois de l'internet, montre que 53% des 65 000 personnes interrogées ne pensent pas que 2015 marquera l'avènement du « *siècle chinois* ». Selon ce sondage, 63% des internautes interrogés pensent que la Chine devrait continuer à se concentrer sur la promotion de son développement économique

StockRb

Le centre financier de Shanghai. La capitale des nouveaux capitalistes chinois vit à un rythme effréné.

et sur l'amélioration du niveau de vie de sa population. « *Devenir la première économie mondiale n'est pas la priorité absolue de la Chine à l'heure où notre PIB par habitant n'est qu'un tiers de celui de l'Europe de l'Ouest et un quart de celui des Etats-Unis et où il reste un long chemin à parcourir pour réduire le fossé actuel des inégalités au sein de la population* », commente un internaute chinois.

UNE SITUATION GAGNANT-GAGNANT AVEC LES ÉTATS-UNIS

La montée en puissance de l'économie chinoise conduira-t-elle à une rivalité entre Beijing et Washington ? Contrairement à ce que redoutent de nombreux Américains, Joseph Stiglitz affirme que la croissance de la Chine est « *complémentaire* » à celle des États-Unis. « *Nous ne pouvons pas changer ces réalités économiques. Mais si nous y répondons de la mauvaise manière, nous risquons une réaction brutale qui aboutira soit à un dysfonctionnement du système mondial, soit à un ordre mondial qui ne sera clairement pas ce que nous aurions voulu* », avertit l'économiste américain. « *Si la Chine se développe plus vite, elle achètera plus de nos produits et nous prospérerons* », prédit-il. De nombreux Chinois estiment qu'une puissance américaine forte profite à leur pays, de la même façon qu'une Chine forte est dans l'intérêt des États-Unis.

Même s'il serait illusoire de s'imaginer qu'il n'y a pas de tensions entre les deux pays, il n'est pas insensé de conclure que leurs engagements ne vont pas forcément dégénérer en confrontation et en tragédie, surtout si l'on prend en compte l'approfondissement constant de la mondialisation et la convergence croissante de leurs intérêts, affirment des experts chinois. « *Un monde en pleine croissance sera un monde plus propre, plus sain et plus instruit. Près d'un cinquième de la population mondiale vit en Chine. Mieux les Chinois se porteront, mieux l'ensemble de la population mondiale ira. Lorsque d'autres nations prospéreront, l'Amérique ne sera pas la plus pauvre, a estimé le chroniqueur du « Boston Globe »*, Jeff Jacoby, dans son article « *Une Chine en bonne santé est dans l'intérêt de l'Amérique* ».

Un nouvel ordre politique et économique mondial est en train de se former, ce qui donne lieu à de nouvelles réalités économiques. « *Nous devons profiter de ce moment où la Chine devient la plus grande économie mondiale pour réorienter notre politique étrangère en mettant fin à la politique d'endiguement* », conclut Joseph Stiglitz.

LE CLUB MED PASSE SOUS PAVILLON CHINOIS

La période des fêtes a mis fin au long bras de fer qui opposait le chinois Fosun à l'Italien Bonomi dans la prise de contrôle du Club Med. C'est finalement l'homme d'affaires chinois, Guo Guangchang, appuyé par le Pdg de l'enseigne emblématique des « *Bronzés* », Henri Giscard d'Estaing, qui a remporté la mise en mettant sur la table près d'un milliard d'euros. Ce passage sous pavillon chinois scelle non seulement la montée en puissance de l'Empire du milieu, mais encore la « *fuite du pouvoir de décision des acteurs du secteur touristique français* ». Comme le rappelle le magazine français « *L'Expansion* » alors que l'Hexagone est la première destination touristique du monde (86 millions de visiteurs en 2012), les grandes entreprises françaises du secteur se comptent désormais sur les doigts de la main. Pour certains analystes, si ce passage permet au Club Med de devenir une marque globale, le revers de la médaille, c'est que les grands noms du tourisme hexagonal sont désormais contrôlés par des capitaux étrangers. La France n'occupe plus une place importante au coeur de la stratégie de ces groupes, et cela au profit des pays émergents.

Bruno Van Loocke

Le Club Med d'Albion, à Maurice, accueille déjà un tiers de Chinois. Une clientèle qui devrait encore augmenter.

L'innovation pour relancer le tourisme à La Réunion

ipreunion.com

En profitant de ses avantages naturels – dont son volcan en activité – et de son classement au patrimoine mondial de l'Unesco, La Réunion peut tirer son épingle du jeu. À condition d'innover, de fédérer ses acteurs dont les moyens individuels demeurent limités et de réinventer sa formation professionnelle.

Par Philippe Stéphant

L'innovation, pour le tourisme, c'est aussi, et même avant tout, une meilleure accessibilité à la destination. En fin d'année 2014, c'est Air Austral qui a annoncé l'actualité la plus innovante. « *Nous venons de signer un accord de partenariat important avec Air France pour un partage de codes sur 43 destinations européennes*, informe Jean-Marc Grazzini, directeur général adjoint et directeur commercial de la compagnie réunionnaise. *Ce sont 43 raisons nouvelles pour nous choisir et pour choisir La Réunion à partir de régions d'Europe qui n'ont jamais été travaillées commercialement.* » Ces accords permettent de faire le lien entre l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle, où opère Air Austral, et celui d'Orly d'où partent les vols d'Air France pour La Réunion. À partir de grandes villes européennes, les voyageurs n'achèteront qu'un seul billet avec un parcours entièrement sécurisé. « *Air Austral est aussi partenaire de la promotion de la destination Réunion et nous travaillons conjointement avec l'IRT* (Ile de La Réunion-Tourisme) *à des actions de marketing, comme c'est le cas en Afrique du Sud,* rappelle Jean-Marc Grazzini. *Les clés du succès sont de continuer le développement*

RÉUNION

Ipreunion.com

Organisé chaque mois par L'Eco austral, en partenariat avec Nexa, l'agence de développement de La Réunion, le Tecoma Business Forum se veut un véritable « think tank ». À même de réunir les acteurs d'un secteur et d'émettre des propositions précises.

de la compagnie par des actions de coopération avec des partenaires stratégiques et nous travaillons sur d'autres dossiers, par exemple avec une compagnie mozambicaine. » Leader sur le marché français, Air Austral a récemment réaffirmé son identité réunionnaise et développe aussi fortement la connectivité autour de La Réunion avec, par exemple, son « *Pass Iles Vanilles* ».

TRÈS PEU D'HÔTELS ONT LA CAPACITÉ D'INNOVER

Le secteur du tourisme est-il innovant à La Réunion ? « *Nous sommes plutôt dans la tradition,* constate Fabrice Manson, président de l'UHR (Union des hôteliers de La Réunion), *qui représente 27 établissements de 2 à 5 étoiles, soit 55% de l'hôtellerie classée de l'île, en nombre d'hôtels, et 75% en nombre de chambres. En 2015 et en 2016, de nouvelles chambres vont être créées. Il faut souhaiter que les nouvelles offres ne soient pas qu'une répétition de ce qui se fait et qu'elles puissent apporter un nouveau regard, une nouvelle dynamique.* » L'ensemble de l'hôtellerie classée compte 51 établissements, pour un total de 4 354 lits, qui forment de 25% à 30% de l'offre d'hébergement de La Réunion. Celle-ci compte plus de 13 000 lits touristiques dont un grand nombre sont offerts dans de petites structures, y compris les gîtes et locations saisonnières. « *Seulement cinq hôtels disposent de plus de 100 chambres,* souligne Yann Lefebvre, président du groupe Exsel Authentic hôtels. *90% des* …

Le projet Agauria vise cinq hôtels

Ce projet de tourisme adapté porte sur la création de cinq hôtels à La Réunion d'ici à 2017, pour un investissement global de 74 millions d'euros. Deux hôtels doivent ouvrir en 2016, dont un de 120 chambres à Bras-Panon, sur un site de 7 hectares, et un autre de 96 chambres à La Saline Les Bains. Le porteur de projet, qui reste anonyme, pourrait compter sur 8,5 millions d'euros de la part d'investisseurs locaux, sur une aide régionale et européenne de 17,5 millions d'euros et sur un apport en défiscalisation de 21 millions d'euros. La cible est un public de seniors, de personnes à mobilité réduite ou atteintes de pathologies, et un public de groupes, comme les comités d'entreprises, car ces types de clientèle peuvent bénéficier de séjours clés en main adaptés des besoins spécifiques. Ces hôtels, de type lodge 3 étoiles, seront accessibles à tous les publics. Le premier projet, à Bras-Panon, répond à un appel d'offres de la Cirest (Communauté intercommunale réunionnaise de l'est). Les hôtels de la Plaine des Cafres, de l'Entre-Deux et de l'Étang-Salé porteront le nombre total de chambres à 480, avec un objectif de 9 000 séjours, évoluant vers un seuil optimal de 20 000 séjours annuels.

Jean-Marc Grazzini, directeur général adjoint et directeur commercial d'Air Austral : « Nous venons de signer un accord de partenariat important avec Air France pour un partage de codes sur 43 destinations européennes. »

Raoul Vincent, responsable de l'Observatoire du tourisme à l'IRT : « L'activité touristique est en croissance annuelle de 5% dans le monde, mais les dépenses des touristes diminuent chaque année à La Réunion. »

Frédéric Lorion, chargé de mission de Nexa, l'agence régionale de développement : « Nous avions identifié qu'il manquait une offre de tourisme adapté à une clientèle qui a besoin de soins, en parallèle d'une prestation hôtelière. »

Photos Ipreunion.com

Yann Lefebvre, président du groupe Exsel Authentic Hôtels : « 90% des hôtels sont de petite taille et ne peuvent avoir une rentabilité qui permette d'investir dans l'innovation. »

Jenny Seibert, responsable marketing et communication de Nexa, l'agence de développement : « Il faut capitaliser sur un positionnement qui privilégie le tourisme d'émotion. »

RÉUNION

Jean-Jacques Tomasini, chargé de mission tourisme et économie numérique auprès du SGAR (Secrétaire général aux affaires régionales) à la Préfecture : « Nous travaillons à la mise en œuvre du COST (Comité d'orientation stratégique du tourisme) qui déploie des projets ambitieux pour le territoire. »

David Perrain, économiste de l'IEDOM : « Il faut observer que les dépenses des touristes réunionnais sont de l'ordre de 480 millions d'euros par an. »

Philippe Jean-Pierre, président du CRI (Comité régional d'innovation) : « Le secteur du tourisme manque d'un renforcement en recherche & développement que nous avons pu apporter à d'autres secteurs. »

Photos Ipreunion.com

Fabrice Manson, président de l'UHR (Union des hôteliers de La Réunion) : « Nous n'avons pas mis en parallèle la formation dans le développement du tourisme. La plupart des personnes formées quittent La Réunion et nous avons des difficultés gigantesques à recruter. Il faudrait en former beaucoup plus, pour qu'au moins une partie d'entre eux reviennent travailler sur l'île. »

··· *hôtels sont de petite taille et quelques-uns ne disposent que de 15 à 20 chambres. Cela pose un problème car les petites structures ne peuvent avoir une rentabilité qui permette d'investir dans l'innovation.* » Le groupe Exsel, pour sa part, mutualise la gestion du marketing et de la commercialisation pour ses 5 hôtels adhérents et développe un projet innovant d'éco-lodge au Maïdo, dans les hauts de Saint-Paul.

LE TOURISME RÉSIDENTIEL GÉNÈRE 480 MILLIONS D'EUROS DE RECETTES

L'IRT (Ile de La Réunion Tourisme), l'organisme régional chargé de la promotion de la destination Réunion, encourage les projets innovants et propose d'accompagner de nouveaux concepts d'hébergements insolites. « *L'idée, là aussi, est qu'une partie des nouvelles créations d'hébergement apportent une plus-value dans l'offre globale de l'île,* explique Raoul Vincent, responsable de l'Observatoire du tourisme de l'IRT. *Nous travaillons à promouvoir les expériences touristiques qui peuvent être vécues à La Réunion. Nous devons aussi faire évoluer l'ensemble du produit avec tous les partenaires du tourisme. L'activité touristique est en croissance annuelle de 5% dans le monde, mais les dépenses des touristes diminuent chaque année à La Réunion.* » Selon l'IEDOM (Institut d'émission des départements d'outremer), les dépenses des touristes extérieurs se montaient à 303 millions d'euros en 2013, soit 1,9% du PIB de l'île. C'est la première ressource d'exportation de La Réunion, mais sa part dans l'économie locale a diminué de plus de 30% en dix ans. « *Il faut observer que les dépenses des touristes réunionnais sont de l'ordre de 480 millions d'euros* », précise David Perrain, économiste de l'IEDOM. Les Réunionnais sont donc la première clientèle de nombreux établissements de l'île et apportent plus de 40% de fréquentation à d'autres. « *Partout dans le monde, on travaille à développer le tourisme résidentiel. Il y a de gros efforts à faire pour satisfaire la clientèle locale* », observe Jean-Jacques Tomasini, chargé de mission Tourisme et Économie numérique auprès du SGAR (Secrétaire général aux affaires régionales) à la Préfecture de La Réunion.

DES FONDS EUROPÉENS SUBSTANTIELS

Les dispositifs d'aide à l'innovation peuvent bénéficier au secteur du tourisme qui est le premier secteur à voir la mise en place d'un comité d'orientation stratégique. « *Nous travaillons à la mise en œuvre du COST* (Comité d'orientation stratégique du tourisme), *une instance tripartite qui rassemble le préfet de La Réunion, le président de la Région Réunion et la présidente du Conseil général, avec la participation de l'IRT,* détaille Jean-Jacques Tomasini. *Le COST met en place des projets publics pour le développement des atouts collectifs de La Réunion, dans une cohérence d'éco-tourisme durable associant les valeurs économiques, sociales et environnementales. Les projets actuels sont très ambitieux. Une route des musées, des bassins de baignade sur le littoral, de grands gîtes emblématiques vont être rénovés, un sentier du littoral va être finalisé.* » Les atouts culturels de La Réunion, ainsi que le patrimoine national et la « *french touch* » peuvent être mis en avant. « *Ce n'est pas une question de budgets,* ajoute Jean-Jacques Tomasini. *Les fonds européens destinés aux projets touristiques sont conséquents, dont 80 millions d'euros par le FEDER* (Fonds européen de développement régional), *ainsi que pour l'innovation et pour l'hôtellerie. C'est une question d'organisation de ces investissements.* » Dans le cadre du COST, un appel à manifestations d'intérêt (AMI) va être lancé pour la réalisation d'un éco-lodge dans le Parc national de La Réunion.

L'ÉCO-LODGE DU MAÏDO VEUT ÊTRE UNE LOCOMOTIVE TOURISTIQUE

Le projet d'éco-lodge du Maïdo fait déjà l'objet d'une convention de quarante ans, signée entre la mairie de Saint-Paul et le groupe Exsel Authentic hôtels. « *C'est un projet très innovant qui a vocation à devenir emblématique de La Réunion. Un véritable « market maker », avec un rôle de locomotive touristique dont d'autres établissements pourront bénéficier* », déclare Yann Lefebvre. Pour un investissement de 10 à 12 millions d'euros, le projet va créer 69 chambres et un spa, en faisant cohabiter une ancienne structure avec un éco-lodge. La stratégie de développement du groupe Exsel est en elle-même innovante pour La Réunion. « *Après la rénovation et l'agrandissement de l'hôtel Alamanda, à Saint-Gilles-les-Bains, nous avons pu reprendre le Blue Beach, puis l'hôtel Floralys, à l'Etang-Salé, et le Roseau des Sables, juste à côté,* récapitule Yann Lefebvre. *En janvier 2014, nous avons créé notre marque, intégré un premier franchisé, atteint une*

capacité de 200 chambres et nous étudions trois demandes d'établissements qui souhaitent nous rejoindre. La marque Exsel Authentic hôtels édite ses brochures, emploie un commercial sur le marché européen, un autre pour La Réunion, qui est notre premier marché, et noue des partenariats avec des entreprises. » Pour prolonger ce développement, le groupe envisage d'ouvrir un hôtel à Paris, pour une clientèle réunionnaise, et ensuite à Maurice.

LA RENTABILITÉ DE L'HOTELLERIE DEMEURE FAIBLE

Le groupe Exsel Authentic hôtels prône un regroupement des acteurs pour avoir les moyens d'exister. « *Nous investissons dans le projet du Maïdo alors que tous les autres projets hôteliers sont portés par des investisseurs, des promoteurs immobiliers, des industriels ou des défiscaliseurs, mais jamais par des professionnels de l'hôtellerie* », regrette Yann Lefebvre. Cela n'est cependant pas possible sans accompagnement financier. L'amortissement des structures hôtelières est plus difficile qu'en France métropolitaine, avec des coûts de fonctionnement aussi lourds mais une rentabilité mise à l'épreuve. En octobre 2014, une note de l'IEDOM décrit la rentabilité du secteur de l'hébergement à La Réunion comme la plus faible de l'industrie touristique. Le taux de marge moyen de ses entreprises était de 20%, en 2012, contre 40% dans la restauration, et 36% en moyenne, toutes activités confondues. « *Il faut, malgré tout, rappeler que les aides à l'investissement sont nombreuses et variées*, intervient Jean-Jacques Tomasini. *Les subventions accordées au titre du FEDER, par la Région Réunion et par l'État au bénéfice de la défiscalisation, peuvent atteindre 54% de l'investissement et 45% pour les grands groupes. Le CICE* (Crédit d'impôt compétitivité emploi) *va être bonifié pour le secteur du tourisme et une zone franche globale d'activité, à La Réunion, permet d'avoir un niveau de charges inférieur à celui de la Métropole. Il s'applique aussi un dégrèvement de l'impôt sur les sociétés car le tourisme est un secteur d'investissement stratégique.* »

UN PROJET DE TOURISME ADAPTÉ DE 74 MILLIONS D'EUROS

Les grandes chaînes hôtelières se montrent réticentes à investir à La Réunion, préférant même se désengager de l'Outre-mer, à l'image du groupe Accor. Six de ses hôtels ont été repris pour fonder le groupe hôtelier domien Arhum, auquel appartient désormais l'ex-Novotel de Saint-Gilles-les-Bains, rebaptisé Relais de l'Hermitage. Ce qui est aussi un exemple de mutualisation innovante, à l'échelle des départements d'Outre-mer. « *Depuis trois ans, nous avons reçu quelques investisseurs,* informe Frédéric Lorion, chargé de mission auprès de Nexa, l'agence régionale de développement. *De grandes chaînes ont étudié le territoire mais préfèreraient s'investir dans la gestion hôtelière, sans prendre les risques de l'investissement.* » Un grand projet hôtelier de 74 millions d'euros, Agauria, se trouve cependant en phase de développement, en prolongation d'une étude menée par Nexa en 2013 sur le tourisme adapté. « *Nous avions identifié qu'il manquait une offre de tourisme adapté à une clientèle qui a besoin de soins, en parallèle d'une prestation hôtelière. Il s'agit d'une offre de séjour sécurisé, avec des partenariats pour certaines prestations, comme les dialyses, mais il ne s'agit pas de concurrencer le tourisme médical proposé à Maurice ou en Afrique du Sud* », précise Frédéric Lorion. Le groupe Exsel Authentic hôtels et Air Austral ont été sollicités pour prendre en charge la gestion hôtelière et pour faciliter le transport aérien de la future clientèle d'Agauria.

POUR LA MISE EN PLACE D'UNE R & D TOURISTIQUE

La recherche universitaire peut aussi s'appliquer au développement touristique. « *Le secteur du tourisme manque d'un renforcement, en recherche & développement, que nous avons pu apporter à d'autres secteurs,* témoigne Philippe Jean-Pierre, conseiller régional, président du Comité régional d'innovation (CRI) et représentant de l'Université de La Réunion. *Le COST est un premier pas vers une consolidation, par le rassemblement de partenaires et de capacités de veille, d'analyse et d'expérimentation. Cela évoque la possibilité de voir naître un cluster du tourisme. L'intérêt d'un regroupement d'acteurs est qu'on ne puisse pas réduire la stratégie du tourisme à une seule stratégie de communication et, d'autre part, qu'on puisse s'appuyer sur des outils de réflexion qui existent dans le champ de la recherche, de la veille ou du benchmarking, par exemple.* » Pour conquérir de nouveaux marchés, il faut être plus exigeant sur l'ensemble du produit Réunion, sur l'environnement des lieux d'accueil et sur la formation professionnelle. « *Nous avons fait beaucoup de progrès, notamment en matière de propreté, mais les standards sont aujourd'hui plus élevés et il faut encore progresser. En matière de formation, nous devons définir un cahier des charges pour pouvoir satisfaire un grand nombre de clients venant de différents pays* », analyse Philippe Jean-Pierre. La formation professionnelle est aujourd'hui une préoccupation pour tous les acteurs de l'hôtellerie et de la restauration.

UN FORT BESOIN EN PROFESSIONNALISATION

Quelle innovation apporter dans le domaine de la formation et de la professionnalisation ? « *Le sentiment profond des professionnels, depuis de longues années, est que nous sommes face à une démarche de formation quantitative plus que qualitative* », confie Yann Lefebvre. Ni le lycée professionnel hôtelier ni le Centhor (Centre de formation technique du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration), pas plus que les cursus de Master 1 et 2 de l'Université de La Réunion ne semblent donner satisfaction à la profession. « *Nous n'avons pas mis en parallèle la formation dans le développement du tourisme,* déplore Fabrice Manson. *La plupart des personnes formées quittent La Réunion et nous avons des difficultés gigantesques à recruter. Il faudrait en former beaucoup plus, pour qu'au moins une partie d'entre eux reviennent travailler sur l'île.* » C'est en allant découvrir d'autres territoires qu'on évolue le mieux dans ces métiers et, à l'heure actuelle, une année d'étude à l'étranger est obligatoire dans de nombreux cursus européens. « *Une stratégie à moyen terme est devenue absolument cruciale*, pense Philippe Jean-Pierre, avec la maîtrise de l'anglais comme une des priorités. *Nous devons faire émerger de nouveaux talents et savoir mobiliser nos étudiants dans la recherche d'idées, mais aussi impliquer davantage les professionnels dans les parcours de formation.* » Il ne faudra pas oublier les besoins de professionnalisation. « *Il faut pouvoir accompagner la montée en compétence de petites structures, la demande est importante et l'enjeu est déterminant pour le territoire* », ajoute Fabrice Manson.

TECOMA BUSINESS FORUM

en partenariat avec Nexa

LIBYE

L'Otan est-elle coupable de l'assassinat de Kadhafi ?

Bernard Lugan analyse les accusations du président tchadien Idriss Déby relatives à des actes criminels qui ont eu pour résultat de semer le chaos dans un pays qui verrouillait jusqu'alors le Sahel.

Par Bernard Lugan (*)
http://bernardlugan.blogspot.com

Mardi 16 décembre 2014, à Dakar, lors de la clôture du Forum sur la paix et la sécurité en Afrique, acclamé par les participants, le président tchadien Idriss Déby a lâché une véritable bombe quand, en présence du ministre français de la Défense, il déclara qu'en entrant en guerre en Libye : « *L'objectif de l'Otan était d'assassiner Kadhafi. Cet objectif a été atteint.* » Cette accusation est gravissime car, si ce qu'a dit cet intime connaisseur du dossier est fondé, c'est en effet toute l'histoire d'une guerre insensée et aux conséquences dévastatrices qui doit être ré-écrite. Sans parler d'une possible saisine de la Cour pénale internationale. D'autant plus que ce conflit rationnellement inexplicable fut déclenché au moment où, paradoxalement, le régime libyen était devenu notre allié à la fois contre le jihadisme et contre les filières d'immigration.

John Copland/Shutterstock.com

« Rétrospectivement, le déroulé des événements peut s'apparenter à un « contrat » mis sur la tête du colonel, aucune issue diplomatique honorable ne lui ayant été proposée. »

KADHAFI PROTÉGEAIT LES CHRÉTIENS DE LIBYE

Revenons donc en arrière : l'intervention décidée par Nicolas Sarkozy, influencé par BHL, ne prévoyait originellement qu'une zone d'exclusion aérienne destinée à protéger les populations de Benghazi d'une prétendue « *extermination* ». Il n'était alors pas question d'une implication directe dans la guerre civile libyenne. Mais, de fil en aiguille, violant avec arrogance la résolution 1973 du 17 mars 2011 du Conseil de sécurité des Nations Unies, la France et l'Otan menèrent une vraie guerre tout en ciblant directement et à plusieurs reprises le colonel Kadhafi. L'attaque la plus sanglante eut lieu le 1er mai 2011 quand des avions de l'Otan bombardèrent la villa de son fils Saif al-Arab alors que s'y tenait une réunion de famille à laquelle le colonel assistait ainsi que son épouse. Des décombres de la maison furent retirés les cadavres de Saif al-Arab et de trois de ses jeunes enfants. Réagissant à ce qu'il qualifia d'assassinat, Mgr Martinelli, l'évêque de Tripoli, déclara : « *Je demande, s'il vous plaît, un geste d'humanité envers le colonel Kadhafi qui a protégé les chrétiens de Libye. C'est un grand ami.* » Telle n'était semble t-il pas l'opinion de ceux qui avaient ordonné ce bombardement

(*) Bernard Lugan

Historien français spécialiste de l'Afrique où il a enseigné de nombreuses années, Bernard Lugan est l'auteur d'une multitude d'ouvrages. On peut citer, parmi les plus récents : « *François Mitterrand, l'armée française et le Rwanda* » (éd. du Rocher, 2005), « *Pour en finir avec la décolonisation* » (Éditions du Rocher, 2006), « *Rwanda : contre-enquête sur le génocide* » (Éditions Privat, 2007), « *Histoire de l'Afrique des origines à nos jours* » (Ellipses, 2009), « *Histoire de l'Afrique du sud des origines à nos jours* » (Ellipses, 2010), « *Histoire du Maroc des origines à nos jours* » (Ellipses, 2012), « *Décolonisez l'Afrique !* » (Ellipses, 2012), « *Histoire des Berbères – Un combat identitaire plurimillénaire* » (Bernard Lugan Éditeur, 2012), « *Mythes et manipulations de l'histoire africaine – Mensonges et repentance* » (Bernard Lugan Éditeur, 2012), « *Les guerres d'Afrique des origines à nos jours* » (Éditions du Rocher, 2013). Bernard Lugan est professeur à l'École de guerre à Paris et il enseigne aux Écoles de Saint-Cyr-Coëtquidan. Il est conférencier à l'IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale) et expert auprès du TPIR (Tribunal pénal international pour le Rwanda-ONU). Il édite par Internet la revue « *L'Afrique Réelle* ».

clairement destiné à en finir avec le chef de l'État libyen sans tenir compte des « *dégâts collatéraux* »... La guerre « *juste* » permet bien des « *libertés* ».

L'AFRIQUE OPPOSÉE À CETTE ÉLIMINATION

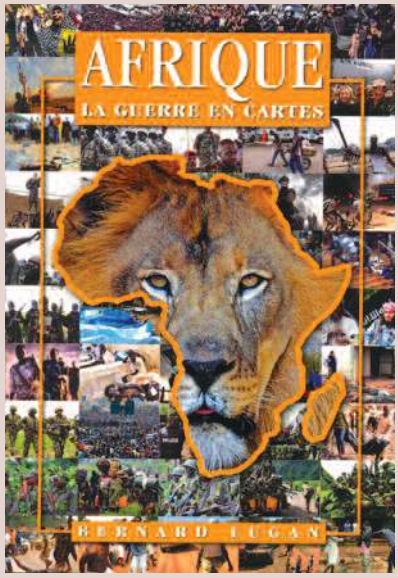
Les chefs d'État africains qui s'étaient quasi unanimement opposés à cette guerre et qui avaient, en vain, tenté de dissuader le président Sarkozy de la mener, pensèrent ensuite avoir trouvé une issue acceptable : le colonel Kadhafi se retirerait et l'intérim du pouvoir serait assuré par son fils Seif al-Islam et cela afin d'éviter une vacance propice au chaos. Cette sage option fut refusée, notamment par la France, et le colonel Kadhafi se retrouva assiégé dans la ville de Syrte soumise aux bombardements incessants et intensifs de l'Otan.
Une opération d'exfiltration vers le Niger fut alors préparée [1]. Or, les miliciens de Misrata, amis de BHL, alliés de la Turquie et du Qatar, se disposèrent en demi cercle sur l'axe conduisant de Syrte au Niger. L'histoire dira comment et par qui ils furent prévenus de la manœuvre en cours. Le 20 octobre 2011, le convoi du colonel Kadhafi composé de plusieurs véhicules civils réussit à sortir de la ville. Bien que ne constituant pas un objectif militaire, il fut immédiatement pris pour cible par des avions de l'Otan et en partie détruit. Pour échapper aux avions, le colonel s'abrita dans une buse de béton. Capturé, il fut sauvagement mis à mort après avoir été sodomisé avec une baïonnette. Les gentils démocrates de Misrata ne s'en tinrent pas là puisqu'ils crevèrent les yeux de son fils Moutassim avant de lui couper les mains et les pieds. L'Otan n'avait laissé aucune chance à Mouammar Kadhafi et à son fils. Leurs dépouilles sanglantes furent ensuite exposées comme des trophées dans la morgue de Misrata.

UN ASSASSINAT LOURD DE CONSÉQUENCES

Ces faits étant rappelés, les accusations du président Deby prennent donc toute leur valeur. Rétrospectivement, le déroulé des événements peut en effet s'apparenter à un « *contrat* » mis sur la tête du colonel, aucune issue diplomatique honorable ne lui ayant été proposée. Alors que le résultat de cette guerre insensée est d'avoir offert aux islamistes, au Qatar et à la Turquie la possibilité de prendre le contrôle de la Libye, donc d'une partie des approvisionnements gaziers et pétroliers de l'Europe, le président du Niger, Mamadou Issoufou, vient de lancer un cri désespéré : « *Il faut une intervention militaire pour réparer les dégâts liés à la chute de Kadhafi, sinon nous aurons Daesh à nos portes* » (« *Jeune Afrique* » - 28 décembre 2014). Mamadou Issoufou est d'autant plus fondé à exiger cette intervention que, lors du sommet du G8 de Deauville au mois de mai 2011, il avait fortement demandé au président Sarkozy de renoncer à sa guerre. Il ne fut, hélas, pas davantage écouté que les présidents Déby, Zuma et tous les autres responsables africains...
Conséquence : à l'heure où ces lignes sont écrites (*1er janvier 2015 – Ndlr*), soutenus par la Turquie et le Qatar, les islamistes sont en passe de conquérir la Tripolitaine. Ils sont déjà sur la frontière tunisienne cependant qu'au sud, dans la région de Mourzouk, ils ont pris le contrôle du champ pétrolier d'El-Sharara avec l'aide de certaines fractions touareg.

(1) Selon plusieurs sources sud-africaines, cette opération aurait été coordonnée par des « spécialistes », anciens des forces spéciales de ce pays, avec l'aval du président Jacob Zuma. Ce dernier était furieux d'avoir été berné par la France car son pays avait certes voté la résolution 1973 d'exclusion aérienne de la région de Benghazi, mais pas la guerre, et il avait décidé d'offrir l'asile politique au colonel Kadhafi. Là encore, l'histoire nous en apprendra davantage quand les langues des témoins se délieront « officiellement »...

Mieux comprendre l'Afrique d'aujourd'hui et de demain



Le dernier livre de Bernard Lugan, qui vient de paraître, confirme ses talents de cartographe et le lien direct entre géographie, histoire et géopolitique. C'est un outil d'analyse et de prospective sans équivalent avec une première partie qui se penche sur les « *guerres d'aujourd'hui* » et une seconde sur les « *guerres de demain* ». Encore une fois, l'historien africaniste nous montre l'importance du phénomène ethnique pour comprendre la situation sur le terrain, mais aussi toutes ces multiples caractéristiques qui font qu'il n'existe pas une Afrique mais des Afriques. Composé de nombreuses cartes, comme son nom l'indique, le livre de 278 pages de grand format propose aussi des commentaires pour mieux les comprendre. Mais les textes restent courts et vont à l'essentiel, ce qui ne pourra que satisfaire ceux qui disposent de peu de temps parmi les entrepreneurs, diplomates et autres stratèges. À l'heure où l'on parle beaucoup de l'Afrique et de son potentiel économique, on peut difficilement faire l'impasse sur de tels enseignements. La seconde partie du livre, sur les « *guerres de demain* », permettra d'éviter des écueils à ceux qui se focalisent trop sur les indices de croissance sans voir certaines « *bombes à retardement* ». En conclusion, il en ressort, comme l'indique l'auteur, que le « *continent africain semble condamné à la violence* ». Pour y remédier, ou du moins l'atténuer, Bernard Lugan propose une nouvelle fois de porter un autre regard sur l'Afrique et sur le soutien qu'on peut lui apporter. « *Il est nécessaire, non pas de noyer le continent sous des aides qui, en plus d'être inutiles, l'infantilisent, mais de trouver un moyen constitutionnel permettant de répondre à une question essentielle : comment éviter que les plus nombreux soient automatiquement et définitivement détenteurs d'un pouvoir issu de l'addition des suffrages ? Tant que cette question ne sera pas résolue, les gouvernants africains seront perçus comme des corps étrangers et prédateurs par une large partie de leurs propres* « citoyens », *d'où la permanence des crises et des conflits.* »

MONDE

Neuf milliards d'hommes à nourrir : un défi majeur !

Un tiers des surfaces émergées dans le monde est consacré à un usage agricole. Et les deux tiers de ces surfaces sont consacrés à l'élevage. Source : FAO.

Stocklib/Sommai Larkjit

C'est sans doute pour l'humanité le défi majeur de ces trente-cinq prochaines années. D'ici 2050, alors que la Terre comptera environ 9 milliards d'êtres humains, il faudra en effet réussir à produire en quantité croissante une nourriture répondant à des normes de qualité exigeantes, ceci en respectant mieux l'environnement.

Par Jean-François Desessard (ADIT)
http://www.adit.fr

Le titre de cet article est celui de l'ouvrage co-écrit par Marion Guillou, à l'époque présidente de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), et Gérard Matheron, qui a été président du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), et publié par François Bourin Éditeur (*). Confronté à cet extraordinaire défi, l'homme peut éviter un cataclysme selon les auteurs de cet ouvrage, « *mais cela nécessitera de profonds changements, notamment dans nos habitudes de consommation et de production ici en Europe* », concluent-ils dans la quatrième de couverture.

« *Combien de civilisations se sont-elles effondrées, faute de sécurité alimentaire, ou plus précisément par incapacité de leur agriculture à satisfaire les besoins de la population dans un contexte de surexploitation des ressources naturelles ou de dégâts environnementaux irréversibles* », s'interrogent les auteurs en introduction de leur ouvrage. Une question qui mérite d'être posée alors que l'humanité comptera 9 milliards d'êtres humains d'ici à 2050, c'est-à-dire demain, dans trente-cinq ans.

Se pose alors évidemment une autre question, majeure, celle de nourrir une telle population. « *C'est une question que tout le monde se pose mais qui est abordée le plus souvent par le petit bout de la lorgnette en évoquant les émeutes de la faim ou l'achat de terre en Afrique par tel ou tel spéculateur* », explique Marion Guillou. Or, les deux auteurs, du fait des fonctions qu'ils ont occupé et de leur parcours professionnel, observent depuis longtemps se qui se passe dans l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, au nord comme au sud. Qui plus est, ils se connaissent bien, d'où l'envie de « *donner à voir* » à un large public ce que la science a produit durant ces dernières années autour de ces sujets afin de faire partager à chaque lecteur leur compréhension de ce paysage, même s'il n'est pas simple.

Shutterstock

La faim touche environ un milliard de personnes, principalement dans les zones rurales. Source : FAO.

NÉCESSITÉ DE NE PAS PROLONGER LES TENDANCES ACTUELLES

Leur diagnostic est sans appel : « *Oui nous allons nourrir les 9 milliards d'être humains que comptera la Terre en 2050 mais ... à la seule condition de ne pas prolonger les tendances actuelles* », déclarent-ils. Pour Marion Guillou et Gérard Matheron, il est urgent de réagir en tant qu'individu, en tant que citoyen, l'INRA et le CIRAD, les organismes qu'ils ont présidé, devant également réagir, « *parce que le temps de la recherche se mesure en dizaines d'années* ». Sélectionner une plante résistante à la sécheresse, cela demande en effet une quinzaine d'années de travail. « *Au cours de ces trente dernières années, l'agriculture a été très mal traitée dans l'agenda international, notamment par les bailleurs de fonds et une certaine vision politique. Aussi avons-nous décidé d'écrire ce livre pour que l'agriculture revienne sur le devant de la scène* », explique Gérard Matheron. Une chose est sûre : il va falloir inverser les tendances, sinon nous courrons à la catastrophe. Un exemple, celui du gaspillage où des évolutions importantes sont impératives, évolutions qui dépendent, certes, des connaissances scientifiques mais également du comportement de chacun et de la politique. Autre constat des auteurs de l'ouvrage, il ne sera pas possible dans chaque endroit de la planète de nourrir la population qui y habite à partir de ce qu'elle produit. Avec le changement climatique, les pays du sud vont être frappés en effet de la double peine. D'un côté, la production de leurs terres cultivées va diminuer, de l'autre ils disposeront de moins de terres pour l'agriculture. Aussi devront-ils accroître leurs échanges avec les pays du nord. « *Pour autant, les pays du sud doivent remettre l'accent sur le développement de l'agriculture paysanne et investir dans les cultures vivrières et des céréales, c'est capital pour s'en sortir* », déclare Gérard Matheron. « *Vous ne sortirez pas les populations rurales de la pauvreté si vous ne redéveloppez pas l'agriculture locale* », confirme Marion Guillou.

« Combien de civilisations se sont-elles effondrées, faute de sécurité alimentaire, ou plus précisément par incapacité de leur agriculture à satisfaire les besoins de la population dans un contexte de surexploitation des ressources naturelles ou de dégâts environnementaux irréversibles ? »

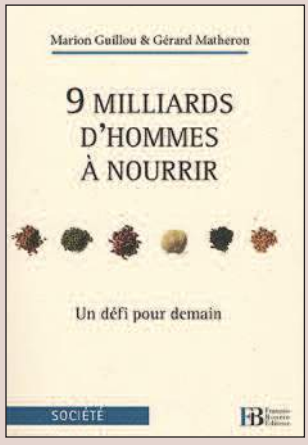
INNOVER ET CHANGER NOTRE MANIÈRE DE CONSOMMER

S'appuyant sur quarante-trois années de données rétrospectives collectées dans tous les pays du monde, les auteurs de cet ouvrage ont essayé de se projeter sur les quarante prochaines années et de proposer deux scénarios. Le premier d'entre eux montre la poursuite de la tendance actuelle, avec des disparités alimentaires qui s'échelonnent selon les différentes régions du monde entre 2 500 et 4 000 kcalories par jour. Le second est un scénario de rupture, avec 3 000 kcalories par personne, dont 500 kcalories d'origine animale, pour l'ensemble de la population du globe. « *Il s'agissait de montrer quel serait l'impact de cette consommation de viande dans les régimes sur les besoins nécessaires en termes de surfaces agricoles pour produire cette viande* », précisent-ils. Ni pessimistes ni optimistes, Marion Guillou et Gérard Matheron, en scientifiques qu'ils restent avant tout, se veulent objectifs et réalistes. « *Il est possible d'éviter le cataclysme qu'envisagent certains. Cela suppose évidemment d'innover considérablement, à tous les niveaux, mais surtout nécessite de changer profondément nos comportements alimentaires et, plus généralement, notre manière de consommer.* »

(*) UN LIVRE TOUJOURS D'ACTUALITÉ

Dans ce solide ouvrage de 432 pages, paru en septembre 2011, ceux qui étaient responsables à l'époque des deux principaux instituts agronomiques français, l'INRA et le CIRAD, portent leurs réflexions à la connaissance du grand public, en termes limpides. Le lecteur y trouvera d'innombrables informations, des éclairages saisissants et des propositions inattendues. Il est possible d'éviter un cataclysme, mais cela nécessitera de profonds changements, notamment dans les habitudes de consommation et de production en Europe.

Marion Guillou est ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, polytechnicienne, docteur en sciences des aliments et a présidé l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Gérard Matheron est ingénieur agronome, docteur en génétique quantitative et a présidé le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).



FRANCE

La Sécurité sociale malade de son étatisation

La grève des médecins montre à quel point la mainmise de l'État sur le système de santé et d'assurance maladie est néfaste. Mais le reste de la Sécurité sociale pâtit également du fait que le législateur s'est institué gestionnaire de cette institution, la mettant entièrement entre les mains d'un État devenu tragiquement obèse.

Par Jacques Bichot (*)
http://www.economiematin.fr

Stocklib

« Les gestionnaires ne sont plus responsables, les LFSS (Lois de financement de la Sécurité sociale) et une avalanche de lois, décrets et arrêtés supplémentaires décident de tout. Or, quand les responsables sont déresponsabilisés, la gabegie est inévitable. »

Contre qui se met-on en grève ? Contre son employeur, évidemment ! Les grévistes lui reprochent d'être insuffisamment rémunérés, d'avoir de mauvaises conditions de travail, de ne pas être considérés, etc. C'est précisément ce que les médecins grévistes reprochent à l'État, devenu leur employeur de fait, sinon de droit. Les praticiens hospitaliers savent que la direction de leur établissement ne peut pas grand-chose : l'ARS (Agence régionale de santé), elle-même aux ordres du gouvernement, la chapeaute. Et le personnel sur lequel ils s'appuient, infirmiers, aides-soignants, agents administratifs, n'est-il pas composé de fonctionnaires ? Quant aux libéraux, la volonté de leur faire pratiquer le tiers payant, c'est-à-dire de ne plus être payés par leur patient, mais directement par l'assurance maladie, est pour eux le signe de la sujétion à laquelle ils sont de plus en plus soumis : par qui est-on payé, si ce n'est par son employeur ? Cette étatisation du système de soins n'est qu'une des facettes de l'étatisation de tout ce qui relève de la protection sociale.

CONFUSION DES POUVOIRS, DE L'EXÉCUTIF ET DU LÉGISLATIF

Le budget de la Sécurité sociale, depuis la mise en place du grand-œuvre d'Alain Juppé, à savoir les lois de financement de la Sécurité sociale (LFSS) en 1996, est devenu un fac-similé de celui de l'État. Ces LFSS n'ont d'ailleurs de lois que le nom : elles constituent surtout des agrégats de décrets, des instruments de gouvernement, et même de gestion, à l'opposé de ce qui relève logiquement du législateur. Là se situe le véritable drame de notre État : la confusion des pouvoirs, de l'exécutif et du législatif. Les lois servent surtout à gouverner, ce qui n'est pas leur rôle. Le gouvernement se cache derrière le Parlement, auquel il demande de signer les décisions qu'il prend. De ce fait, le Parlement n'exerce plus aucun contrôle sur ce que fait le gouvernement puisqu'il l'a voté. Il aurait mauvaise grâce à se déjuger, même si le vote de ces lois qui sont en fait des assemblages de textes réglementaires lui est quasiment imposé par le rapport entre gouvernement et majorité parlementaire. En fait, il n'y a plus en France d'institution chargée de légiférer, le Parlement étant devenu la basse-cour du gouvernement. Depuis combien de temps la France n'a-t-elle pas été dotée d'une véritable loi, c'est-à-dire d'un texte définissant des règles de juste conduite ? Quasiment tous les textes appelés « *lois* » répondent à la définition de ce que Hayek appelle des commandements : ils donnent des ordres à la population, ou à l'administration, et cela de façon discrétionnaire. La Sécurité sociale est la première à pâtir de cette situation. Aucune réforme systémique ne peut voir le jour dans un tel contexte. En matière de retraites par répartition, le principe constitutionnel d'égalité est battu en brèche par un amoncellement incroyable de commandements qui laissent subsister trois douzaines de régimes différents, privilégiant les uns et désavantageant les autres. Débordé, abasourdi, le Conseil constitutionnel n'envisage même pas d'endiguer le flot ininterrompu de prétendues lois qui mettent à mal les principes suprêmes de la République, la liberté, l'égalité et la fraternité. L'étatisation de la Sécurité sociale, c'est-à-dire sa soumission aux commandements incessants de l'État, est une catastrophe nationale. Les gestionnaires ne sont plus responsables, les LFSS et une avalanche de lois, décrets et arrêtés supplémentaires décident de tout. Or, quand les responsables sont déresponsabilisés, la gabegie est inévitable. C'est la raison pour laquelle Arnaud Robinet et moi avons annoncé « *La mort de l'État providence* » (Les Belles Lettres, 2013) et expliqué comment nous pourrions faire évoluer la Sécurité sociale vers un vrai système d'assurances sociales, respectueuses de la liberté (notamment celle qui est volée aux médecins), de l'égalité (notamment celle qui est volée aux retraités et futurs retraités) et de la fraternité (notamment celle qui est évacuée par un système d'assistance bureaucratisé).

(*) Par Jacques Bichot
Cet économiste est professeur émérite à l'université Lyon 3, vice-président de l'Association des économistes catholiques, auteur de « *Retraites - Le Dictionnaire de la réforme* », L'Harmattan, 2010.

Nexa

AGENCE RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT
D'INVESTISSEMENT ET D'INNOVATION

Accélérateur
de projets d'avenir

PROSPECTIVE

ATTRACTIVITE

INNOVATION

ACCOMPAGNEMENT DE PROJETS

OBSERVATOIRE

invest in REUNION

contact@nexa.re - www.nexa.re
62, boulevard du Chaudron
BP 60 030 - 97491 Sainte-Clotilde Cedex
Tél: 0262 20 21 21 / Fax: 0262 41 00 26

MANAGEMENT

Développement de l'égo ou développement de soi : un vrai combat

Le développement personnel, c'est la voie vers une plus grande maturité psychique.

Stockfib/Dmitriy Shironosov

Dans le monde de l'entreprise comme dans la vie quotidienne, c'est trop souvent l'égocentrisme et l'égoïsme qui l'emportent au détriment d'un développement personnel qui sert l'intérêt général. Mais il est possible de sortir vainqueur de ce combat intérieur.

Par Bernard Alvin (*)
bernard.alvin.conseil@wanadoo.fr

L'égo est défini par le « *moi je* », c'est le sentiment d'exister comme un individu indépendant. L'égo a une appétence fondamentale : un désir d'existence et de plaisir qui se traduit en pulsions de possession, de rejet et d'indifférence. Le développement personnel s'applique à tout ce qui est ou peut être mis en œuvre par chacun de nous, spontanément ou par des techniques diverses pour acquérir une maturité psychique toujours plus grande, développer ses possibilités de créativité, ses talents, ses qualités et libérer sa vraie personnalité. A priori, on pourrait dire que l'égo et le développement personnel sont une même chose puisqu'ils concourent à l'affirmation de soi. Pourtant, dans la vie professionnelle, et même au-delà, nous pouvons constater une différence importante entre les deux concepts.

LE DÉVELOPPEMENT PERSONNEL PEUT FAVORISER CELUI DE L'ÉGO

L'égo évoque l'égoïsme alors que le développement personnel implique une meilleure communication. Le premier pousserait à s'isoler et le second à se mailler avec le plus grand nombre. Dans un cas, on s'impose, dans l'autre, on s'affirme. Deux voies très différentes qui nous sont proposées. Et mon expérience de l'entreprise me fait dire qu'on a

« L'être humain qui poursuit régulièrement une démarche de développement personnel s'immunise contre toute tendance égotique, vu qu'il recherche un niveau de communication et de relations assez élevé. »

MANAGEMENT

tendance à choisir la voie de l'égoïsme en s'imposant contre les autres.

Maslow (*voir notre encadré*) nous a appris en son temps que tout être humain ressentait un certain nombre de besoins et, parmi ceux-ci, celui d'être reconnu dans les groupes auxquels il appartient. Pour cela, il peut adopter des codes de conformité pour plaire aux personnes du milieu humain qui l'intéresse. À l'inverse, il peut adopter des codes de rejet de certaines personnes. Toujours dans le but de se valoriser par rapport à un milieu humain recherché.

Dans la vie professionnelle, il nous arrive de voir une personne évoluer dans les deux voies. À une certaine période, elle se situe dans une vraie démarche de développement personnel, puis elle s'engage fermement dans le développement de son égo. Comment peut-on ainsi passer de l'un à l'autre aussi facilement ? C'est souvent une situation difficile à gérer qui amène une personne à se remettre en question et à entreprendre une démarche de développement personnel. Une fois sa remise en question effectuée, l'être humain atteint de nouveaux objectifs plus ambitieux et, à partir de là, il peut de nouveau retomber dans « *ses travers* » et être tenté de s'affirmer cette fois contre les autres. En effet, un bon développement personnel conduit très souvent à un accroissement des capacités et peut se traduire par l'accès à de nouvelles responsabilités plus importantes. L'égo en est flatté et l'on a l'impression d'être plus important. À partir de là, on n'éprouve plus le besoin de se développer personnellement et la tentation est forte de réveiller son désir de s'imposer par rapport aux autres. Puisque le développement personnel conduit à obtenir plus de reconnaissance, on pourrait presque dire qu'il crée les conditions pour que l'égoïsme s'exprime à nouveau. J'ai connu plusieurs situations de ce type, où le succès du développement personnel avait conduit certains à jouer la carte de l'égo.

Stockbl/Piotr Stryjewski

Trop d'égo conduit à l'égoïsme et à l'égocentrisme qui ne facilitent guère l'esprit d'équipe.

CRISE D'ÉGO : ATTENTION À L'EFFET BOOMERANG !

Une fois qu'un être a rebasculé dans l'égo après avoir obtenu plus de responsabilités, on pourrait dire que sa force égotique s'est renforcée et qu'il peut alors bien plus qu'avant exclure d'autres personnes. Jusqu'à un nouvel accident de parcours et donc à une nouvelle remise en question qui pourra, de nouveau, l'amener à la sagesse. Il est seulement dommage que des accidents de parcours soient nécessaires pour se remettre en question et retrouver le chemin de l'humilité. Notre tendance naturelle semble nous pousser plutôt vers l'égoïsme et l'égocentrisme. Mais il vaut mieux y résister. Sinon, on risque d'en subir certaines conséquences. Puisque le développement de l'égo conduit à s'affirmer à travers l'exclusion d'un certain nombre de personnes, on peut penser que ces dernières réagiront en véhiculant une image négative de l'auteur de leur exclusion. À l'heure des technologies de l'information et de la communication et dans un monde très médiatisé, l'image ···

(*) Bernard Alvin

Il est à la tête de son propre cabinet, Bernard Alvin Conseil, fondé en 1995 et spécialisé dans l'accompagnement des hommes dans le domaine du développement des potentiels. Bernard Alvin a « *coaché* » ses premiers cadres et dirigeants dès 1991, faisant figure de pionnier avant que n'arrive la mode du coaching. Cherchant à aller plus loin, il fera émerger le concept de « *management vocationnel* » à partir de 2005. Il a pratiqué son métier en France métropolitaine, dans les DOM-TOM et dans plusieurs pays dans le monde, dont le Brésil. Il intervient en effet en français, en anglais et en portugais.

« Maslow nous a appris en son temps que tout être humain ressentait un certain nombre de besoins et, parmi ceux-ci, celui d'être reconnu dans les groupes auxquels il appartient. Pour cela, il peut adopter des codes de conformité pour plaire aux personnes du milieu humain qui l'intéresse. »

… peut se répandre très vite. L'égocentrique risque d'en subir les conséquences dans son parcours professionnel. Beaucoup de personnes en font la malheureuse expérience. Une « *mauvaise image* » peut s'avérer destructrice. Il n'y a souvent rien de rationnel, mais disons que cela permet de ramener certaines personnes dans un jeu plus respectueux des relations humaines. Il existe ainsi quelques facteurs de correction pour les personnes qui auraient tendance à prendre la tangente en affirmant trop leur égo. Outre l'image, il y a aussi la constitution de groupes de pression d'opposants. Un dirigeant trop égotique pourra, par exemple, générer par son attitude la mise en place d'un syndicat de tendance dure qui lui mènera la vie dure. J'ai d'ailleurs souvent observé qu'il y avait une relation ainsi systémique entre un management dur et un syndicalisme dur. Sur un plan macro-social, on peut observer la même chose en voyant telle politique étatique s'imposer un peu trop fort, générant alors une opposition parfois très dure avec son cortège de malheurs, comme les guerres.

COMMENT ÉVITER LES EFFETS PERVERS DE L'ÉGO

Dans la durée, le bilan du développement de l'égo n'est guère positif, tant sur un plan individuel que collectif. Ce qui n'est pas le cas du bilan du développement personnel. J'ai rarement vu une démarche de développement personnel authentique se terminer en crise d'égo tant que la démarche est en cours. L'être humain qui poursuit régulièrement une démarche de développement personnel s'immunise contre toute tendance égotique, vu qu'il recherche un niveau de communication et de relations assez élevé. Car le développement personnel favorise nettement la constitution d'un relationnel positif. Il rend toute personne beaucoup plus communicative. Dans une telle démarche, on mesure toute l'importance de l'humilité et de l'enrichissement des relations humaines. Car cela n'aurait aucun sens de suivre une démarche de développement personnel sans se soucier des autres. Prenons un simple exemple : si l'on souhaite valoriser tel talent personnel et si on le fait dans un endroit isolé du monde, ça n'a aucun sens. On ne peut développer tel ou tel talent qu'en l'appliquant dans le monde réel, ce qui revient à en faire profiter d'autres personnes. Il en est ainsi du développement de ses qualités, de sa maturité, de sa richesse mentale et intellectuelle… In fine, le développement personnel produit des relations positives avec les groupes humains dans lesquels il a lieu. On pourrait donc conclure que la meilleure manière d'éviter les effets pervers et nocifs de l'égo serait ni plus ni moins que le suivi d'une démarche de développement personnel « *permanente* ».

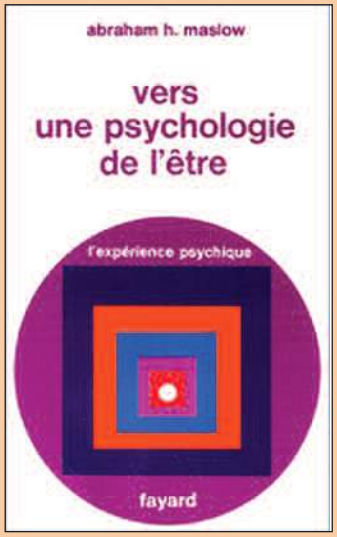
LE DÉVELOPPEMENT PERSONNEL PASSE PAR L'ÉCOUTE ET CONDUIT AU BIEN-ÊTRE

J'insiste sur le mot « *permanent* », vu que l'égo et ses effets destructeurs nous guettent à chaque coin de rue. Comment faire pour être dans une démarche de développement personnel permanente ? Se fixer des challenges peut y conduire, définir des projets difficiles à atteindre également. S'engager dans des démarches professionnelles très implicantes sur le plan humain permet de recevoir un maximum de « *feedback* » de l'environnement humain. L'obtention du « *feedback* » de nos congénères est sans doute un très bon moyen de se « *recadrer* » lorsqu'on dévie sans s'en rendre compte. Il est donc bon d'avoir une attitude volontariste pour écouter son entourage. Au point de savoir écouter ce qui ne nous est pas favorable !!! Je parle bien d'attitude volontariste car on sait qu'on peut inconsciemment, ou même consciemment, mettre en place des filtres pour ne recevoir que des « *feedbacks* » positifs. On parle alors de « *courtisans* », ce qui est très commun dans les organisations où le pouvoir central est fort.

Le développement d'une telle attitude volontariste ne va pas de soi et demande un travail permanent. Car s'il est facile de se laisser porter par les courants de l'égotisme, il l'est nettement moins de se remettre en question régulièrement. Dans la durée, l'école de l'humilité paye car on peut déployer de plus en plus de talents et de qualités personnels tout en déployant des réseaux relationnels d'excellente qualité. Ce qui au passage produit un bien-être personnel incontestable !

Il y a finalement un véritable combat à mener au quotidien entre la tentation de la voie de l'égo et celle moins évidente de la voie du développement personnel. C'est en expérimentant le plus possible la voie du développement personnel qu'on finit par en visualiser tous les effets positifs, ce qui conduit à un désir de poursuivre dans cette voie. Mais qu'on se le dise, ce combat personnel qui existe en chacun de nous n'est jamais gagné d'avance.

ABRAHAM H. MASLOW : PSYCHOLOGIE DE LA RÉALISATION DE SOI



Psychologue américain de grand renom, l'un des plus importants représentants de la « *Third Force* », qui entend rapprocher et féconder l'une par l'autre psychanalyse et philosophie existentielle. Abraham H. Maslow oppose à une psychologie de l'adaptation de l'être à son milieu social - qui lui semble statique, incomplète et peut-être périmée - une psychologie active de l'individu total en son plein épanouissement. Une psychologie de l'homme sain et non plus de l'homme malade, une psychologie de la « *réalisation de soi* », dont les ferments soient plus biologiques - et donc universels - que sociaux, c'est-à-dire limités à un lieu et une époque donnés. Il s'attache à mettre en valeur les aspects les plus positifs de l'expérience vitale, particulièrement ces moments privilégiés où l'être est porté à la pointe de lui-même et que l'auteur - qu'ils soient religieux ou esthétiques, intellectuels ou amoureux – appelle « *expériences paroxystiques* ». La psychologie dynamique que propose Abraham H. Maslow permet de surmonter la stérilisante antinomie des contraires. Ses effets doivent être bénéfiques, aussi bien en thérapie que sur le plan individuel, puisqu'elle préconise et facilite l'ouverture de l'être.

Abraham H. Maslow a enseigné pendant quatorze ans au Collège de Brooklyn avant d'être nommé en 1951 président du Département de psychologie de l'université de Brandeis. Il a également été président de l'Association américaine de psychologie en 1967-1968. Il a écrit plus de cent articles pour des revues savantes et publié de nombreux ouvrages de psychologie.

COMITÉ TERRITORIAL DE
RUGBY
DE LA
REUNION
PUISSANCE 15
"Le président du comité
Térritorial du rugby de la
Réunion, son comité Directeur
et les Partenaires de Puissance 15
vous souhaitent une année 2015
remplies d'essais réussis"

MANAGEMENT

L'écologie relationnelle au service du management durable

Les actions liées à la dimension sociale du développement durable se répandent progressivement dans les entreprises et s'accompagnent d'une démarche managériale adaptée.

Par Olivier Malabiau (*)
olivier.malabiau@gmail.com

Tout d'abord, il convient de définir le concept de management durable qui demeure un levier de développement de la politique de RSE (*Responsabilité sociétale ou sociale de l'entreprise - Ndlr*) permettant d'ancrer une culture de performance durable dans les comportements managériaux.
Les trois piliers du management durable sont :

- **LA COMPÉTENCE COLLECTIVE** sans cesse renouvelée afin de favoriser l'innovation et d'agir ensemble en contexte vers un résultat, fruit d'une coopération efficace. Chacun se surprend dans l'acquisition de nouvelles compétences et la formation aide à faire émerger des ressources insoupçonnées ;

- **L'ÉCOLOGIE RELATIONNELLE :** chacun peut exprimer son avis dans le présent, sans renier celui d'autrui, car il concourt à l'épanouissement relationnel d'une équipe par un partage assertif et bienveillant ;

- **LA PERFORMANCE COLLECTIVE** qui se réalise par la fixation d'objectifs communs, capitalisés par l'atteinte des objectifs et succès individuels, contribuant ainsi à ceux de l'équipe tout entière. La performance devient durable lorsqu'elle se construit et s'atteint au sein d'un contexte facilitateur et motivant où les objectifs restent Spécifiques, Mesurables, Acceptables, Réalisables et Temporairement définis. Un processus qui se renouvelle régulièrement.

Zoomons davantage sur l'écologie relationnelle qui repose essentiellement sur la pacification des relations. Elle observe plusieurs principes de base :

*** LE PARTAGE ASSERTIF**
Il consiste à détenir un comportement qui permet à une personne d'agir au mieux de ses intérêts, de défendre son point de vue sans anxiété, d'exprimer avec sincérité, transparence et aisance ses sentiments, et d'exercer ses droits sans dénier ceux des autres. Cela nécessite cependant d'éviter deux écueils : la passivité et l'agressivité. La passivité demeure souvent le fruit d'une mauvaise image de soi et camoufle l'émotion de la peur, peur de se planter, peur de la colère d'autrui, peur d'être ridicule, de ne pas être approuvé(e), de décevoir… Bref, elle exprime un réel manque de confiance en soi. Quant à l'agressivité, elle utilise généralement l'émotion de la colère, sachant que se dissimule d'ordinaire la peur de « *perdre* » la face, un objet, une personne… En résumé, il n'y aura partage assertif que si l'échange se nourrit de respect et d'acceptation mutuels avec absence de passivité ou de colère.

*** LA BIENVEILLANCE**
C'est l'énergie qui pousse une personne à vouloir le bien et le bonheur d'autrui. On ne s'improvise pas bienveillant du jour au lendemain. Elle se construit progressivement dans un environnement aimant et pacifique. C'est l'expression d'une générosité de cœur qui pousse à la compréhension plutôt qu'au jugement. De plus en plus d'entreprises se mettent au goût de la bienveillance, mais elles restent encore trop rares. Des initiatives en faveur des salariés (crèches, cantines, chartes de la bienveillance…) se multiplient. Cela concourt aussi au bon respect de l'application d'une réelle politique de développement durable.

*** LA VOLONTÉ D'UN ÉCHANGE CONSTRUCTIF**
Oui, la bienveillance reste un indicateur clé dans la relation écologiquement saine, mais elle doit s'accompagner d'une avancée gagnante pour les deux parties. L'échange doit se nourrir d'arguments constructifs afin de faire évoluer une situation donnée.

*** LA PLEINE CONSCIENCE**
Un autre ingrédient qui pacifiera la relation demeure la volonté de vivre ses échanges « *en pleine conscience* ». Pourquoi se demander « *qu'est ce que je vais lui dire* » ou « *comment retenir mon petit discours* » ? Non, alors qu'il y a juste à être spontané, connaître son sujet et rester conscient de ce que nous sommes en train de dire. C'est en fait la capacité de vivre le moment présent dans la relation, sans intrusion du mental. De là se nourriront des échanges sans arrière-pensée avec toute la magie de l'énergie qui jaillira dans le fait de vivre le présent.

En tentant de respecter ces quatre fondements, qui sont loin d'être aisés à appliquer, l'écologie relationnelle peut se targuer de développer réellement des relations saines et constructives.
Oui, nous pouvons nous indigner devant les violences ordinaires verbales, les différentes formes de harcèlement moral et autres invectives et tous les différents écarts de non-respect d'autrui qui demeurent bien présents dans l'entreprise. Cela dépendra de la « *maturité durable* » des dirigeants. Trop souvent, pour l'image extérieure et pour faire bonne figure devant les actionnaires, les leaders d'entreprise affichent la mise en place d'une politique de RSE, assaisonnée de tous ses ingrédients, dont celui du management durable. Or, en analysant bien le contenu, on s'aperçoit que la coquille reste vide et que la publicité ne revêt que partiellement les qualités requises du produit. C'est pourquoi, il demeure indispensable que les cadres dirigeants soient convaincus du bien-fondé de l'écologie relationnelle et fassent surtout preuve d'exemplarité afin que la sauce puisse « *prendre* » durablement dans l'entreprise.

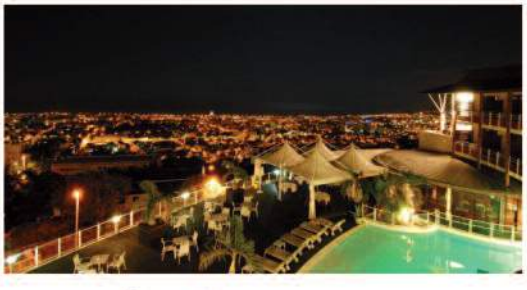
(*) Olivier Malabiau

Ce consultant basé dans l'océan Indien est détenteur d'une maîtrise de sciences de gestion, mais s'est spécialisé dans la formation et la gestion des ressources humaines. Une expérience de vingt-cinq ans dans ce domaine, menée chez Casino, Mac Donald's, Carrefour, le groupe bancaire BPCE et le groupe malgache Sipromad, l'ont conduit à croire fermement que la motivation des salariés et leur développement personnel demeurent des paramètres déterminants pour l'expansion économique des entreprises.

L'HÔTEL BELLEPIERRE

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

★ ★ ★ ★



Osez la différence, gagnez en confort…

4 étoiles, 85 chambres, dont 30 depuis 2011 dans la nouvelle extension,
Wi-fi gratuit et illimité, 1 restaurant panoramique de qualité,
4 salons, 1 piscine et 1 court de tennis, 90 places de parking,
Offres tarifaires privilégiées, avec ou sans location de voiture, pour sociétés, institutionnels, groupes.

www.hotel-bellepierre.com

91 bis allée des Topazes - CS 81055 - 97404 Saint Denis cedex - **Réservations 0262 51 51 51** - fax: 0262 51 26 02

Réservations chambres «Individuels»	Réservations chambres «sociétés/corporate»	Service commercial séminaires/banquets
info@hotel-bellepierre.com	**relationclient@hotel-bellepierre.com**	**commercial@hotel-bellepierre.com**

E-BUSINESS

Le Big Data comme accélérateur d'innovation

Le G9+, en partenariat avec le think tank Renaissance Numérique, publie un nouveau livre blanc sur un sujet majeur pour notre société : le Big Data prédictif.

Le Livre blanc (115 pages) est téléchargeable gratuitement et sans inscription sur le site du G9+ : http://cr.g9plus.org/2014-12-16-G9plus-LB-Big-Data.pdf.

Il s'agit du troisième livre blanc publié par le think tank du numérique et éclaireur de tendances qui transforment en profondeur la société, après l'internet des objets (« *Les nouveaux Eldorados de l'économie connectée* ») puis le futur des entreprises numériques (« *2020 : où vont les entreprises du numérique ?* »).

Le livre blanc explique tout d'abord en quoi le Big Data est une révolution et quelles sont les technologies qui rendent possible la mise en données du monde. La deuxième partie est consacrée à l'algorithme, chef d'orchestre de la révolution Big Data. Comment construit-on un algorithme ? Va-t-on vers une algorithmisation du monde ? Comment penser la gouvernance des algorithmes ? La troisième partie montre comment cette révolution est un levier de croissance dans de nombreux secteurs. Le G9+ étudie les bouleversements que va engendrer le Big Data dans l'agriculture, l'assurance, la culture, le e-commerce et le marketing, la finance, les RH et même l'écosystème sportif. Les auteurs du livre blanc analysent les enjeux juridiques de cette révolution et posent la question de la France à l'heure du Big Data. En quoi l'État doit-il être un utilisateur exemplaire des technologies Big Data ? Quels sont les atouts de la France pour devenir leader européen du Big Data et être en tête de la réflexion sur la nouvelle régulation à l'ère de la donnée ?

SIX PROPOSITIONS POUR LA FRANCE

Le livre blanc s'achève par « *Six propositions pour faire de la France un acteur moteur de la révolution Big Data* ». « *L'explosion des données générées par les objets connectés et les activités humaines entraîne l'émergence ultra rapide d'un nouveau paradigme, celui de la « mise en données» de nos vies et des potentiels d'analyse de corrélations relatives. Nous avons produit ce livre blanc pour comprendre les impacts sociaux qui vont irrémédiablement bouleverser nos vies, nos institutions, le management et l'organisation des entreprises* », précise Luc Bretones, vice-président de l'Institut G9+. Le Livre blanc (115 pages) est téléchargeable gratuitement et sans inscription sur le site du G9+ : http://cr.g9plus.org/2014-12-16-G9plus-LB-Big-Data.pdf. Ses auteurs sont l'Institut G9+ sous la direction de Luc Bretones, vice-président de l'Institut G9+ et administrateur de Renaissance Numérique. Avec les témoignages de : Thibaut Munier, directeur général de 1000mercis, administrateur de Renaissance Numérique, Olivier Guérin, Pdg d'image & dialogue group, Henri Isaac, université Paris Dauphine, vice-président de Renaissance Numérique, Mehdi Chouiten, Senior Data Scientist chez Parkeon, Marc Mossé, directeur Affaires juridiques et Affaires publiques chez Microsoft et Jean-François Vermont, Chairman of the Board de Beconect, Trésorier du G9+.

L'Institut G9 et Renaissance Numérique

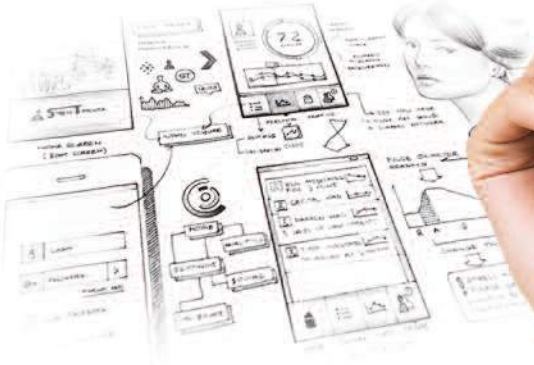
L'Institut G9 fédère aujourd'hui 20 communautés d'anciens de toutes formations (écoles d'ingénieurs, management, sciences politiques, université) et représente 50 000 professionnels du numérique. Grands acteurs privés & publics et pôles d'expertise concernés font naturellement partie de son environnement. Il a pour ambition d'être un think-tank de référence dans ce secteur. Ses réunions-débats, une trentaine par an, abordent sans concession tous les aspects technologiques, économiques et sociétaux du secteur. Des initiatives particulières (cycles de conférences, livres blancs, rencontre annuelle) complètent un catalogue ouvert à tous. Quant à Renaissance Numérique, il s'agit du think tank de la société numérique. Il réunit les grandes entreprises de l'Internet, françaises et multinationales, les entrepreneurs, les universitaires, ainsi que les représentants de la société civile pour participer à la définition d'un nouveau modèle économique, social et politique issu de la révolution numérique. Il regroupe aujourd'hui plus de 50 adhérents et plus de 250 délégués territoriaux amenés à faire vivre la réflexion numérique partout sur le territoire et auprès des élus. Il est présidé par Guillaume Buffet.

reefcube
The Mobile App Factory

Appliquez-vous

Les applications mobiles

Un moyen de créer une relation durable avec vos clients



L'agence Mobile

CONCEPTION - DÉVELOPPEMENT
PUBLICATION - MAINTENANCE

Telechargez notre portfolio

Available on the App Store | Windows Phone | Google play

Reefcube, Orange Tower, Ebene, île Maurice | info@reefcube.mu | *www.reefcube.mu*

Tel île de la Réunion: *+262 692 26 35 33* | Tel île Maurice: *+230 5 440 88 65* | Tel France: *+33 (0)9 74 74 79 20*

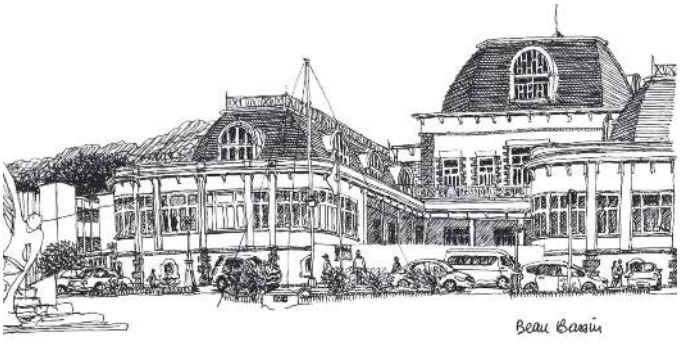
IMAGES DE MAURICE

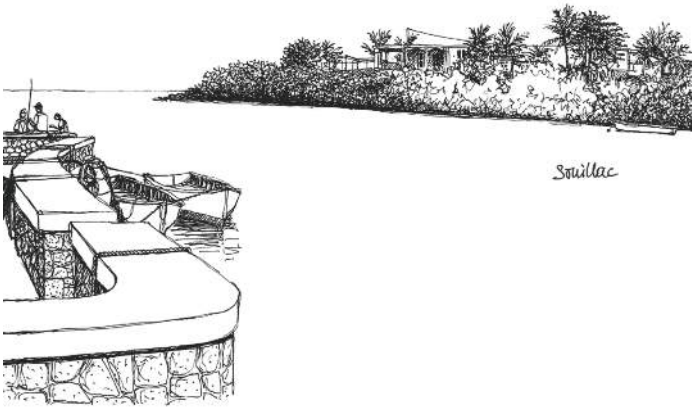
Cuisine Vénus, Port Louis

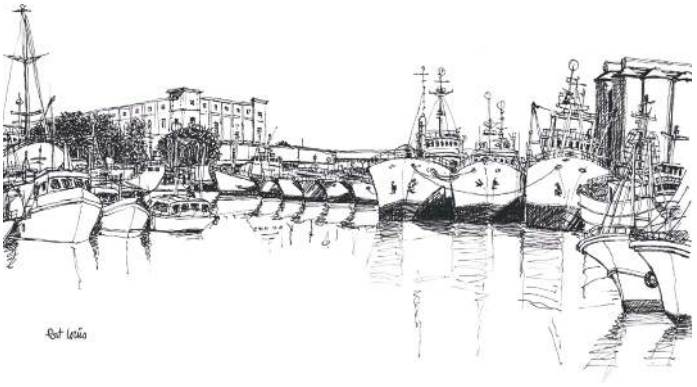
L'ode amoureuse du publicitaire Florent Beusse

Ce Français, qui dirige sa propre agence - Atoba -, a aussi une âme d'artiste et maîtrise les techniques de l'aquarelle et du dessin à l'encre de Chine. Il s'en est servi pour raconter un pays qu'il aime. Parler de son océan, de ses villages, de ses paysages et de ses habitants. Autant d'images simples, mais fortes, ponctuées par les textes courts et savoureux du romancier Amal Sewtohul. De quoi donner un beau livre de 116 pages, « *Regards from Mauritius* », publié aux éditions Vizavi (en vente 1 190 roupies, soit environ 30 euros). Ces regards forment un magnifique itinéraire artistique et poétique et nous permettent de découvrir des lieux et des scènes qui pouvaient pourtant nous être familiers. Une invitation à les savourer d'une autre manière. Les deux auteurs ont posé leur regard personnel et attendri sur ce petit bout de terre perdu dans l'océan Indien, l'un par la délicatesse de son trait et l'autre par la truculence de sa plume. Et ils nous entraînent dans une promenade insolite autour de l'île en nous montrant tout simplement ce qu'on voit tous les jours sans le regarder, pris par la vitesse et le stress de la vie moderne. Un Témoignage sans fard qui évoque tout à tour l'indolence des plages, la gaieté des villages, la diversité des paysages, l'omniprésence des lieux de culte, l'élégance des vieilles demeures coloniales, mais aussi tout le folklore de la vie quotidienne avec, en filigrane, la nostalgie d'une époque que « *les moins de 20 ans ne peuvent pas connaître* », où l'on prenait le temps de vivre. Une évocation teintée d'humour et de poésie qui font de cet ouvrage un vrai régal. Et même si les fêtes sont passées, il est encore de temps d'offrir ce superbe livre.

IMAGES DE MAURICE







SEYCHELLES

Ouverture d'un hôtel d'affaires sur Eden Island

Formée de 56 hectares de terres récupérées, dont 16 hectares de voies navigables, Eden Island est une île artificielle qui se classe parmi les plus prestigieuses marinas résidentielles privées au monde.

StockLib/Elena Kozlova

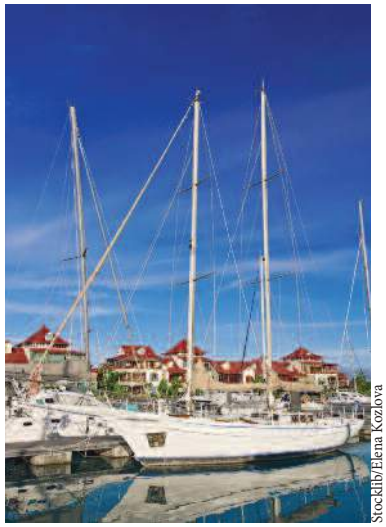
Composé de 87 chambres, dont une suite présidentielle et deux suites de luxe, L'Eden Bleu veut profiter de la situation de cette île artificielle et superbe marina située à mi-chemin de l'aéroport international de Mahé et de la capitale Victoria.

Par Mbolahasina Maminirina
maminirina@ecoaustral.com

L'Eden Bleu a ouvert récemment ses portes et vise la clientèle d'affaires et celle des séjours d'« *Incentive* », se voulant aussi un lieu de conférences et d'expositions. Il est situé sur l'île privée d'Eden Island, dans l'île principale de Mahé, et veut profiter de sa proximité avec l'aéroport et avec la capitale Victoria. Son nom n'est pas innocent, il s'inscrit dans l'économie bleue que souhaite développer l'archipel. L'Eden Bleu dispose de 87 chambres, dont une suite présidentielle et deux suites de luxe, d'un centre de conférence de 340 places, de 4 salles de réunion et de 2 salles de gala ou de conférence. Ses résidents profitent d'une vue sur le port de plaisance et peuvent joindre l'utile à l'agréable. « *Tout est centralisé et c'est plus commode pour les entreprises et les associations internationales lors des réunions. L'hôtel vise principalement les entreprises, mais nous prévoyons aussi un tiers de vacanciers* », souligne Peter Smith, directeur commercial et marketing de l'hôtel. « *Nous avons déployé des technologies numériques les plus avancées en Afrique pour les conférences et les réunions* », ajoute Craig Heeger, son directeur général. L'Eden Bleu a été conçu par Paolo Viotti, un architecte sud-africain qui a également conçu l'Eden Plaza, un centre commercial et un restaurant sur le modèle du centre commercial de Willow Bridge dans la ville du Cap.

EDEN ISLAND : UNE ÎLE ARTIFICIELLE DE 56 HECTARES

Formée de 56 hectares de terres récupérées, dont 16 hectares de voies navigables, Eden Island est un projet pharaonique qui a émergé à partir de 2005, conduit par des investisseurs africains et autrichiens. Cela a donné l'une des plus prestigieuses marinas résidentielles privées au monde. Selon Peter Smith, le projet représente des investissements de plus de 395 millions d'euros depuis sa création, incluant la construction, l'ameublement, l'exploitation et la maintenance. Il devrait contribuer, au total, pour plus de 400 millions d'euros en investissements directs étrangers (IDE) dans l'économie seychelloise. Une somme importante pour l'archipel qui, en 2013, a totalisé quelque 135 millions d'euros d'IDE. Les Sud-africains constituent 35% des acheteurs de ces résidences de luxe (villas et appartements), suivis par les Français, les Italiens, les Tchèques et les Russes. On compte pas moins de 32 nationalités différentes parmi les acheteurs, selon Peter Smith qui précise que 475 logements ont déjà été vendus. Les prix varient de quelque 360 000 euros pour un appartement d'une chambre à coucher, à 2,8 millions d'euros pour les villas.



StockLib/Elena Kozlova

La clientèle de l'hôtel d'affaires a vue sur le port de plaisance et peut joindre l'utile à l'agréable.

myphoto book.mu

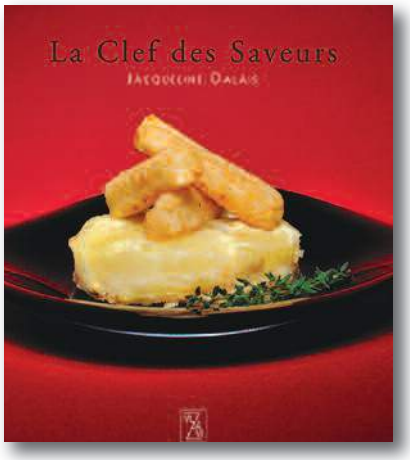
Vous créez votre album...
...et nous l'imprimons !

C'est facile !

1. ***Téléchargez.***
2. ***Placez vos photos.***
3. ***Commandez.***

Précisprint *et* ***myphoto book.mu*** *sont des marques de* ***Précigraph***

Les secrets de Jacqueline Dalais

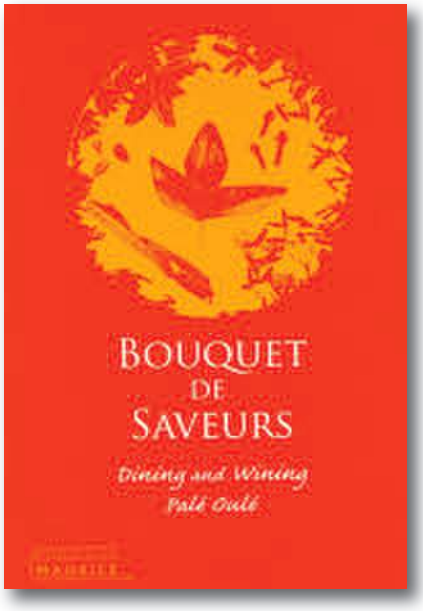


Propriétaire du célèbre restaurant « *La Clef des Champs* », à Floréal, Jacqueline Dalais nous dévoile dans ce beau livre cadeau certains des secrets qui ont fait d'elle l'icône de la gastronomie à Maurice. Ce cordon bleu autodidacte fait (re)découvrir depuis près d'un demi-siècle la richesse de la cuisine mauriciennes aux étrangers, mais également aux Mauriciens. Sa marque de fabrique ? La générosité des goûts, des saveurs et des couleurs… Cette artiste de l'art culinaire, qui avoue avoir tout appris de sa mère et de sa grand-mère, marie la richesse du terroir mauricien à la gastronomie française. Après avoir ouvert dans les années 70 une petite crêperie, puis travaillé dans certains établissements renommés de l'île, elle lance en 1991 son établissement et développe des services de traiteur qu'on s'arrache. Jacqueline Dalais a été faite chevalier des Arts & des Lettres par l'État français. Superbement illustré avec des photos qui donnent l'eau à la bouche et très didactique (par exemple, pour expliquer le pliage des samoussas), « *La Clef des Saveurs* » est une invitation au voyage et au partage.

« La Clef des Saveurs », par Jacqueline Dalais - Éditions Vizavi (2014), Ile Maurice, 128 pages, 1 300 roupies (32,50 euros).

Des nouvelles sous le signe des saveurs culinaires

C'est la 21ème recueil annuel produit par l'agence Immedia de Rama Poonoosamy dans cette « *Collection Maurice* ». Vingt-et-une années sans discontinuer grâce au soutien de nombreuses entreprises privées. Comme de coutume, les contributeurs se rangent derrière un thème commun, en l'occurrence celui des « *bouquets de saveurs* », du « *Dining and Wining* » et du « *Palé Oulé* ». L'originalité de la collection est en effet de comporter des nouvelles en français, en anglais et en créole mauricien. Pas moins de trente auteurs ont participé à l'aventure, produisant trente-cinq nouvelles différentes, de valeurs inégales, certes, mais riches de cette diversité. On y trouve d'ailleurs des grandes plumes de la littérature mauricienne comme Ananda Devi (Prix des cinq continents de la francophonie en 2006), Shenaz Patel et Jean Lindsay Dhookit qui sont littéralement passés à table pour nous mettre les mots à la bouche. Tous ces nouvellistes nous proposent des récits aigres-doux, amers, légèrement salés ou abondamment pimentés… Mais rien d'insipide en tout cas. La « *Collection Maurice* » a pour but d'offrir une tribune aux auteurs mauriciens confirmés et surtout de favoriser l'émergence de nouveaux talents. Ainsi, on peut découvrir neuf nouvelles plumes dont la plus jeune est âgée de 11 ans.



« Bouquets de saveurs – Dining and Wining – Palé Oulé... », recueil de 35 nouvelles en français, anglais et créole – Édition Immedia, Ile Maurice, 328 pages, 300 roupies.

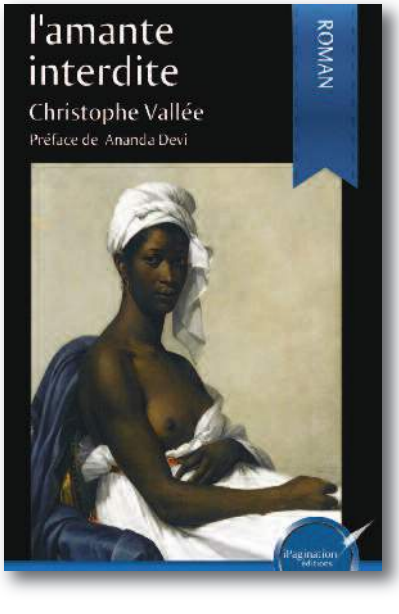
L'Afrique à corps et à cœur

Ce roman raconte l'amour désespéré et sans issue entre un homme et l'Afrique, entre un gouverneur de l'Afrique orientale française des années cinquante et une femme noire en qui il trouve l'Idéal (à la façon d'un « *Thé au Sahara* » de Paul Bowles). S'y superpose la recherche par le fils caché, vingt ans après, de ses origines, sur les traces du père disparu. Un retour vers le passé de la colonisation française pour tenter d'en saisir les ramifications au travers des détours de ceux qui, aujourd'hui encore, en paient le prix.

« *Comme cette femme qui à la fois se donne et se refuse, l'Afrique est source de splendeur et objet de mépris sous le regard du colon, sauf lorsqu'il en arrive un, comme le gouverneur, qui va s'agenouiller devant elles et offrir sa vie à leur silence* », écrit Ananda Devi dans sa préface.

Bien connu à Maurice pour y avoir enseigné la philosophie, Christophe Vallée est un écrivain à part entière. Après un passage par le lycée français de Budapest, il est aujourd'hui en poste dans l'enseignement supérieur en Île de France. Un petit clin d'œil à l'ancien nom de l'île Maurice à laquelle il est resté très attaché. Il a d'ailleurs proposé à l'écrivain mauricien Ananda Devi de préfacer ce nouveau roman. Auteur prolifique d'articles et de livres (romans et essais), Christophe Vallée est agrégé, mais aussi diplômé de l'ENA. Il est membre de plusieurs jurys littéraires : Fondation de la Vocation, prix Radio France du livre de l'océan Indien et prix Jean Fanchette sous la présidence de JMG Le Clézio, prix Nobel de littérature.

« L'amante interdite », par Christophe Vallée – iPagination éditions (décembre 2014), 180 pages, 14,60 euros (3,99 euros en ebook).



RÉVÉLATEUR D'OPPORTUNITÉS ET D'OPINIONS DANS L'OCÉAN INDIEN
Eco austral
.com
MAINTENANT
L'INFORMATION
CHAQUE JOUR
Pour mieux accompagner les
entrepreneurs de l'océan Indien
facebook.com/lecoaustral
DIALEKT

SYN'OI Océan Indien

cessa réussite scolaire

SYN'OI « LA FORMATION CONTINUE » :

- ***AIDE À LA PERSONNE :***
  - o CAP Petite enfance
  - o ADVF
- ***ENVIRONNEMENT ET ÉNERGIE RENOUVELABLE :***
  - o Ouvrier de Production Horticole
  - o Photovoltaïque
  - o Pose de Chauffe-eau solaire
- ***BTP / SÉCURITÉ :***
  - o Carreleur / Plombier
  - o Maçon / Ferrailleur / Couvreur – Zingueur
  - o Sauveteur Secouriste du Travail (SST)
  - o Recyclage SST
  - o Travail en hauteur / Echafaudages fixes et roulants
  - o Chef d'équipe (encadrement)
  - o Informatique appliqué : AUTOCAD / ALLPLAN / ARCHICAD
- ***TERTIAIRE :***
  - o Bureautique
  - o Secrétaire Comptable
  - o Divers possibilité en fonction de la demande.
- ***CENTRE CERTIFICATEUR :***
  - o Ouvrier du Paysage / Ouvrier de Production Horticole
  - o Maçon
  - o Agent d'Entretien du Bâtiment
  - o Maçon Bâti ancien (en cours)
  - o Canalisateur (en cours)
  - o Agent de Propreté et d'Hygiène (en cours)
  - o Agent de Médiation Information et Service (en cours)

SYN'OI - CESSA REUSSITE SCOLAIRE « LE SOUTIEN SCOLAIRE »:

- Cours de soutien du primaire au lycée
- Aide au devoir
- Séance de consolidation
- Cours en face à face ou en groupe
- Préparation spécifique au examen (Prépa BAC / Prépa Brevet)
- Face à Face POST BAC (BTS / Etudiant divers)
- Remise à niveau et aide aux VAE.

SYN'OI - CESSA RÉUSSITE SCOLAIRE « LA PRÉPARATION AUX CONCOURS »:

- ***PRÉPARATION AUX MÉTIERS DE LA SANTÉ :***
  - o PACES
  - o IFSI
  - o AS / AP
  - o Concours d'ATSEM
- ***PRÉPARATION DIVERS :***
  - o Concours PE
  - o Concours IRTS
  - o Aide personnalisée sur tout type de concours.

SYN'OI SUD
10 B Chemin des Aloes
97421 Rivière Saint Louis
Tel : 0262 68 74 21
Email : synoi.sud@gmail.com

SYN'OI (siège)
2 Rue des Lilas
97412 Bras Panon
Tel : 0262 68 74 21 / Fax : 0262 58 09 12
Email : accueil.soi@gmail.com

Cessa Réussite Scolaire
14 Rue Edmond Rostand
97490 Sainte Clotilde
Tel : 0262 200 300 (1)
Email : cessareussite@gmail.com

Cessa Réussite Scolaire
142 Rue Hyppolite Foucque
97440 Saint André
Tel : 0262 200 300 (2)
Email : cessareussite@gmail.com